

# **Concours 2019**

## **Rapport du jury**

### **sur les concours**

#### **des conservateurs**

##### **du patrimoine**

## Sommaire

<b>Composition du jury</b>
<b>Rapport général du jury</b>
<b>Epreuves écrites</b>
<b>Epreuves orales</b>
<b>Données statistiques</b>

## **PRÉSIDENTE DU JURY**

**Mireille JEAN**

Conservatrice générale du patrimoine

## **VICE-PRÉSIDENT DU JURY**

**Richard DAGORNE**

Conservateur territorial en chef du patrimoine

## **MEMBRES DU JURY**

**Delphine BIÈRE**

Maître de conférences

**Jean-Pierre BRACCO**

Professeur des universités

**Philippe CAR**

Adjoint au maire d'Alfortville, chargé de la culture

**Aurélië CARRÉ**

Conservatrice territoriale en chef du patrimoine

**Frédéric COUSINIÉ**

Professeur des universités

**Cécile DELATTRE**

Maire d'Oberhausbergen

Conseillère départementale du Bas-Rhin

**Benoit de GEYER D'ORTH**

Conservateur territorial du patrimoine

**Elisabeth JOLYS SHIMELLS**

Conservatrice du patrimoine

**Arielle FANJAS**

Administratrice territoriale hors classe, directrice générale adjointe des services de la ville de Besançon et du Grand Besançon

**Cédric GIRAUD**

Maître de conférences

**Murielle LEROY**

Conservatrice générale du patrimoine

**Raphaël MULLER**

Conseiller référendaire

Cour des comptes

**Jonathan TRUILLET**

Conservateur en chef du patrimoine

## **CORRECTEURS ET EXAMINATEURS SPÉCIALISÉS**

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Europe des périodes paléolithique et mésolithique :

**Elena PAILLET**

Conservatrice du patrimoine

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de la France de la période néolithique et des âges des métaux :

**Karim GERNIGON**

Conservateur en chef du patrimoine

Archéologie historique de la France de l'époque gallo-romaine jusqu'à la fin du XVIIIe siècle :

**Djamila FELLAGUE-CHEBRA**

Maître de conférences

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde gréco-romain jusqu'au Ve siècle après J.-C. :

**Gwénaëlle MARCHET-LEGENDRE**

Conservatrice en chef du patrimoine

Histoire de l'art et des civilisations du Moyen Âge européen et de Byzance du Ve siècle au XVe siècle :

**Anne EMBS**

Conservatrice en chef du patrimoine

Histoire de l'art et des civilisations de l'Europe de la fin du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle :

**Cécile SCAILLIEREZ**

Conservatrice générale du patrimoine

Histoire de l'art et des civilisations dans le monde occidental de la fin du XVIIIe siècle à nos jours :

**Sophie BERNARD**

Conservatrice territoriale en chef du patrimoine

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Égypte antique :

**Fleur MORFOISSE**

Conservatrice en chef du patrimoine

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du Proche-Orient antique :

**Nicolas BEL**

Conservateur en chef du patrimoine

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde islamique des origines à nos jours :

**Etienne BLONDEAU**

Conservateur du patrimoine

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Inde et du monde indianisé des origines à nos jours :

**Karine LADRECH**

Maître de conférences

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, etc.) des origines à nos jours :

**Michel MAUCUER**

Conservateur en chef du patrimoine de la ville de Paris

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Afrique des origines à nos jours :

**Manuel VALENTIN**

Maître de conférences hors classe

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Océanie des origines à nos jours :

**Stéphanie LECLERC-CAFFAREL**

Agente contractuelle

Archéologie et histoire de l'art et des civilisations des Amériques amérindiennes des origines à nos jours :

**Carole HYZA**

Conservatrice territoriale du patrimoine

Ethnologie européenne :

**Valérie PERLES**

Conservatrice territoriale du patrimoine

Histoire des techniques et patrimoine industriel :

**Christian TILATTI**

Conservateur territorial en chef du patrimoine honoraire

Patrimoine et sciences de la nature :

**Amandine PEQUIGNOT**

Maître de conférences

Documents d'archives du Moyen Âge à nos jours :

**Stéphane CAPOT**

Conservateur en chef du patrimoine

Histoire des institutions françaises :

**Violaine CHALLEAT-FONCK**

Conservatrice en chef du patrimoine

## **CORRECTEURS ET EXAMINATEURS SPÉCIALISÉS (LANGUES)**

### **ALLEMAND**

Patrice HALOCHE  
Professeur agrégé

Marie-Christine MASSON  
Professeure agrégée

### **ANGLAIS**

Emmanuel ALVAREZ ZUBILLAGA  
Professeur agrégé

Catherine AMANDOLESE  
Maître de conférences

Aurélien HAZARD  
Professeur agrégé

Maxime SHELLÉDY  
Professeur agrégé

Alexiane SUTTON  
Professeure agrégée

Matthieu VAUDIN  
Professeur agrégé

### **ARABE**

Frédérique GUGLIELMI-FODA  
Professeure agrégée  
Inspectrice d'académie

Abdellatif EN NOUGAOUI  
Professeur certifié

### **CHINOIS**

Yanru LI  
Professeur agrégé

Priscille NGAN  
professeure certifiée

## **ESPAGNOL**

Victoria LAVOS  
Professeure agrégée

Ricardo RODRIGUEZ PEREZ  
Professeur à l'Instituto Cervantes

## **GREC ANCIEN**

Matthieu CASSIN  
Chargé de recherche

Hélène DENEUX  
Maître de conférences

## **HÉBREU ANCIEN**

Gabrielle ATLAN  
Maître de conférences

Joseph TEDGHI  
Professeur des universités

## **ITALIEN**

Alexandra GOMPERTZ de LAHARPE  
Professeure agrégée

Charlotte OSTROVSKY-RICHARD  
Professeure agrégée

## **JAPONAIS**

Fusako HALLÉ  
Professeure honoraire certifiée

Yumiko ISHIKAWA  
Professeure honoraire certifiée

## **LATIN**

Elodie MACLER  
Professeure agrégée

Patrick VOISIN  
Professeur de chaire supérieure honoraire

## **RUSSE**

Christine CAILLON-NEKRITCH  
Professeure honoraire de chaire supérieure

Odile MELNIK-ARDIN  
Professeure honoraire de chaire supérieure

## **Rapport général du jury**

Le rapport du jury des concours 2019 de recrutement des conservateurs du patrimoine de l'Etat et de la Ville de Paris et des conservateurs territoriaux du patrimoine est établi sous la responsabilité de la présidente du jury. Il a pour objectif de mettre en exergue les grandes tendances et les leçons à tirer de cette session et sa lecture attentive doit permettre aux futurs candidats de se préparer dans les meilleures conditions.

Le concours de conservateur du patrimoine est un concours de recrutement dans la fonction publique d'Etat et dans la fonction publique territoriale à un haut niveau de responsabilités scientifiques et administratives, conduisant à l'exercice de fonctions d'encadrement supérieur.

Le nombre de candidats inscrits était de 555 : 479 externes et 76 internes. 332 candidats se sont présentés à l'ensemble des épreuves écrites (du 20 au 23 août 2019), soit près de 60% des inscrits.

Pour le concours externe, les épreuves écrites visent à garantir un très bon niveau de connaissances scientifiques générales ainsi que spécifiques aux spécialités, et l'aptitude à organiser ces connaissances, à les restituer de façon claire et structurée. Les épreuves orales visent à vérifier les connaissances professionnelles correspondant à la spécialité présentée, et à s'assurer de la capacité des candidats à exercer les responsabilités d'un conservateur du patrimoine dans l'ensemble de leurs dimensions. Un équilibre est recherché entre connaissances, compétences, savoir-être.

Globalement, les résultats des épreuves écrites sont apparus stables avec, pour certaines épreuves, une tendance à la baisse par rapport à l'année précédente, et des écarts importants entre d'excellentes copies témoignant d'une préparation approfondie et d'un niveau de connaissances remarquable, et d'autres ne dépassant pas les lieux communs. Il est à noter qu'au stade de l'admissibilité, il n'a pas été possible de retenir, dans certaines spécialités, au moins autant de candidats que de postes ouverts aux concours.

Les résultats des épreuves orales ont également été contrastés selon les candidats et selon les spécialités, même si un grand nombre de candidats ont fait preuve d'une importante préparation et d'une forte motivation au regard du haut niveau d'exigence de l'admission au concours.

Pour le concours interne, les résultats de l'épreuve écrite ont été globalement décevants, en baisse par rapport à l'année dernière. Au stade de l'admissibilité, comme pour le concours externes, n'ont pu être retenus pour toutes les spécialités au moins autant de candidats que de postes ouverts.

A l'oral, les résultats ont été très contrastés. Le jury a été étonné par des démarches parfois très décalées au regard des attentes, et à l'inverse a tout particulièrement apprécié de belles rencontres avec des candidats remarquables dans leur parcours.

68 candidats ont été déclarés admissibles par le jury (51 externes et 17 internes). Les 200 épreuves orales d'admission se sont déroulées du 4 au 29 novembre 2019.

Dans sa délibération d'admission du 5 décembre 2019, le jury a proclamé l'admission de candidats pour les spécialités ouvertes, à l'exception de la spécialité archives (5 postes non pourvus : 1 au concours externe et 4 au concours interne) et de la spécialité patrimoine scientifique, technique et naturel (1 poste non pourvu au concours externe).

Du fait des postes non pourvus et des choix exprimés par les candidats admis aux deux concours, un report de poste a été effectué pour l'Etat et 5 reports ont été effectués pour les collectivités territoriales.

Une bonne compréhension des attendus du concours au regard des responsabilités d'un conservateur du patrimoine au sein de la fonction publique d'Etat ou territoriale doit permettre aux candidats de se préparer au mieux aux différentes épreuves et de mettre en valeur leurs connaissances, leurs expériences, leurs qualités personnelles et leurs motivations.

# **EPREUVES ECRITES**

# Première épreuve écrite des concours externes

## - Libellé réglementaire de l'épreuve

« La première épreuve d'admissibilité consiste en une dissertation générale portant, au choix du candidat, soit sur l'histoire européenne, soit sur l'histoire de l'art européen, soit sur l'archéologie préhistorique et historique européenne, soit sur l'ethnologie, soit sur l'histoire des institutions et de l'administration françaises, soit sur les sciences de la nature et de la matière (durée : cinq heures ; coefficient 3).

Toutefois, les candidats qui concourent dans la spécialité Archives et les candidats qui concourent dans deux spécialités, dont la spécialité Archives, choisissent soit le sujet portant sur l'histoire européenne, soit le sujet portant sur l'histoire de l'art européen, soit le sujet portant sur l'histoire des institutions et de l'administration françaises.

Le choix du sujet s'exerce au moment de l'épreuve. »

**L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.**

## - Forme de l'épreuve

L'énoncé de chacun des six sujets de dissertation repose sur un ou plusieurs mots, une ou plusieurs phrases, une citation ou une question. Aucun document n'est fourni.

## - Objectifs de l'épreuve

Cette épreuve suppose à la fois de **solides connaissances scientifiques** ainsi qu'une **maîtrise de la rhétorique de la dissertation**.

L'épreuve a pour but d'évaluer les capacités d'analyse, de maîtrise des concepts et des problématiques de la discipline et d'organisation des données et arguments selon un plan construit, pertinent et progressif.

Les termes du sujet doivent être compris, analysés et conduire le candidat à organiser une composition claire, cohérente et structurée dans laquelle le jury prête une attention particulière à la fermeté de l'introduction et de la conclusion.

La prise en compte des différentes périodes chronologiques, l'analyse, la précision et l'opportunité des exemples, bibliographiques notamment, sont attendues par le jury.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour tous les sujets de dissertation, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- comprendre le sujet, délimiter ses contours et le contextualiser ;
- définir une problématique ;
- organiser ses idées ;
- construire, structurer et argumenter une démonstration étayée sur des connaissances scientifiques solides et des exemples diversifiés et pertinents ;
- faire preuve d'analyse critique ;
- traiter le sujet ;
- maîtriser les règles de la dissertation ;
- maîtriser l'expression écrite et présenter des qualités rédactionnelles ;
- maîtriser le vocabulaire approprié ;
- maîtriser le temps imparti.

# Sujets

- 1) Sujet d'histoire européenne

**Elections et démocratie en Europe, de l'Antiquité à nos jours.**

- 2) Sujet d'histoire de l'art européen

**L'archaïsme, de l'Antiquité à nos jours.**

- 3) Sujet d'histoire des institutions et de l'administration françaises

**Faire la loi, du Moyen-Age à nos jours.**

- 4) Sujet d'archéologie préhistorique et historique européenne

**Hommes et environnement.**

- 5) Sujet d'ethnologie

**Etre parent.**

- 6) Sujet de sciences de la nature et de la matière

**Les pôles.**

# Première épreuve écrite des concours internes

## - Libellé réglementaire de l'épreuve

« La première épreuve écrite d'admissibilité consiste en une note, établie à partir d'un dossier à caractère culturel, permettant de vérifier l'aptitude du candidat à faire l'analyse et la synthèse d'un problème et d'apprécier les connaissances et qualifications acquises (durée : cinq heures ; coefficient 3). »

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

## - Forme de l'épreuve

L'épreuve repose sur l'exploitation d'un dossier comportant plusieurs documents de forme, de nature et de longueurs variées.

Le titre du dossier peut être indiqué sous la forme d'un ou de plusieurs mots, d'une ou de plusieurs phrases, d'une citation ou d'une question.

## - Objectifs de l'épreuve

Cette épreuve n'est pas une dissertation générale sur le sujet correspondant au titre du dossier.

Le travail d'analyse et de synthèse doit s'appuyer sur **tous les documents** fournis dans le dossier ainsi que sur l'expérience, tant personnelle que professionnelle, des candidats et les conduire à une réflexion argumentée, et non pas à une simple restitution, sur un problème proche de leur environnement professionnel (actuel ou futur).

Les documents proposés ne doivent pas être traités de manière allusive et doivent permettre de mesurer l'esprit critique du candidat. L'absence de paraphrase et la clarté d'exposé de la synthèse sont attendues d'un candidat.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les copies, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- comprendre le champ thématique du dossier, délimiter ses contours et le contextualiser ;
- comprendre, identifier et analyser avec précision tous les documents du dossier ;
- définir et qualifier avec exactitude le problème posé ;
- sélectionner, hiérarchiser, regrouper et ordonner les informations contenues dans le dossier ;
- définir une problématique ;
- construire et argumenter une démonstration selon un plan cohérent et pertinent ;
- organiser et exposer les idées synthétisées de manière claire et précise ;
- faire appel à un certain niveau de culture générale théorique et pratique ;
- faire preuve d'analyse critique ;
- traiter le sujet ;
- maîtriser l'expression écrite et présenter des qualités rédactionnelles ;
- maîtriser le vocabulaire approprié ;
- maîtriser le temps imparti.

## Sujet : Le patrimoine, un champ immuable ?

Pour établir votre note, vous vous appuyerez sur les documents du dossier ci-joint.

Liste des documents fournis dans le dossier :

- Document 1 : **Note-circulaire du 19 juillet 2012 relative à la problématique des matériels d'étude et à la méthodologie préalable à l'affectation de certains de ces biens aux collections des musées de France (extrait)**
- Document 2 : **Liste des radiations au titre des monuments historiques (*Légifrance*, extrait)**
- Document 3 : **« Peau d'âne, les archéologues refont le film », *Libération* (site internet), 3 août 2016 (extrait), et photographie, service archéologique départemental des Yvelines**
- Document 4 : **Retour sur la consultation en ligne « Archives pour demain », service interministériel des archives de France, juillet 2018 (extrait)**
- Document 5 : **« Un des Goya les plus célèbres de la National Gallery pourrait ne pas être de la main du maître », *lejournaldesarts.fr*, 8 octobre 2015.**
- Document 6 : **Pyramide du Louvre, *Wikipédia***
- Document 7 : **Note d'information relative au versement de la matrice cadastrale de l'année 2004 aux services départementaux d'archives, ministère de la culture, direction générale des patrimoines, service interministériel des archives de France, 2016 (extrait)**
- Document 8 : **« Conservation et matérialité des œuvres numériques », article d'Alexandre Michaan, *CeROArt* (online), janvier 2019 (extrait)**
- Document 9 : **Paysages culturels du patrimoine mondial guide pratique de conservation et de gestion, Cahiers du patrimoine mondial, 2011, avant-propos de N. Mitchell, M. Rössler, P.M. Tricaud (extrait)**

## Deuxième épreuve écrite des concours externes et internes

- concours externes
- **Libellé réglementaire de l'épreuve**

« La deuxième épreuve d'admissibilité consiste en une épreuve spécialisée d'analyse et de commentaire de plusieurs documents se rapportant à une option choisie par le candidat lors de l'inscription au concours (durée : cinq heures ; coefficient : 4).

Le choix de l'option est déterminé par le choix de la ou des spécialité(s) dans laquelle ou dans lesquelles le candidat concourt. Certaines options sont communes à plusieurs spécialités.

A.- Options proposées aux candidats concourant (concours externes) pour les spécialités Archéologie, Monuments historiques et inventaire, Musées :

- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Europe des périodes paléolithique et mésolithique.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de la France de la période néolithique et des âges des métaux.
- Archéologie historique de la France de l'époque gallo-romaine jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde gréco-romain jusqu'au Ve siècle après J.-C.
- Histoire de l'art et des civilisations du Moyen Age européen et de Byzance du Ve siècle au XVe siècle.
- Histoire de l'art et des civilisations de l'Europe du XVe siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- Histoire de l'art et des civilisations dans le monde occidental de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Egypte antique.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du Proche-Orient antique.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde islamique des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Inde et du monde indianisé des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, etc...) des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Afrique des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Océanie des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations des Amériques amérindiennes des origines à nos jours.
- Ethnologie européenne.
- Histoire des techniques et patrimoine industriel.

B.- Options proposées aux candidats concourant pour la spécialité Patrimoine scientifique, technique et naturel :

Histoire des techniques et patrimoine industriel.

Patrimoine et sciences de la nature.

C. - Epreuve proposée aux candidats concourant pour la spécialité Archives :

Documents d'archives du Moyen Age à nos jours (analyse et commentaire historique et diplomatique). Cette épreuve fait appel à des connaissances en paléographie, en latin et en ancien français.

Les candidats qui concourent dans deux spécialités, autres que la spécialité Archives, choisissent une des options figurant sur la liste mentionnée au A ou au B, selon qu'ils ont ou non choisi la spécialité Patrimoine scientifique, technique ou naturel.

Les candidats qui concourent dans deux spécialités, dont la spécialité Archives, choisissent l'épreuve "Documents d'archives du Moyen Âge à nos jours" ainsi qu'une seconde option dans les conditions prévues [au paragraphe] précédent. »

- **Forme de l'épreuve**

Le sujet se rapportant à l'option scientifique choisie par le candidat (20 options) comporte 4 documents indépendants les uns des autres. Les documents ne sont pas légendés (sauf cas particuliers).

### - Objectifs de l'épreuve

Cette épreuve a pour but d'apprécier la précision et le sérieux des connaissances scientifiques du candidat, son aptitude à analyser et à critiquer un document, ses qualités d'organisation et de présentation du commentaire. L'observation de chacun des documents doit amener à une description de l'œuvre, de l'objet, du site, du monument ou de l'élément présenté, son identification, sa datation. Elle doit être complétée par une analyse stylistique, s'il s'agit d'une œuvre d'art, et par une mise en perspective du contexte historique et de l'intérêt du document.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les options, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- regarder et/ou lire un document ;
  - définir une problématique ;
  - construire de manière ordonnée sa réflexion selon un plan clair et cohérent ;
  - identifier (par exemple : dater, attribuer, localiser...), décrire, analyser et commenter avec rigueur et précision chaque document ;
  - argumenter une démonstration étayée sur des connaissances scientifiques solides et des comparaisons pertinentes ;
  - dégager avec exactitude les spécificités et l'originalité de chaque document ;
  - contextualiser et mettre en perspective chaque document ;
  - faire preuve d'analyse critique ;
  - maîtriser l'expression écrite et présenter des qualités rédactionnelles ;
  - maîtriser le vocabulaire approprié ;
  - maîtriser le temps imparti.
- concours internes

### - Libellé réglementaire de l'épreuve

« La deuxième épreuve d'admissibilité consiste en une épreuve spécialisée d'analyse et de commentaire de plusieurs documents se rapportant à une option choisie par le candidat lors de l'inscription au concours (durée : cinq heures ; coefficient : 4).

Le choix de l'option est déterminé par le choix de la ou des spécialité(s) dans laquelle ou dans lesquelles le candidat concourt. Certaines options sont communes à plusieurs spécialités.

A.- Options proposées aux candidats concourant pour les spécialités Archéologie, Archives, Monuments historiques et inventaire, Musées :

- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Europe des périodes paléolithique et mésolithique.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de la France de la période néolithique et des âges des métaux.
- Archéologie historique de la France de l'époque gallo-romaine jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde gréco-romain jusqu'au Ve siècle après J.-C.
- Histoire de l'art et des civilisations du Moyen Age européen et de Byzance du Ve siècle au XVe siècle.
- Histoire de l'art et des civilisations de l'Europe du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle.
- Histoire de l'art et des civilisations dans le monde occidental de la fin du XVIIIe siècle à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Égypte antique.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du Proche-Orient antique.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde islamique des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Inde et du monde indianisé des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, etc...) des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Afrique des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Océanie des origines à nos jours.
- Archéologie et histoire de l'art et des civilisations des Amériques amérindiennes des origines à nos jours.
- Ethnologie européenne.
- Histoire des techniques et patrimoine industriel.
- Histoire des institutions françaises.

B- Options proposées aux candidats concourant pour la spécialité Patrimoine scientifique, technique et naturel :

Histoire des techniques et patrimoine industriel.

Patrimoine et sciences de la nature.

Les candidats qui concourent dans les spécialités Archéologie, Archives, Monuments historiques et inventaire, Musées choisissent une des options figurant sur la liste mentionnée au A.

Les candidats qui concourent dans la spécialité Patrimoine scientifique, technique et naturel choisissent une des options figurant au B»

- **Forme de l'épreuve**

Le sujet se rapportant à l'option scientifique choisie par le candidat (20 options) comporte 4 documents indépendants les uns des autres. Les documents ne sont pas légendés (sauf cas particuliers).

- **Objectifs de l'épreuve**

Cette épreuve a pour but d'apprécier la précision et le sérieux des connaissances scientifiques du candidat, son aptitude à analyser et à critiquer un document, ses qualités d'organisation et de présentation du commentaire. L'observation de chacun des documents doit amener à une description de l'œuvre, de l'objet, du site, du monument ou de l'élément présenté, son identification, sa datation. Elle doit être complétée par une analyse stylistique, s'il s'agit d'une œuvre d'art, et par une mise en perspective du contexte historique et de l'intérêt du document.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les options, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- regarder et/ou lire un document ;
- définir une problématique ;
- construire de manière ordonnée sa réflexion selon un plan clair et cohérent ;
- identifier (par exemple : dater, attribuer, localiser...), décrire, analyser et commenter avec rigueur et précision chaque document ;
- argumenter une démonstration étayée sur des connaissances scientifiques solides et des comparaisons pertinentes ;
- dégager avec exactitude les spécificités et l'originalité de chaque document ;
- contextualiser et mettre en perspective chaque document ;
- faire preuve d'analyse critique ;
- maîtriser l'expression écrite et présenter des qualités rédactionnelles ;
- maîtriser le vocabulaire approprié ;
- maîtriser le temps imparti.

# Sujets

L'épreuve ne fait l'objet d'aucun programme. Les légendes sont donc données ici à titre indicatif.

## Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Europe des périodes paléolithique et mésolithique

- ❖ Document 1 : Site d'Amiens-Renancourt 1 (Somme), répartition spatiale des vestiges découverts en fouille (2013-2016) et statuettes fragmentaires en craie. D'après C. Paris et al., 2017
- ❖ Document 2 : La méthode Levallois, dessin J.L Piel-Desruisseaux
- ❖ Document 3 : Proposition de reconstitution d'emmanchement de flèches tranchantes mésolithiques, dessin et reconstitution L. Juhel
- ❖ Document 4 : La fouille de l'îlot Renaudin à Angoulême (2018-2019), vue générale et objets découverts, clichés Inrap.

## Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de la France de la période néolithique et des âges des métaux

- ❖ Document 1 : Gravures néolithiques du rocher de la Vallée aux Noirs 6 (Buthiers, Seine-et-Marne, Ile-de-France).
- ❖ Document 2 : Nucleus en silex bédoulien provenant du site Néolithique moyen de la Combe, (Caromb, Vaucluse, Provence-Alpes-Côte-d'Azur) Cliché Michel Olive.
- ❖ Document 3 : Plans, coupes, cliché et mobilier de la sépulture 225 de la nécropole Bronze ancien de Gerzat (Chantemerle, Puy-de-Dôme, Auvergne-Rhône-Alpes).
- ❖ Document 4 : Maisons et mobilier céramique des occupants étrusques de la cité de Lattes (Hérault, Occitanie) au début du V<sup>e</sup> siècle avant notre ère.

## Archéologie historique de la France de l'époque gallo-romaine jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle

- ❖ Document 1 : Extrait du plan de Lyon avec la localisation des « arêtes de Poisson » à la Croix-Rousse, l'emplacement de l'amphithéâtre et, selon J. E. Fluek, la localisation de possibles officines de l'atelier monétaire.
  - Affiche du film *Les souterrains du temps* de Georges Combes, 2015, Production PGAfilms.
  - Photographie d'une des galeries des « arêtes de Poisson ».
  - Photographie d'un graffiti dans une des galeries des « arêtes de Poisson ».
- ❖ Document 2 : Localisation du chantier de fouille, 1 rue Guynemer à Nîmes (google earth).
  - Vue générale de l'abside de l'église et des tombes présentes à l'intérieur.
  - Restitution de l'emplacement de l'abside de l'église sur la vue générale par l'équipe de fouille de l'Inrap dirigée par M. Rochette.
  - Coffrage en pierre pour la tombe d'un enfant, qui est constituée de stèles antiques en remploi.
  - Tombe médiévale, qui remploie un bloc du haut Moyen Âge.
- ❖ Document 3 : Plan anonyme de l'abbaye de Cluny daté vers 1700 avec la localisation de l'infirmerie et du trésor découverte en 2017.
  - Vue générale du trésor avec les deniers et les oboles ainsi que la bourse.
  - Un des dinars en or.
  - Bague sigillaire.
- ❖ Document 4 : Tête momifiée présumée d'Henri IV (qui a été passée au scanner) ; modèle informatique en trois dimensions, qui met à nu les os du crâne (par l'infographiste Ph. Froesch) ; reconstitution faciale ; les nez S. Delacoutre et J.-M. Duriez (créateurs-parfumeurs) en train de sentir la tête momifiée.

## Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde gréco-romain jusqu'au Ve siècle après J.-C.

- ❖ Document 1 : Bronze figurant un jeune enfant royal, Musée de l'Éphèbe, Cap d'Agde.
- ❖ Document 2 : Coquilles avec pigments Pompéi, réserves de la surintendance du site de Pompéi.
- ❖ Document 3 : Figurine en terre cuite d'un masque de théâtre représentant Dionysos, Musée du Louvre, Département des antiquités grecques, étrusques, romaines.
- ❖ Document 4 : Mosaïque, Vue d'un cirque pendant le déroulement d'une course de quadriges, Musée du Bardo.

## Histoire de l'art et des civilisations du Moyen Âge européen et de Byzance du Ve siècle au XVe siècle

- ❖ Document 1 : Statue de Marie-Madeleine, Montluçon, pierre calcaire, 1490-1500 conservée dans l'église Saint-Pierre de Montluçon (Allier).
- ❖ Document 2 : Calice de l'empereur Romanos II, onyx, argent, émail, 960 Venise, trésor de la basilique Saint-Marc
- ❖ Document 3 : La Tour César, Provins, 1150, photographie
- ❖ Document 4 : Evangélaire dit de saint Augustin, portrait de saint Luc, fin du VIe siècle

## Histoire de l'art et des civilisations de l'Europe du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle

- ❖ Document 1 : Fontainebleau, Château, La Porte Dorée, édifiée par Gilles Le Breton, de 1528 à 1531-35.
- ❖ Document 2 : Desiderio da Settignano, Le Christ enfant et le jeune saint Jean, dit Tondo Arconati Visconti
- ❖ Document 3 : Gerard van Honthorst (1592-1656) Le Reniement de saint Pierre, vers 1618 toile H.1,50 ; L.1,97m
- ❖ Document 4 : Charles Cressent, ébéniste et Nicolas Gourdain, horloger  
Bronze doré, marqueterie d'ébène, de laiton et d'écaille H. 1,32m ; L.0,47m ; prof. 0,38m  
Paris, Musée du Louvre, Département des Objets d'art (dépôt du Mobilier National)

## Histoire de l'art et des civilisations dans le monde occidental de la fin du XVIIIe siècle à nos jours

- ❖ Document 1 : Jean-Baptiste Carpeaux (1827-1875) – Pourquoi naître esclave ?
- ❖ Document 2 : Jean-Jacques Lequeu (1757- 1826) - Élévation géométrale du temple de la Terre - Extrait de L'Architecture Civile, 1794
- ❖ Document 3 : Kurt Schwitters - Mz 150.Oskar, 1920-13,1 x 9,7 cm
- ❖ Document 4 : Rebecca Horn - Weisser Körperfächer [Eventail corporel blanc], 1972

## Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Égypte antique

- ❖ Document 1 : Plan du cimetière U et de la nécropole royale d'Umm el-Qaab à Abydos  
Epoque prédynastique (Fin Nagada II- Nagada III) et deux premières dynasties.
- ❖ Document 2 : Tissu votif dédié à Hathor provenant de Deir el-Bahari  
Deir el-Bahari  
Lin stucé et peint

53,3 x 24 cm  
Nouvel Empire, fin XVIIIe dynastie  
Toronto, Royal Ontario Museum

- ❖ Document 3 : Statue de Chepenoupet II  
Égypte, Thèbes, Thèbes Ouest, Medinet Habou (petit temple de Djémê ?)  
Granit gris  
H. 146 cm  
IIIe Période Intermédiaire, XXVe dynastie  
Paris, musée du Louvre
- ❖ Document 4 : Trois vases canopes  
Égypte  
terre cuite rouge polie  
H. : 28,10 cm ; D. : 23,50 cm.  
Moyen Empire  
Paris, musée du Louvre

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du Proche-Orient antique

- ❖ Document 1 : Enseigne au taureau et enseigne ajourée dite « disque solaire »  
Alaca Höyük (Turquie), tombe C et tombe E  
Alliage cuivreux (et électrum pour le taureau)  
Taureau : H. 48 cm ; disque : H. 27,5 cm  
Age du Bronze Ancien 2 (vers 2500-2300 av. J.-C.)  
Fouilles Société d'histoire turque 1936-1939  
Ankara, musée des Civilisations anatoliennes
- ❖ Document 2 : Etendard royal d'Ur, plan d'une partie de la nécropole royale, photographie d'archive  
Ur (Irak), tombes royales (PG 779 pour l'étendard)  
Nacre, lapis-lazuli, calcaire rouge, bitume ; H. 20 cm, L. 47 cm  
Epoque sumérienne, Dynasties archaïques III, vers 2600 av. J.-C.  
Fouilles de la Joint Expedition, direction L. Wooley (1927-28)  
Londres, British Museum (inv. WA 121201) - Plan : L. Wooley, *Ur Excavations II : The Royal Cemetery*, 1934, pl. 274
- ❖ Document 3 : Plan du palais royal d'Ugarit  
Ugarit/ Ras Shamra (Syrie)  
15<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> s. av. J.-C.  
Fouilles franco-syriennes 1948-55 (Claude Schaeffer)  
Plan par Olivier Callot (1997)
- ❖ Document 4 : Statue acéphale du roi Darius Ier et sa reconstitution  
Suse (Iran), tell de l'Apadana, palais de Darius  
Grauwacke, H. conservée 2,66 m  
Epoque achéménide, fin 6<sup>e</sup>-début 5<sup>e</sup> s. av. J.-C.  
Fouilles françaises, Jean Perrot 1972 Teheran, musée Iran-Bastan

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde islamique des origines à nos jours

- ❖ Document 1 : Le palais sud de Lashkari Bazar : plan et relevé d'une peinture murale  
Bust, Afghanistan, dynastie ghaznévide (fin 10<sup>e</sup> – début 11<sup>e</sup> siècle), modifications ultérieure, en particulier à la période ghuride, abandon du site suite aux invasions mongoles.  
Briques crues sur fondation ou soubassement de briques cuites, côté est (tours d'angle comprises) : 164 m ; côté sud (tours comprises, mais local XXI non compris) : 80,40 m ; largeur (à hauteur de la cour, cote moyenne) : 92 m. Cour centrale : 63 m x 48,40 m.
- ❖ Document 2 : Coffret  
Égypte, entre 1130 et 1170 Âme en bois, décor d'ivoire et de pâtes colorées ; ferrures en cuivre doré H. 39 cm ; l. 25,5 cm ; L. 40 cm - Palerme, trésor de la Chapelle palatine.

- ❖ Document 3 : Aiguière dite « d'Abraham de Kutahya ». Iznik ou Kutahya, 1510 - pâte siliceuse, engobe siliceux, peint aux oxydes métalliques sous glaçure transparente - H. 17,1 cm ; D. bord 7 cm ; D. pied : 7,3 cm - Londres, British Museum  
Legs Godman, 1983
- ❖ Document 4 : Portrait de Muhammad Shah Qajar  
Signé Muhammad Hasan Afshar  
Huile sur toile - H. 165 cm, l. 116 cm (avec cadre) - Paris, musée du Louvre, département des Arts de l'Islam – MV 67000 - Dépôt du château de Versailles, transmis au musée du Louvre en 1971, offert en cadeau diplomatique par Husayn Pacha, ambassadeur extraordinaire en France auprès de Louis Philippe en août 1839

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Inde et du monde indianisé des origines à nos jours

- ❖ Document 1 : La descente du Ciel des Trente-trois  
Relief de la balustrade du *stūpa* de Bharhut (Madhya Pradesh, Inde)  
Ile ou Ier siècle avant notre ère  
Grès - Calcutta, Indian Museum
- ❖ Document 2 : Plan et vue du Kailāsanātha de Kancipuram (Tamil Nadu, Inde)  
Début du VIIIe siècle, dynastie Pallava
- ❖ Document 3 : Feuillet d'un manuscrit jain (*Kalpasūtra*)  
Détail : les quatorze rêves de la mère du Jina Mahāvīra  
Inde du Nord (Jaunpur, Uttar Pradesh), vers 1465. (Style d'Inde occidentale)  
Encre, gouache et or sur papier  
11,8 x 29,3 cm  
New York, Metropolitan Museum of Art
- ❖ Document 4 : Durgā tuant le démon buffle (Mahiṣāsūramardinī)  
Caṅḍi Singosari, Java Est, Indonésie, vers la fin du XIIIe s.  
Pierre volcanique, H. 1,57 m  
Leiden, Rijksmuseum voor Volkenkunde

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, etc.) des origines à nos jours

- ❖ Document 1 : Plan et coupe en perspective d'une tombe  
Chine, Loyang, (province du Henan),  
Briques creuses et pleines ; Dynastie des Han occidentaux (206 av. J.-C. - 9),  
Chambre centrale : H. : 2,3 x L. : 6,1 x l. : 2,35 m.
- ❖ Document 2 : Sakyamuni sortant des montagnes (Shaka shussan zu)  
Attribué à Liang Kai (Chine, c.1140-1210) et son école,  
Dynasties Song (960-1279) et Yuan (1279-1360), 13e-14e siècle  
kakémonos assemblés en triptyque. Encre et couleurs sur soie,  
117,6 x 52 cm (au centre) 115 x 50 cm (côtés)  
Musée national de Tokyo ; ancienne collection des shōguns Ashikaga
- ❖ Document 3 : Ustensiles rituels pour le culte des ancêtres royaux  
Corée, dynastie Joseon (1392-1910)  
Laiton  
Vases à alcool ( chinois yi) H. 20,5/21 x D. 16,5 cm chaque ; Coupe jak (chinois jue) : 20,6 cm ; plateau : 25,4 x 25,4 cm ; brûle-parfum H 33,5 cm ; Boîte à encens H. 5 x D 11,4 cm ; Vase bo (chinois fu) : H. 23 x L. 32,7 cm ; vase gwe (chinois gui) : H. 28 x L. 29,9 cm ; vases en forme d'éléphant et de boeuf sangjun et huijun (chinois xiangzun et yizun ) : H 20 cm et 17 cm  
Musée du palais national de Corée, Séoul.

- ❖ Document 4 : SASAI Fumie (KYÔTO, née en 1973)  
*Beloved 8* - 2013  
 Laque sec creux (*dakkatsu kanshitsu*)  
 H 23 X L 48 X P 31 cm  
 MNAAG , Paris. Don de l'artiste et la galerie Mizen en 2015

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Afrique des origines à nos jours

- ❖ Document 1 : Terre cuite dite « tête de Lydenburg » Afrique du Sud, Province de Mpumalanga, Lydenburg, Vers 500 av JC.  
 Haut. : 38 cm
- ❖ Document 2 : Enceinte du royaume d'Ijebu (début du XVe siècle, Nigéria) Vestige de l'enceinte en forêt.  
 Photo de Patrice Georges publiée dans Fauvelle F-X.(sous la dir.), L'Afrique ancienne. De l'Acacus au Zimbabwe 20 000 avant notre ère-XVIIe siècle, 2018, Belin, Paris, p.351.  
 Localisation de l'enceinte de Sungbo Eredo (royaume d'Ijebu)  
 Carte Gérard Chouin, publiée dans Chouin G., « Fossés, enceintes et peste noire en Afrique de l'Ouest forestière (500-1500 AD). Réflexion sous canopée » in Afrique Archéologie & Arts, 2013, n°9, p.43-66
- ❖ Document 3 : « Haut de masque « basonyi » ou « mbanchong » Bois polychromé. XXe siècle  
 Haut: 240 cm, larg max: 35 cm  
 Cultures nalu, бага, landuman (Rép. de Guinée)  
 Musée du quai Branly (MQB), Paris
- ❖ Document 4 : Bodys Isek Kingelez (1948-2015)  
 Ville Fantôme (1996)  
 Papier, carton, plastique...  
 120 x 570 x 240 cm

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Océanie des origines à nos jours

- ❖ Document 1 : Fragments de poterie de type Lapita, Site de Nenumbo, îles Reef, Santa Cruz, Îles Salomon, terre cuite, env. 1000 avant J.C., hauteur 7,5 cm, cliché Archives Anthropologiques, Département d'Anthropologie, Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande
- ❖ Document 2 : « Détails géométriques des monuments de l'île de Pâques » de Sébastien Bernizet, planche extraite de l'Atlas du voyage de Lapérouse, 1797, Musée de Chartres, fonds Bouge
- ❖ Document 3 : Natte, île Fais, état de Yap, Îles Carolines, Etats fédérés de Micronésie, début du XXe siècle, ancienne collection Paul Jacoulet, fibres de bananier et d'hibiscus, pigments, 190 x 45.5 x 2 cm, Paris, Musée du quai Branly – Jacques Chirac
- ❖ Document 4 : The Last Cannibal Supper/n°3, de la série The Last Cannibal Supper... 'Cause Tomorrow We Become Christians, créée en 2010 par Greg Semu lors d'une résidence au Centre Culturel Tjibaou, Nouvelle-Calédonie, plusieurs tirages, 100 x 286 cm

### Archéologie et histoire de l'art et des civilisations des Amériques amérindiennes des origines à nos jours

- ❖ Document 1 : Céramique Cupisnique
- ❖ Document 2 : Plan de la grande place Monte Alban
- ❖ Document 3 : Pendantsil Tairona

- ❖ Document 4 : Photographie Edward Curtis

## Ethnologie européenne

- ❖ Document 1 : PCI et tourisme  
Blog « **Une étape de votre autotour Nord Espaces ?** » consacré à l'île de Kihnu, 2019  
<https://www.nord-espaces.com/blog/ce-que-lunesco-doit-aux-femmes-de-kihnu/>
- ❖ Document 2 : Collectes photographiques, section française du Musée du Trocadéro
- ❖ Document 3 : Fétiche à clous
- ❖ Document 4 : La pratique du skate

## Histoire des techniques et patrimoine industriel

- ❖ Document 1 : Lanterne magique  
Collection du Musée des Arts et Métiers - Epoque 1805-1815  
Matériaux : Bois, laiton, verre - Dimensions : 58 x 53 x 31,16 cm
- ❖ Document 2 : Laboratoire aérodynamique Eiffel  
Gustave Eiffel et la maquette de l'Aérotorpille de Paulhan et Tatin dans la chambre d'expérience de la soufflerie d'Auteuil. Eiffel pose devant la grille du collecteur qui régularise le flux aspiré dans le tunnel.
- ❖ Document 3 : Impression sur étoffe à la planche de bois  
Illustration de Bonnafoux et Jahandier gravée par Laplante  
Échantillons de planches d'impression avec maillet d'imprimeur et tissu imprimé, fin 18e siècle.  
Collection du Musée de la Toile de Jouy, Jouy-en-Josas.
- ❖ Document 4 : Rotonde ferroviaire de Montabon dans la Sarthe

## Patrimoine et sciences de la nature

*(option réservée à la spécialité Patrimoine scientifique, technique et naturel)*

- ❖ Document 1 : Photographie et détails d'une pièce d'ambre (AMNH Bu JZC-F18), Crétacé.
- ❖ Document 2 : Les arcs insulaires des Petites Antilles
- ❖ Document 3 : Expédition de plantes au Jardin colonial de Nogent-sur-Marne, à destination des jardins d'essais
- ❖ Document 4 : Vue d'un montage ostéologique de Dodo en 3D (*Raphus cucullatus*)

## Documents d'archives du Moyen Âge à nos jours

*(option réservée à la spécialité Archives des concours externes)*

- ❖ Document 1 : Contrat notarié passé avec des maîtres d'œuvres locaux par Marin de La Vallée, architecte et maître maçon de la ville de Paris, pour la construction du château de Lasserre, 3 janvier 1595
- ❖ Document 2 : Enregistrement de la correspondance au départ de l'évêque d'Agen, janvier 1669
- ❖ Document 3 : Croquis, photographie et lettre anonyme extraits d'un dossier judiciaire relatif à la mort d'un ouvrier sur un chantier de construction (théâtre Georges-Leygues à Villeneuve-sur-Lot) [1935]
- ❖ Document 4 : Sélection de trois témoignages (deux documents, un objet) déposés par des particuliers en signe d'hommage à proximité des attentats terroristes du Bataclan, Paris, novembre 2015

## Histoire des institutions françaises

*(option réservée aux concours internes)*

- ❖ Document 1 : Ecu d'or [de Saint-Louis], 1270. Bibliothèque nationale de France, Richelieu, Monnaies, médailles et antiques, exemplaire unique.
- ❖ Document 2 : Mémoire concernant le consulat de France à Livourne pour servir d'instruction à M. de Bertellet, 30 avril 1731. Archives nationales, fonds Marine, dossier individuel de Louis Antoine de Bertellet, consul à Livourne, MAR/C/7/27 dossier 29. Encre sur papier.
- ❖ Document 3 : Construction d'un groupe scolaire et d'une mairie dans la commune de Balaruc-les-Bains : façade principale, plan du rez-de-chaussée / dressé par l'architecte soussigné, E. Soreau fils. Montpellier, 2 janvier 1892. Archives départementales de l'Hérault, 2 O 23/10/2. 1 plan papier 60 x 52 cm en couleur
- ❖ Document 4 : Ordonnance portant organisation de la Sécurité sociale, 4 octobre 1945. Archives nationales 1978 0549/4. Deux feuillets imprimés.

## Troisième épreuve écrite des concours externes et internes

Langues vivantes étrangères : allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, italien, japonais ou russe.

Langues anciennes : grec ancien, hébreu ancien ou latin.

### - **Forme de l'épreuve**

La troisième épreuve écrite d'admissibilité consiste en la **traduction d'un texte** rédigé dans une des langues anciennes ou dans une des langues vivantes étrangères choisie par le candidat lors de l'inscription aux concours.

Cette traduction est suivie, dans le cas des **langues vivantes étrangères**, de la **réponse à plusieurs questions** se rapportant au texte et appelant une réponse claire, argumentée et développée.

L'usage du dictionnaire est autorisé pour les langues anciennes.

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

### - **Objectifs de l'épreuve**

L'épreuve écrite de langue a pour objectif d'évaluer le niveau général en langue des candidats et non pas leur niveau de formation en histoire ou en histoire de l'art par exemple.

Elle est destinée d'une part à évaluer la connaissance et la qualité de la langue et d'autre part à apprécier la capacité du candidat à exprimer une position structurée, argumentée et critique dans la langue choisie.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les langues, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- comprendre et analyser un texte dans la langue choisie ;
- proposer une traduction la plus fidèle possible au texte original ;
- élaborer une traduction dans un français clair, irréprochable et idiomatique ;
- maîtriser l'expression écrite et présenter des qualités rédactionnelles ;
- maîtriser le vocabulaire approprié ;
- maîtriser le temps imparti.

Pour les langues vivantes étrangères (questions), le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- s'exprimer avec clarté et justesse dans la langue choisie ;
- structurer de manière ordonnée sa réflexion selon un plan clair et cohérent ;
- exprimer son opinion de manière structurée et argumentée ;
- démontrer son affinité avec la langue choisie et la (les) culture(s) qui lui sont associées.

## Sujets

L'épreuve pour les langues vivantes étrangères est constituée, d'une part, d'une version et, d'autre part, de la réponse à trois questions se rapportant au texte.

- Version : Traduction du passage entre crochets.
- Questions : Réponses argumentées et développées dans la langue,

L'épreuve pour les langues anciennes (l'utilisation d'un dictionnaire est autorisée) est constituée de la version de l'intégralité du texte

### **Künstler lassen den Palast der Republik wieder auferstehen**

[ Eine riesige Fensterfront! Diese lässt sich doch leicht in eine symbolische Rekonstruktion des Palasts der Republik umwandeln, dachte sich das Team der Berliner Festspiele. Und so war die Idee geboren. Von 1976 bis 1990 war der Palast der Republik der Sitz des DDR-Parlaments, der Volkskammer, und öffentliches Kulturhaus zugleich. Zwischen 2006 und 2008 wurde das Gebäude zugunsten des Aufbaus des Humboldt-Forums abgerissen. Die Kuratoren der Berliner Festspiele entwickelten ein umfassendes, dreitägiges Programm (8. bis 10. März) mit dem Titel "Palast der Republik", das die Besucher zu Gesprächen, Filmvorführungen, Tanzeinlagen und Musik einlädt.

Es gehe nicht darum, den ehemaligen Regierungssitz der DDR zu verherrlichen, erklärten die Organisatoren. [ ... ]

Die Ambivalenz des Palasts solle gezeigt werden, [meint] Thomas Oberender, der Direktor des Hauses der Berliner Festspiele. [Er] beschreibt das Projekt als einen "Versuch, Erinnerung anders zu praktizieren, über Ost und West zu sprechen und sich eine Reformagenda für die Zukunft vorzustellen".

Am 9. November 2019 jährt sich der Fall der Berliner Mauer zum 30. Mal. Anlässlich der Feierlichkeiten soll das Berliner Stadtschloss mit dem dazugehörigen Humboldt-Forum für die Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden. ] Das ursprüngliche Berliner Stadtschloss aus dem 15. Jahrhundert wurde im Zweiten Weltkrieg schwer beschädigt. Es hätte gerettet werden können, doch die damalige sozialistische Regierung betrachtete es als Symbol des preußischen Imperialismus und beschloss 1950, das Gebäude zu zerstören. Der Palast der Republik, der neben seinen parlamentarischen Funktionen verschiedene kulturelle Veranstaltungen, Kunstgalerien, Restaurants und eine Kegelbahn beherbergte, wurde in den 1970er Jahren anstelle des Stadtschlusses errichtet. Nach der Wiedervereinigung Deutschlands wurde der Palast der Republik für die Öffentlichkeit gesperrt, da das Gebäude mit Asbest verseucht war. Im Jahr 2003 beschloss der deutsche Bundestag, das Gebäude abzureißen und das ehemalige Berliner Stadtschloss wieder aufzubauen - eine umstrittene Entscheidung. Ganz gleich wie man über den Neubau denkt, die abwechselnden Abrisse und Errichtungen neuer Gebäude sind ein Spiegelbild der bewegten Stadtgeschichte.

Das Kunstprojekt "Palast der Republik" ist mehr als nur eine symbolische Neuauflage des abgerissenen DDR-Gebäudes. Vielmehr greift das Projekt Ideen auf, die nach der Wiedervereinigung aus dem gesellschaftlichen Diskurs verschwunden sind. Heute macht der Aufstieg der extremen Rechten in den neuen Bundesländern oft Schlagzeilen. Die Kuratoren der Veranstaltung sind der Meinung, dass es an der Zeit sei, andere Aspekte des Vermächtnisses der DDR aufzugreifen, sagte Oberender. [ ... ] Das Programm des Eröffnungstages erinnere an die Arbeit des Zentralen Runden Tisches der DDR, erklärte die Mitkuratorin der Veranstaltung Elske Rosenfeld. [ ... ] Der Runde Tisch diente damals als zentrale politische Institution, die im Dezember 1989 die Aufgaben der DDR-Regierung übernehmen sollte. Sie wurde auch mit der Vorbereitung eines Entwurfs für eine neue Verfassung für den ostdeutschen Staat beauftragt. Die im Dokument formulierten Ideen zogen Lehren aus dem Scheitern des ostdeutschen Staates, zielten aber dennoch auf die Einbeziehung des sozialistischen Grundprinzips einer gerechteren Gesellschaft.

aus : Elisabeth Grenier, *Deutsche Welle*, 08.03.2019

### **Fragen**

1. Erklären Sie, worin das Kunstprojekt Palast der Republik besteht.
2. „Das Kunstprojekt "Palast der Republik" ist mehr als nur eine symbolische Neuauflage des abgerissenen DDR-Gebäudes“, meint Elisabeth Grenier. Inwiefern kann dieses Projekt als eine Art Revision der vernachlässigten Geschichte Ostdeutschlands betrachtet werden.
3. Das Kunstprojekt lässt 30 Jahre nach dem Mauerfall das Gebäude symbolisch neu errichten. Nostalgie oder Provokation? Argumentieren Sie.

### **Proposition de traduction :**

Une gigantesque façade de verre ! On pourrait facilement l'intégrer dans une reconstruction symbolique du Palais de la République. C'est ce qu'a imaginé l'équipe des Festivals de Berlin.

Et c'est ainsi que ce projet a vu le jour. De 1976 à 1990, le Palais de la République fut à la fois le siège du parlement de la R.D.A., la Chambre du Peuple, ainsi qu'un lieu culturel ouvert à tous. Ses travaux de démolition ont duré de 2006 à 2008 pour faire place à la construction du Forum Humboldt. Pendant trois jours, du 8 au 10 mars, les organisateurs des Festivals de Berlin ont élaboré un riche programme, portant le titre « Palais de la République », au cours duquel les visiteurs seront invités à des discussions, des projections de films, des spectacles de danse et de musique.

Les organisateurs précisent qu'il ne s'agit pas de glorifier l'ancien siège du gouvernement de la R.D.A.

Selon Thomas Oberender, Directeur de la Maison des Festivals de Berlin, on doit montrer l'ambivalence du Palais. Il décrit le projet comme « une tentative de pratiquer autrement le travail de mémoire, de parler de l'Est et de l'Ouest et de définir un agenda de réformes pour le futur. »

Le 9 novembre 2019, on commémorera le 30<sup>e</sup> anniversaire de la chute du Mur de Berlin et c'est à l'occasion de ces festivités que le Château de Berlin ainsi que le Forum Humboldt attenent seront ouverts au public.

Traduction des questions :

1. Expliquez en quoi consiste le projet culturel « Palast der Republik ».
2. Elisabeth Grenier déclare que « le projet « Palast der Republik » est plus qu'une reconstruction symbolique du bâtiment est-allemand détruit ». Dans quelle mesure ce projet peut-il être perçu comme une sorte de correction dans la perception d'une histoire est-allemande négligée ?
3. Ce projet culturel fait revivre symboliquement le bâtiment, 30 ans après la chute du Mur. Nostalgie ou provocation ? Argumentez.

## Anglais

### To get climate crisis talked about, get it on soaps like Coronation Street and Eastenders

The topic of climate change features on British television about as often as that of zombies, urine, or rhubarb. A recent study analysed a year's worth of TV: over 100,000 non-news programmes, across 40 TV channels, including the BBC, ITV, Channel 4 and Sky. Unsurprisingly, Brexit topped the chart for number of mentions, closely followed by cake – and then cats. Climate change got only 3,125 mentions (compared to Brexit's 68,816).

When it does feature, the focus on sustainability practices is disproportionate to their impact. While food (often veganism) features in 40% of the already minimal coverage, food production and the choices around what we eat only contribute to about 12% of the average UK citizen's carbon footprint. Travel and energy use, on the other hand, amount to 15% of the coverage, but account for almost half of that footprint.

This is surprising, as TV has often been exceptionally forward thinking in tackling emotionally charged and socially important but neglected issues. This is especially true of the soaps, which have covered topics including mental health, human trafficking, rape, and transgender issues. But not climate change.

But the creative people involved in making television, and making the decisions about what television gets commissioned, are, like many of us, caught up in busy everyday lives. They know about the climate crisis, most likely accept that it is happening, but can, for the most part, ignore it. It does not feature heavily in everyday conversations at the school gates, in the pub, at dinner parties, the office.

Rather perversely, this socially generated silence persists precisely because the ecological crises of our time pose such a profound existential threat. The anxiety they provoke is so unsettling that we develop tacit, unspoken agreements to not talk about environmental problems in a meaningful way.

Individually and collectively, we develop defence mechanisms to stop us thinking and feeling too deeply about the problem – blaming others, projecting the problem into the distant future, telling ourselves we are doing our bit, or even escalating problematic behaviours or viewpoints to convince ourselves there isn't a problem in the first place. And of course, such tactics will be true of those working in TV.

But despite the powerful forces of denial, a global consensus is growing. We can no longer turn our backs on the facts – we are living through an unprecedented climate crisis that threatens the existence of countless species, including our own. Television can and should have a vital role in reflecting all this. Would long-running television drama have ignored the suffragette movement, the abolition of slavery or the civil rights movement?

We can think of the recent report as a timely call to arms. Because television coverage matters. Broadcasters, writers, producers, and commissioners all have a responsibility to reflect what is going on in the world.

This is not just because of its powers of persuasion. Yes, there have been some high-profile successes in documentary making, including the "Attenborough effect", which led to a reduction in single-use plastic. But that is not the whole point. Making the climate crisis, species loss and sustainability part of the TV landscape could help break through socially organised silence, enabling us to begin and maintain important conversations. Like the weather (ironically), what's on the telly is one of the things we often do feel comfortable in talking about.

But broadcasters also have a duty to avoid erroneous and simplistic solutions. We don't want TV to encourage us to assume, for example, that making better individual consumption choices will "fix" the climate crisis. It won't. Repeating problematic storylines as part of a wider narrative of how to address climate change – tweaking individual consumption choices, recycling more, gradually making a difference – could seriously backfire, adding to a false sense of reassurance that inoculates us further against facing up to the realities of the climate crisis.

Instead, the conversation needs to be wide ranging and well informed. Television drama, comedy and entertainment output is capable of addressing climate change as a serious issue, and equally important is tackling difficult questions about what practices are most important, what changes are needed, how can we work together, pressurise for change, and perhaps most difficult of all, consider what might be lost.

(The big new BBC drama *Years and Years*, already critically acclaimed, is an interesting step in the right direction. The series takes the everyday lives of an extended family in 2019 and then rapidly moves forward in time, presenting a plausible future marked by profound changes, which, if mentions of lost species in the first episode are anything to go by, will incorporate climate and environmental breakdown as the series progresses.

This is good, but I'm talking about getting to the heart of mainstream, not a one-off drama. We don't have to

We've seen vegan week on the Great British Bake Off, but what if *Emmerdale* dramatically tackled debates about rewilding, meat production or soil degradation? Or if *Holby City* grappled directly with physical and mental health issues relating to air pollution or ecological grief? School climate strikes discussed in the *Rovers Return*? I could go on.

The present moment holds vast opportunities. Many commentators have suggested there has been a shift in the last few months, with climate change at last beginning to be taken seriously as a national and global emergency. At the same time, its effects are increasingly being witnessed by many people across all parts of the globe.

Television can, and should, help gather greater momentum, encourage us out of our understandable defensiveness, and advance the national and international conversation about how to address the climate crisis collectively.)

Matthew Adams - *The Conversation* - May 17, 2019

#### QUESTIONS:

- 1) What does the journalist mean when he writes that 'the focus on sustainability practices is disproportionate to their impact?' Answer the question in your own words.
- 2) Comment on the following sentence: 'Rather perversely, this socially generated silence persists precisely because the ecological crises of our time pose such a profound existential threat.'
- 3) In your opinion, is it the role of television to start serious conversations? Give precise examples to support your analysis.

## **Proposition de traduction :**

La nouvelle série très populaire de la BBC *Years and Years*, déjà acclamée par la critique, est un pas encourageant dans la bonne direction. La série part du quotidien d'une famille élargie, en 2019, puis avance rapidement dans le temps pour donner à voir un avenir vraisemblable marqué par de profonds changements tels que la dégradation du climat et de l'environnement qui, au vu des références aux espèces disparues faites dans le premier épisode, seront intégrés à la progression de l'intrigue. C'est un bon début, mais je parle de viser le cœur de la télévision grand public, et non de s'en tenir à une seule série. Sans aller jusqu'à décrire l'effondrement des digues des Salford Quays entraînant l'inondation de Coronation Street, ou encore la prise de contrôle d'Albert Square par le mouvement *Extinction Rebellion*, il existe de nombreuses possibilités de récits créatifs et inventifs dans les domaines de la comédie, du drame et du divertissement. Nous avons assisté à la semaine vegan/végane/végétalienne dans l'émission du *Great British Bake Off*, mais imaginons maintenant qu'*Emmerdale* mette en scène des débats sur la réintroduction d'espèces disparues, la production de viande ou la dégradation des sols ? Qu'*Holby City* soit directement aux prises avec des problèmes de santé physique et mentale liés à la pollution de l'air ou au deuil écologique ? Que les grèves climatiques à l'école fassent l'objet de discussions dans *Rovers Return* ? Et j'en passe / Et la liste pourrait être plus longue. Les possibilités sont immenses à notre époque. De nombreux commentateurs ont laissé entendre qu'une évolution avait eu lieu au cours des derniers mois : l'urgence climatique commence enfin à être prise au sérieux au niveau national et mondial. Au même moment, ses effets sont observés de plus en plus fréquemment par de nombreuses personnes un peu partout sur la planète. La télévision peut, et devrait, contribuer à donner une plus grande impulsion à cette prise de conscience, nous encourager à nous défaire de notre attitude défensive si compréhensible soit-elle, et faire avancer le débat national et international sur la manière de faire face collectivement à la crise climatique.

## **Traduction des questions**

- 1- Qu'entend le journaliste lorsqu'il écrit que l'attention portée aux pratiques durables est disproportionnée par rapport à leur impact ? Répondez à l'aide de vos propres mots.
- 2- Commentez la phrase suivante : « De façon assez perverse, ce silence généré par la société persiste précisément parce que les crises écologiques actuelles constituent une menace existentielle si profonde. »
- 3- D'après vous, est-ce le rôle de la télévision d'initier des débats sur des sujets sérieux ? Appuyez votre analyse sur des exemples précis.

**متحف قطر الوطني.. تحفة معمارية تروي قصة شعب**

وردة الصحراء أو وردة الرمال التي تشكلت عبر ملايين السنين، بجمال أقرصها المتشابكة، وتسلل أشعة الشمس الذهبية من بين تقاطعاتها كتخفة فنية تعكس الكثير من الأحاسيس، استوحى منها المعماري **جان نوفيل** تصميم متحف قطر الوطني. المتحف الذي يستحضر تصميمه نمط حياة الشعب القطري بين البحر والصحراء، يروي فصول قصة نشأة قطر جيولوجيا منذ أكثر من ملايين السنين، مانحا إيها صوتا للتعريف بتراتها الثري وثقافتها الغنية والتعبير عن طموحات شعبها المستقبلية النابضة بالحياة.

**】** وتكمن أهمية تصميم المتحف الذي فاز بجائزة سنة 2017، لكونه تجربة متحفية غامرة وتجريبية على حد سواء، تتصهر فيها مجموعة من الثقافات والحضارات القديمة وتسلط الضوء على تاريخ القصة الفريدة لدولة قطر وشعبها منذ البداية وحتى يومنا هذا، مع استشراف للمستقبل.

وهيكل المتحف مصمّم من سلسلة شديدة التعقيد من الأفراس الدائرية المتشابكة والمتراصلة ارتباطا عضويا فيما بينها؛ تحيط بالمبنى، مما يخلق حلقة من قاعات العرض التي تدور حول ساحة مركزية. ويتناغم طلاء السطح الخرساني للمتحف مع الصحراء القطرية، حيث يأخذ لونا شبيها بالرمال، ليبدو المبنى كأنه نبت خارج من الأرض ومتوحد معها، كما تبدو وردة الصحراء تماما. الفرنسي **جان نوفيل** الذي اختير لتصميم المتحف، يرى أن لقطر علاقة ضاربة في عمق التاريخ مع الصحراء بنباتاتها وحيواناتها وبدوها وعاداتها، ولهذا بحث عن معنى رمزي يعبر عن هذه العلاقة بجميع خيوطها المتناقضة، إلى أن تنكّر ظاهرة وردة الصحراء بأشكالها البلورية التي تشبه التفاصيل المعمارية الصغيرة، تلك الوردة التي تخرج من الأرض وتتشكل بفعل اجتماع الرياح مع الماء والملح والرمال.

وينقسم متحف قطر الوطني الذي يمتدّ على مساحة تزيد عن 1.5 كلم، إلى ثلاثة أقسام هي: البدايات، والحياة في قطر، وبناء الأمة، وتعرض محتويات هذه الأقسام في 11 قاعة عرض. وللاستمتاع بمشاهدة المحتويات، ينطلق الزائر في رحلة زمنية يقطع خلالها مسافة 2.7 كلم، يبدأها مع الحقبة الجيولوجية قبل استيطان الجزيرة العربية، ثم ينتقل من محطة إلى أخرى عبر التاريخ وصولا إلى وقتنا الحالي، مستكشفا على طول الطريق محتويات مذهشة حتى يصل إلى درة تاج المتحف، وهي قصر الشيخ عبد الله الذي يمثل جوهر الهوية القطرية الوطنية.

لمحمد السيد

المصدر: الجزيرة 201/03/26

أسئلة:

1. ماهي الصعوبات التي واجهها مصمّم متحف قطر الوطني؟
2. أين تكمن أصالة تصميم متحف قطر الوطني؟
3. كيف يرى **جان نوفيل** العلاقة بين قطر والصحراء؟

## Proposition de traduction (texte entier) :

### Traduction

Le musée national du Qatar : un chef-d'œuvre architectural qui raconte l'histoire d'un peuple

La rose du désert ou rose des sables, formée au cours de millions d'années, la beauté de ses disques imbriqués les uns dans les autres et dont les interstices laissent filtrer les rayons dorés du soleil comme un bijou irradiant les sentiments... C'est la rose des sables qui a inspiré l'architecte du Qatar National Museum, Jean Nouvel. Ce musée dont l'architecture évoque le mode de vie du peuple qatarien entre mer et désert, raconte l'histoire de la géologie du Qatar il y a des millions d'années, lui offrant une tribune pour faire connaître son riche patrimoine, sa culture et exprimer les aspirations de son peuple.

La conception du musée qui a remporté un prix en 2017, est une expérience muséale monumentale et audacieuse, réalisant la fusion de cultures et de civilisations anciennes tout en mettant en lumière l'histoire unique du Qatar et de son peuple de ses origines à nos jours.

La structure du musée est conçue à partir d'une série très complexe de disques circulaires imbriqués, reliés entre eux de manière organique, qui entourent le bâtiment, créant ainsi un anneau de salles d'exposition autour d'une place centrale. La surface de béton du musée est en harmonie avec le désert du Qatar, d'une couleur semblable à celle du sable pour donner l'impression que le bâtiment a surgi de la terre et s'est uni à elle à la manière de la rose des sables. Le Français Jean Nouvel, qui a été choisi pour la conception du musée, estime que le Qatar entretient une relation profonde dans l'histoire avec le désert, ses plantes, ses animaux, la vie nomade et ses coutumes. C'est pourquoi il a cherché une forme pouvant illustrer cette relation complexe et s'est rappelé de la rose des sables, ce phénomène qui surgit du sol et qui produit par la rencontre du vent, de l'eau salée et du sable, des formes cristallines d'une grande précision architecturale.

Le musée national du Qatar, qui s'étend sur plus de 1,5 km, est divisé en trois sections : les origines, la vie au Qatar et la construction de la nation. Le contenu de ces sections est exposé dans 11 salles d'exposition. Pour en apprécier le contenu, le visiteur entreprendra un voyage de 2,7 kilomètres à travers l'histoire, de l'ère géologique, avant le peuplement de la péninsule arabique, à nos jours, découvrant tout au long de son cheminement des pièces étonnantes, pour arriver au fleuron du musée, le Sheikh Abdullah Palace, qui représente l'essence de l'identité nationale du Qatar.

Auteur : Mohammed Assayyad

Source : Al Jazeera 26/03/2019

翻译：「J」中的部分。

回答问题：

Questions :

1. Quelles ont été les difficultés rencontrées par le concepteur du musée national du Qatar ?
2. Quels sont les aspects originaux de l'architecture de ce musée ?
3. Comment Jean Nouvel considère-t-il la relation entre le Qatar et le désert ?

## Español :

### Tú, yo y 'Las meninas' por 4.300 euros

*Los grandes museos alivian sus cuentas con el alquiler de espacios para visitas privadas o eventos. En el Thyssen supone el 4% de su presupuesto y en el Reina Sofía, el 3%*

ELPAIS.COM - MARGOT MOLINA - Madrid 12 ABR 2019

["Hace 20 años hablar de alquilar un espacio en un museo en España era un anatema. Afortunadamente, las cosas han cambiado mucho". Miguel Zugaza, exdirector del Museo del Prado (2002-2017) y ahora al frente del Bellas Artes de Bilbao, tiene claro que la cesión de espacios públicos es una buena fórmula para incrementar los ingresos de estas instituciones siempre necesitadas de dinero, aumentar su difusión y conquistar nuevos públicos, siempre a puerta cerrada. Los hay que quieren conectar con su pintura favorita sin nadie que les distraiga y están dispuestos a pagar por ello, algo que en el caso del Museo del Prado cuesta 4.308 euros. Cantidad que una pareja rusa pagó el pasado 23 de diciembre, acompañada de un guía que ellos eligieron, para sentirse a sus anchas ante *Las meninas*, de Velázquez, o para poder admirar tranquilamente las increíbles criaturas que nacieron de la imaginación del Bosco en *El jardín de las delicias*.

Los grandes museos españoles llevan años acogiendo celebraciones de empresas, presentaciones de productos, congresos, cócteles, cenas, conciertos y visitas privadas cuando cierran sus puertas al público. Los precios dependen del lugar elegido, el número de asistentes y el tiempo de ocupación. El Museo Thyssen-Bornemisza de Madrid, abierto en 1992, fue el primero en atreverse a hacer caja<sup>1</sup> con los eventos en 1994, seis años más tarde le siguieron el Reina Sofía y el Bellas Artes de Bilbao, y en 2004 se sumó el Prado. También ceden sus espacios, entre otros, el Museo de Arte Contemporáneo de Barcelona (Macba), el Museo de Arte Contemporáneo de Castilla y León (Musac) o el Centro Andaluz de Arte Contemporáneo (CAAC), cada uno con sus particularidades y sus reglas, aunque todos comparten una línea roja: nada de copas en las salas y las actividades propias son lo primero.

Esta práctica, que en España no fue bien acogida, tiene muchos adeptos sobre todo en los Estados Unidos. "En el mundo anglosajón se organizan eventos privados en los museos desde los años cincuenta, en Nueva York comenzaron en el MoMA [Museum of Modern Art] y en el Metropolitan. Mientras que a Europa llegó más tarde, el Pompidou lo hace desde sus inicios [1977]. Aquí, en Barcelona en la Fundación Antoni Tàpies lo pusimos en marcha desde el principio, en 1990", dice Manuel Borja-Villel, director del Reina Sofía.]

"4.308 euros es el precio mínimo de una visita privada a las obras maestras de la colección, tanto si va una persona solo como si son 10. No es normal que lo reserven solo dos personas, pero además de la pareja rusa, también en enero vino una familia brasileña y quisieron estar solos", explica Celia Guilarte, jefa de Relaciones Institucionales, Patrocinio y Cesión de Espacios del Museo del Prado. La pinacoteca recaudó el año pasado 773.757 euros por cesión de espacios, lo que supone el 1,66% de su presupuesto (casi 50 millones). La oferta que no se limita a un paseo a puerta cerrada por sus impresionantes salas, sino que puede incluir cenas o cócteles en el gran vestíbulo de los Jerónimos, en la sala de las Musas, rodeados por las ocho estatuas de mármol romanas que pertenecieron a la reina Cristina de Suecia, o en la galería Jónica. "Nosotros no organizamos bodas, ni banquetes. Siempre se trata de actos relacionados de alguna forma con nuestra actividad y los cócteles y cenas —que no están incluidos en nuestros precios v solo pueden contratarse con la empresa que tiene la concesión Sodexo

El que más recauda por cesión de espacios es el Museo Reina Sofía de Madrid. [...] Las actividades privadas, que se celebran los martes —día de cierre del museo—, antes de la apertura entre las nueve y las diez de la mañana o a partir de las 21.00, tienen que pasar siempre un filtro de idoneidad y el reputado centro de arte contemporáneo recibe cada vez más. En 2018 tuvo 1.369 peticiones, de las cuales solo se aprobaron un centenar.

"Hay una orden ministerial que regula las tasas de utilización de los espacios públicos. Los museos apuestan cada vez más por estas actividades para allegar fondos a sus presupuestos e incrementar su nivel de autofinanciación. [...]

"Nosotros ofrecemos un recorrido por la historia del arte occidental desde el siglo XIII al XX y tenemos distintos paseos por la colección en función de los intereses del grupo. Perseguimos crear un vínculo emocional con el espectador, que la visita sea un deleite para los sentidos", añade Ruiz-Rivas [responsable de Eventos Corporativos y Alquiler de Espacios del Thyssen], quien entre las muchas peticiones que tiene que rechazar recuerda la de un chico que quería pedir matrimonio a su novia a museo cerrado.

[...]

Pero no todos los grandes museos abren sus puertas a los eventos privados. En Andalucía, por ejemplo, con centros tan espectaculares como el Bellas Artes de Sevilla o el Museo de Málaga, reabierto en una nueva sede en 2016, la Junta<sup>2</sup> no permite estos usos. El CAAC de Sevilla supone una excepción porque ofrece una amplia programación musical en sus jardines en colaboración con empresas privadas, pero no cobra<sup>3</sup> por el uso de sus instalaciones.

<sup>1</sup> . Sacar provecho, beneficiarse de

<sup>2</sup> . Organe de Gouvernement Régional de l'Andalousie

<sup>3</sup> . cobrar: faire payer

#### Preguntas

1. "Hace 20 años hablar de alquilar un espacio en un museo en España era un anatema". ¿Cómo se explica la evolución hacia la cesión de espacios museísticos?
2. Según el texto, ¿cuáles son las condiciones de alquiler de espacios museales en vigor? ¿Qué le parecen?
3. Visitas individualizadas, eventos promocionales, mecenazgo empresarial..., ¿cómo entender la atracción que ejercen los museos públicos, y el arte en general, sobre la esfera privada?

## Proposition de traduction (texte entier) :

### Toi, moi et ‘Les Ménines’ pour 4.300 euros

*Les grands musées soulagent leurs finances en louant des espaces pour des visites privées ou de l'événementiel. Cela représente 4% du budget du [Musée] Thyssen et 3% du [Musée National Centre d'Art] Reina Sofia*

ELPAIS.COM - MARGOT MOLINA - Madrid 12 AVRIL 2019

“Il y a 20 ans évoquer la location d'un espace dans un musée en Espagne était tabou. Fort heureusement, les choses ont bien changé”. Pour Miguel Zugaza, ex directeur du Musée du Prado (2002-2017) et désormais à la tête du Musée des Beaux-Arts de Bilbao, il est clair que la cession d'espaces publics est une bonne formule pour accroître les revenus de ces institutions, toujours à la recherche de financements, mais aussi pour étendre leur rayonnement et conquérir de nouveaux publics, à huis clos. D'aucuns veulent accéder à leur peinture favorite sans que personne ne les dérange et ils sont prêts à en payer le prix; dans le cas du Musée du Prado il en coûte 4.308 euros. Une somme qu'un couple russe a payé le 23 décembre dernier, accompagné d'un guide qu'ils avaient choisi, afin de se sentir à leur aise devant *Les Ménines*, de Velázquez, ou afin de pouvoir admirer tranquillement les incroyables créatures nées de l'imagination de Bosch dans *Le jardin des délices*.

Depuis quelques années, les grands musées espagnols accueillent des festivités d'entreprises, des présentations de produits, des congrès, des cocktails, des dîners, des concerts et des visites privées après la fermeture de leurs portes au public. Les prix dépendent de l'endroit choisi, du nombre de participants et du temps d'occupation. Le Musée Thyssen-Bornemisza de Madrid, ouvert en 1992, a été le premier à se lancer, en tirant profit de l'événementiel en 1994, six ans plus tard ont suivi le Reina Sofia et les Beaux-Arts de Bilbao, puis en 2004 le Prado. Cèdent également leurs espaces, entre autres, le Musée d'Art Contemporain de Barcelone (Macba), le Musée d'Art Contemporain de Castille et León (Musac) ou le Centre Andalou d'Art Contemporain (CAAC), chacun avec ses particularités et ses règles, bien qu'ils soient tous d'accord sur la ligne rouge à ne pas franchir: pas de cocktails dans les salles d'exposition et primauté aux activités propres au musée.

Cette pratique, qui ne fut pas bien accueillie en Espagne, a beaucoup d'adeptes, surtout aux États-Unis. “Dans le monde anglo-saxon sont organisées des manifestations privées dans les musées depuis les années cinquante; à New York cela a commencé au MoMA [Museum of Modern Art] et au Metropolitan. Tandis qu'en Europe c'est arrivé plus tard: le Centre Pompidou le fait depuis ses débuts [1977]. Ici, à Barcelone, à la Fondation Antoni Tàpies nous l'avons mis en marche depuis le début, en 1990”, dit Manuel Borja-Villel, directeur du Reina Sofia.]

“4.308 euros est le prix minimum d'une visite privée des chefs-d'œuvre de la collection, que ce soit pour une personne seule ou 10. Il n'est pas courant que ce soit réservé par deux personnes seulement, mais outre le couple russe, en janvier une famille brésilienne est venue et ils ont également souhaité être seuls”, explique Celia Guilarte, chef des Relations Institutionnelles, Sponsoring et Cession d'Espaces du Musée du Prado. La pinacothèque a perçu l'an dernier 773.757 euros grâce à la location d'espaces, ce qui représente 1,66% de son budget (de presque 50 millions). Une offre qui ne se limite pas à un parcours à huis clos à travers ses impressionnantes salles, car elle peut inclure des dîners ou cocktails dans le grand vestibule des Hiéronymites, dans la salle des Muses, entourés par les huit statues romaines en marbre qui ont appartenu à la reine Christine de Suède, ou dans la galerie Ionienne. “Nous, nous n'organisons pas de mariages, ni de banquets. Il s'agit toujours de manifestations en lien d'une manière ou d'une autre avec notre activité et les cocktails et dîners —qui ne sont pas inclus dans nos prix et qui ne peuvent être commandés qu'à travers l'entreprise concessionnaire

Sodexo Prestige— n'ont jamais lieu dans les salles du musée”, dit Guilarte. Le tarif le plus élevé pour ces services, soit une visite privée pour 700 personnes, est de 37.192 euros.

Le musée qui recueille le plus de fonds moyennant la location de ses espaces est le Musée Reina Sofia de Madrid. [...] Les activités privées, qui ont lieu soit les mardis —jour de fermeture du musée—, soit avant l'ouverture entre neuf et dix heures du matin, soit à partir de 21.00, doivent toujours passer un examen de conformité et le réputé centre d'art contemporain reçoit de plus en plus de demandes. En 2018 elle en a reçu 1.369, dont seulement une centaine a été acceptée.

“Il existe un ordre ministériel qui régule les taxes d'utilisation des espaces publics. Les musées misent de plus en plus sur ces activités afin de réunir des fonds pour leurs budgets et accroître leur niveau d'autofinancement. [...]

“Nous, nous offrons un parcours de l'histoire de l'art occidental du XIIIème au XXème siècles et nous disposons de différents itinéraires à travers la collection en fonction des intérêts du groupe. Nous cherchons à créer un lien émotionnel avec le spectateur, à faire en sorte que la visite soit un plaisir des sens”, ajoute Ruiz-Rivas [responsable des Événements d'Entreprises et Location d'Espaces du Thyssen], qui rappelle, parmi les nombreuses demandes qu'elle doit écarter, celle d'un jeune homme qui voulait demander en mariage sa fiancée à huis clos.

[...]

Mais pas tous les grands musées ouvrent leurs portes aux événements privés. En Andalousie, par exemple, avec des espaces aussi spectaculaires que les Beaux-Arts de Séville ou le Musée de Málaga, rouvert dans un nouvel édifice en 2016, la Junta<sup>1</sup> ne permet pas ces utilisations. Le CAAC de Sevilla est une exception parce qu'il offre une large programmation musicale dans ses jardins en collaboration avec des entreprises privées, mais l'usage de ses installations est gratuit.

<sup>1</sup>. Organe de Gouvernement Régional de l'Andalousie

#### Questions

1. “Il y a 20 ans évoquer la location d'un espace dans un musée en Espagne était tabou”. Comment expliquer l'évolution vers la cession d'espaces muséaux?

2. Selon le texte, quelles sont les conditions de location d'espaces muséaux en vigueur? Quelle est votre opinion sur la question?

3. Visites individualisées, événementiel promotionnel, mécénat d'entreprises..., comment interpréter l'attraction qu'exercent les musées publics, et l'art en général, sur la sphère privée?

*Malheurs de Polydore, fils de Priam*

ΠΟΛΥΔΩΡΟΥ ΕΙΔΩΛΟΝ

Ἦκω νεκρῶν κευθμῶνα καὶ σκότου πύλας  
λιπῶν, ἴν' Ἄιδης χωρὶς ᾤκισται θεῶν,  
Πολύδωρος, Ἐκάβης παῖς γεγώς τῆς Κισσέως  
Πριάμου τε πατρός, ὃς μ', ἐπεὶ Φρυγῶν πόλιν  
κίνδυνος ἔσχε δορὶ πεσεῖν Ἑλληνικῶ,  
δείσας ὑπεξέπεμψε Τρωϊκῆς χθονός  
Πολυμήστορος πρὸς δῶμα Θρηκίου ξένου,  
ὃς τήνδ' ἀρίστην Χερσονησίαν πλάκα  
σπεῖρει, φίλιππον λαὸν εὐθύνων δορὶ.  
Πολὺν δὲ σὺν ἔμοι χρυσὸν ἐκτέμπει λάθρα  
πατῆρ, ἴν', εἴ ποτ' Ἰλίου τείχη πέσοι,  
τοῖς ζῶσιν εἴη παισὶ μὴ σπάνις βίου.  
Νεώτατος δ' ἢ Πριαμιδῶν, ὃ καὶ με γῆς  
ὑπεξέπεμψεν· οὔτε γὰρ φέρειν ὄπλα  
οὔτ' ἔγχος οἶός τ' ἢ νέω βραχίονι.  
Ἔως μὲν οὖν γῆς ὄρθ' ἔκειθ' ὀρίσματα  
πύργοι τ' ἄθραυστοι Τρωϊκῆς ἦσαν χθονός  
Ἐκτωρ τ' ἀδελφὸς οὐμὸς εὐτύχει δορὶ,  
καλῶς παρ' ἀνδρὶ Θρηκί πατρώω ξένω  
τροφαῖσιν ὡς τις πτόρθος ἠύξομην τάλας·  
ἐπεὶ δὲ Τροία θ' Ἐκτορός τ' ἀπόλλυται  
ψυχὴ πατρώα θ' ἐστία κατεσκάφη,  
αὐτὸς τε βωμῶ πρὸς θεοδμήτῳ πίτνει  
σφαγεῖς Ἀχιλλέως παιδὸς ἐκ μαιφόνου,  
κτείνει με χρυσοῦ τὸν ταλαίπωρον χάριν  
ξένος πατρώος καὶ κτανῶν ἐς οἶδμ' ἄλός  
μεθ' ἧχ', ἴν' αὐτὸς χρυσὸν ἐν δόμοις ἔχη.

Euripide, *Hécube*

**Proposition de traduction :**

*Malheurs de Polydore, fils de Priam*

Ombre de Polydore

Me voici, après avoir quitté le creux des morts et les portes de l'obscurité,  
où Hadès réside à l'écart des dieux,  
moi, Polydore, enfant d'Hécube, fille de Cisseus,  
et de Priam, mon père, qui, lorsque la cité phrygienne  
courut le danger de tomber sous la lance grecque,  
par crainte, m'envoya subrepticement hors de la terre troyenne  
vers la demeure de Polymestor, son hôte thrace  
qui enseme cette excellente plaine de Chersonèse,  
alors qu'il dirige par sa lance un peuple amateur de chevaux.  
Et avec moi, mon père envoya en secret beaucoup d'or,  
afin que, si jamais les remparts d'Ilion tombaient,  
la vie ne fût pas difficile pour ses fils restés en vie.  
J'étais le plus jeune des Priamides : aussi est-ce précisément moi  
qu'il envoya subrepticement hors de notre territoire ; en effet, mon jeune bras  
n'était apte à porter ni bouclier ni lance.  
Tant que les limites de notre terre restaient droites,  
que les tours du sol troyen étaient inébranlées,  
et qu'Hector, mon frère, était heureux par sa lance,  
je grandissais bien grâce aux soins reçus de l'homme thrace, hôte paternel,  
comme un jeune plant – malheureux ! –  
mais quand Troie et la vie d'Hector  
furent détruites, que le foyer paternel fut rasé,  
et que lui tombe devant l'autel, œuvre des dieux,  
lorsqu'il est égorgé par le fils d'Achille, meurtrier,  
l'hôte paternel me tue, malheureux, pour  
l'or et, après m'avoir tué, m'abandonne  
à la houle salée, afin de posséder, lui, l'or en ses demeures.

Euripide, *Hécube*, v. 1-27

## Italien :

### “Così AirBnB sta uccidendo la vera Napoli”

Nei Quartieri Spagnoli il turismo gestito dalla piattaforma online sta scacciando i vecchi residenti. E gli storici “bassi” sono diventati un’attrazione folcloristica. Con il rischio che il centro si trasformi in una Disneyland di abitanti mordi e fuggi come già accaduto altrove.

«I Quartieri Spagnoli a Napoli hanno goduto per anni di una cattiva nomea, ma nell’ultimo periodo stanno vivendo un vero e proprio rinascimento», informa un sito di cucina che elenca i migliori ristoranti nello storico quartiere popolare. Merito del turismo che ha fatto capolino nella griglia di vicoli stretti e bui che dalla centrale via Toledo sale lungo le pendici della collina del Vomero.

Negli ultimi dieci anni la città di Napoli ha registrato l’incremento maggiore di presenze turistiche in Italia (+91,3 per cento) dopo Matera. «La napoletanità è la nostra attrattiva. Napoli ha un’identità propria che va salvaguardata e allo stesso tempo sfruttata per la costruzione del prodotto-destinazione Napoli», si legge nel documento redatto al termine degli Stati Generali del Turismo nel 2017. [...]

Da posto malfamato i Quartieri Spagnoli sono diventati meta di turismo in cerca di folklore. Visite guidate alla scoperta di una presunta tipicità locale promettono l’esperienza di una cena in un “vero basso napoletano”. Agli usci di ristoranti aperti da poco ci sono sedie, tavoli e piante di plastica, immagini di piatti di pasta, pizza e cozze offerti da una sorridente Sophia Loren. Ai primi piani cartelli per camere in affitto, un balcone con finte tende e panni stesi. [...] «La convivenza tra il sottoproletariato e la media borghesia ha finora costituito un argine al processo di gentrificazione che in altre città ha svuotato i centri storici di residenti», racconta Marcello Anselmo, storico e giornalista di Napoli Monitor. Ma l’industria del turismo ha accelerato il ritmo del cambiamento e «nel giro di tre anni la città si è trasformata», dice Anselmo. [...]

Il processo di turistificazione a Napoli non sarebbe però ancora entrato nella fase di espulsione di attività e residenti. Secondo Anselmo sono ancora i locali a usare Airbnb nei Quartieri Spagnoli per integrare il reddito. Ma lo scenario, ammette, sta cambiando rapidamente. «Gli affitti sono aumentati, in centro è impossibile trovare una casa in affitto, e bisogna considerare che il 50 per cento dei napoletani abita in affitto», più del doppio della media nazionale. Secondo Federalberghi gli 8.565 annunci sui portali web, di cui 1.500 con licenza, sono diventati 10.825 nel giro degli ultimi due mesi. (...)

Gli effetti del turismo aggravano una questione abitativa pregressa: sono state oltre cinquemila le richieste di sfratto nel 2017, circa 1.500 quelli eseguiti con l’ufficiale giudiziario. Un dato preoccupante se correlato allo stato dell’edilizia residenziale pubblica: 17 mila persone sono in graduatoria per una casa popolare ma le assegnazioni sono praticamente ferme dal 1998. «In compenso», spiega il giornalista locale Riccardo Rosa, «sono cinquemila le persone che possiedono tre o più appartamenti a Napoli. Questo significa che la grande proprietà non è (ancora) finita in mano a grandi agenzie o multinazionali, ma resistono le famiglie di costruttori, palazzinari o multiproprietari». Non per molto, secondo Anselmo: «Due grandi agenzie di Milano hanno rilevato molti appartamenti vuoti in città per affittarli su Airbnb». [...]

Caputo è tra le promotrici di SET (Sud Europa di fronte alla Turistizzazione), una rete di associazioni e collettivi di alcune città italiane e spagnole tra cui Venezia, Madrid, Barcellona, Lisbona, e Napoli, dove la rete si è riunita lo scorso 10 ottobre per analizzare l’impoverimento che l’industria del turismo infligge alle città.

All’evento ha partecipato anche Tomaso Montanari, tra i promotori della proposta di legge per la tutela dei centri storici dell’Associazione Bianchi Bandinelli. L’obiettivo è rilanciare la funzione residenziale dei centri storici, anche per fasce sociali più deboli, con la sospensione dei cambi di destinazione d’uso e un programma straordinario di edilizia residenziale pubblica.

«Napoli è una città a turismo relativamente giovane, ma gli effetti della trasformazione sono evidenti», concorda Enrico Panini, vicesindaco e assessore al Bilancio di Napoli. «Nel lungo periodo la locazione breve espelle le persone dai luoghi abitati, salvo che non siano turisti o persone ricche. Per questo stiamo lavorando a una delibera, per programmare l’offerta commerciale e governare il fenomeno delle locazioni brevi». Il problema è «il vuoto più assoluto di legislazione nazionale: limitare il numero di notti consentite su Airbnb non è infatti competenza legislativa locale». Inoltre, continua Panini, «occorre una maggiore collaborazione con le piattaforme», che invece non forniscono i dati. «Questo, dal punto di

vista della trasparenza e del rapporto con le pubbliche amministrazioni, non va bene nel modo più assoluto».

Il sito sta modificando il volto dei centri storici: sempre meno residenti, sempre più turisti mordi-e-fuggi con i loro trolley. E se per tante famiglie è un piccolo reddito in più, per diversi “multihosting” è un modo per guadagnare milioni esentasse.

Lo scorso luglio New York ha imposto ad Airbnb di pubblicare i dati. San Francisco, la città nata di Airbnb, ha fissato da tempo i criteri per distinguere tra annunci occasionali di privati e quelli commerciali. Qui gli affitti brevi sono consentiti per un massimo di 120 giorni l’anno con l’obbligo di residenza, nel caso di interi appartamenti, secondo la policy “one home-one host”. I limiti mirano a frenare l’accaparramento di intere case da parte dei grandi proprietari, un fenomeno che incrementa le disuguaglianze sociali a discapito della classe media. Limiti di tempo tra i 90 e i 120 giorni sono stati introdotti anche in molte città europee come Londra, Parigi, Amsterdam.

In Italia Firenze, Milano, Torino, Palermo, Bologna e Napoli hanno stretto accordi con Airbnb per il versamento dell’imposta di soggiorno. Che, però, non sempre è investita sul territorio. È questa l’idea dietro Fairbnb, una piattaforma cooperativa creata da un urbanista olandese. I primi affitti turistici “eticici” su Fairbnb partiranno a gennaio in quattro città pilota tra cui Venezia e Bologna. Il 50 per cento dei proventi delle commissioni sarà investito in progetti locali a scopo sociale.

Napoli è ancora in tempo per fermare la Disneyficazione del centro storico. Ma, affinché il rinascimento sia per tutti, bisogna agire in fretta.

d’après Sarah Gainforth, *L’Espresso*, 14 gennaio 2019

#### Domande

1/ Perché, secondo l’autrice di questo articolo, l’effetto dell’aumento del turismo a Napoli non ha ancora avuto conseguenze disastrose per i napoletani e quali sono gli indizi che mostrano quanto il rischio sia importante?

2/ Quali soluzioni sono messe in opera dal membro del consiglio comunale citato nell’articolo e quali sono i vari ostacoli ai quali si urta?

3/ Come si giustifica l’uso dell’espressione “Disneyficazione del centro storico”? È possibile secondo Lei tutelare il turismo fino a renderlo sostenibile sia per l’ambiente che per gli abitanti?

### **Proposition de traduction :**

“ Les Quartiers Espagnols à Naples ont eu pendant de nombreuses années une mauvaise réputation, mais ces derniers temps, ils sont en train de vivre une véritable renaissance”, écrit un site de cuisine qui liste les meilleurs restaurants de ce quartier populaire historique. Le mérite en revient au tourisme qui est apparu dans le l'entrelacs de ruelles étroites et sombres qui part de l'avenue Tolède, dans le centre, et monte le long des pentes de la colline du Vomero. Au cours de ces dix dernières années, la ville de Naples est celle où la fréquentation touristique a le plus augmenté en Italie (+91,3 pour cent) après Matera. “La napolitanité est ce qui nous rend attractifs. Naples possède une identité propre qui doit être sauvegardée et en même temps exploitée pour la construction du produit destination Naples”, peut-on lire dans le document rédigé au terme des États Généraux du Tourisme en 2017. [...] Les Quartiers Espagnols sont passés de lieu mal famé à destination pour touristes en quête de folklore. Des visites guidées pour découvrir une prétendue typicité locale promettent l'expérience d'un dîner dans un “vrai bas-fond napolitain”. Sur le seuil de restaurants ouverts depuis peu, il y a des chaises, de tables et des plantes en plastique, des images de plats de pâtes, de pizzas, de moules offerts par une Sophia Loren souriante. Au premier plan, des panneaux pour des chambres à louer, un balcon avec de faux rideaux et du linge étendu. [...] “La cohabitation du sous-prolétariat et de la moyenne bourgeoisie a jusqu'ici permis d'endiguer le processus de gentrification qui, dans d'autres villes, a vidé les centres historiques de leurs résidents”, raconte Marcello Anselmo, historien et journaliste pour Napoli Monitor. Mais l'industrie du tourisme a accéléré le rythme du changement et “en trois ans, la ville s'est transformée”, dit Anselmo.

### **Traduction des questions**

- 1/ Pourquoi, selon l'auteur de cet article, l'effet de l'augmentation du tourisme à Naples n'a pas encore eu de conséquences désastreuses pour les Napolitains et quels sont les indices qui montrent combien le risque est important ?
- 2/ Quelles solutions sont mises en oeuvre par le membre du conseil municipal cité dans l'article et quels sont les différents obstacles qu'il rencontre?
- 3/ Comment justifie-t-on l'utilisation de l'expression “Disneyfication du centre historique”? Est-il possible, selon vous, de protéger le tourisme pour le rendre durable à la fois pour l'environnement et pour les habitants?

## Latin

### **Pour ne pas céder à l'amour, il faut couper le mal à la racine !**

Dum licet et modici tangunt praecordia motus,  
si piget, in primo limine siste pedem ;  
opprime, dum noua sunt, subiti mala semina morbi,  
et tuus incipiens ire resistat equus.  
Nam mora dat uires ; teneras mora percoquit uuas,  
et ualidas segetes quod fuit herba facit.  
Quae praebet latas arbor spatiantibus umbras,  
quo posita est primum tempore, uirga fuit ;  
tum poterat manibus summa tellure reuelli ;  
nunc stat in immensum, uiribus acta suis.  
Quale sit id quod amas celeri circumspice mente  
et tua laesuro subtrahe colla iugo.  
Principiis obsta ; sero medicina paratur,  
cum mala per longas conualuere moras.  
Sed propera nec te uenturas differ in horas ;  
qui non est hodie cras minus aptus erit.  
Verba dat omnis amor reperitque alimenta morando ;  
optima uindictae proxima quaeque dies.  
Flumina pauca uides magnis de fontibus orta ;  
plurima collectis multiplicantur aquis.  
Si cito sensisses quantum peccare parares,  
non tegeres uultus cortice, Myrrha<sup>1</sup>, tuos.  
Vidi ego, quod fuerat primo sanabile, uulnus  
dilatatum longae damna tulisse morae ;  
sed, quia delectat Veneris decerpere fructum,  
dicimus adsidue : cras quoque fiet idem.  
Interea tacitae serpunt in uiscera flammae  
et mala radices altius arbor agit.

Ovide, *Remèdes à l'amour*.

N.B. : La traduction du texte se fera en prose, sans prendre la forme de vers.

---

<sup>1</sup> Myrrha, enceinte de son père, fut transformée en arbrisseau par les dieux.

### **Proposition de traduction :**

Traduction du texte d'Ovide.

Pendant que cela est permis et que légers sont les mouvements qui affectent ton cœur, si tu sens quelque regret, arrête ta marche dès le seuil ; étouffe, tant qu'ils sont nouveaux, les germes finestes d'un mal qui vient de se déclarer et, dès le départ, que ton cheval refuse d'avancer. Car le fait d'attendre donne des forces ; c'est lui qui mûrit les tendres raisins et change en épis robustes ce qui était de l'herbe. L'arbre qui offre son ombre généreuse aux promeneurs, à l'époque où il a d'abord été planté, était une baguette ; alors, à fleur de terre, il pouvait être arraché de la main ; maintenant, sous l'action des forces qu'il a prises, il se dresse prodigieusement. Examine rapidement avec ton esprit quel est l'objet de ton amour et retire ton cou devant le joug s'il doit te blesser. Oppose-toi à ses débuts ; le remède est procuré trop tard, lorsque le mal est devenu puissant par de longs délais. Mais hâte-toi et ne diffère pas ta décision d'heure en heure ; qui n'est pas prêt aujourd'hui, demain il le sera moins. Tout amour paie de mots et trouve des aliments dans le retard ; pour l'affranchissement, le jour le plus proche est toujours le meilleur. Tu vois peu de fleuves provenant de sources abondantes ; les plus nombreux se grossissent des eaux qu'ils reçoivent. Si tu avais senti rapidement combien tu te préparais à fauter, tu ne couvrirais pas, Myrrha, ton visage d'écorce. Moi j'ai vu des plaies, qui auraient été faciles à guérir au début et qu'on différait de soigner, faire payer cette longue négligence ; mais, parce que cueillir les fruits de Vénus a du charme, nous disons invariablement : demain il sera encore temps. Pendant ce temps, silencieuses, les flammes rampent jusqu'à notre cœur, et, funeste, l'arbre enfonce ses racines plus profondément.

## «Байкал говорит на всех языках»

[Юлия Бевз родилась и прожила большую часть жизни в Красноярске, но несколько лет назад уехала в Австралию. В этой стране раскрылся её талант фотографа, и девушка нашла своё место в жизни. Любимое хобби стало профессией. Она недавно открыла в Мельбурне выставку своих фотографий зимнего Байкала. Впервые Юлия побывала на Байкале в 16-летнем возрасте. «Там я поняла, насколько это прекрасное место, какая там великолепная природа». И вот Юлия решила вернуться в то место, которое подарило ей самые сильные воспоминания юности. «Байкал в последние годы набирает огромную популярность у путешественников, экстремалов, блогеров, фотографов, – рассказывает она. – На форумах по фотографии и в соцсетях все восхищаются<sup>1</sup> сказочными видами Байкала, и очень многие хотят туда поехать». В марте прошлого года, приехав в родной Красноярск, она провела неделю на озере. Ольхон – крупнейший остров озера Байкал длиной более 70 километров. Это любимое место тех, кто хочет почувствовать настоящий Байкал. На Ольхоне поселилась<sup>2</sup> Юлия Бевз.

«Там люди научились зарабатывать на туризме, – говорит она. – Построены базы отдыха, гостевые домики и так далее. Я жила в небольшом отеле. Самое смешное, что ни одного русского туриста я там не встретила. Были китайцы, французы, норвежцы и люди из других стран, европейских и азиатских. Байкал сейчас говорит на всех языках. Когда-то<sup>3</sup>, возможно, туда ехали только экстремалы, потому что инфраструктура была слабо развита<sup>4</sup>, но сейчас регион ориентирован на туристов и готов предоставить комфортные условия.»]

Каждое утро фотограф отправлялась на охоту за кадрами. По словам Юлии, больше всего ей понравилась атмосфера магии, которая царит на Байкале. «Когда ты ступила в эту ледяную пустыню<sup>5</sup>, обрамлённую горами, и задыхаешься красотой, многое видится не тем, чем является на самом деле».

«Этой выставкой мне хотелось показать красоту России», – просто говорит Юлия Бевз о цели, которую преследовала. Несмотря на популярность Байкала в среде путешественников и фотографов, простые австралийцы в большинстве своём о российском озере не знали. Или слышали о нём совсем чуть-чуть.

Выставка зимнего Байкала жителям Мельбурна очень понравилась, Юлия Бевз услышала лично и прочитала в социальных сетях множество восторженных отзывов. «Снег в Австралии выпадает только в горах, там даже на лыжах катаются, – говорит она. – Но многие австралийцы ни разу не видели снега, не трогали его. И моя выставка помогла им почувствовать эту красоту, пробудила интерес к России».

по Сергею Виноградову  
25.04.2019. Информационный портал фонда "Русский мир"

---

<sup>1</sup>восхищаться чем (ipf) = admirer

<sup>2</sup>поселиться (pf) = s'installer

<sup>3</sup>когда-то = il y a quelque temps

<sup>4</sup>развить (pf) = développer

<sup>5</sup>ледяная пустыня = désert de glace

### Вопросы

1. Почему, по-вашему, «Байкал в последние годы набирает огромную популярность»?
2. Может быть, у Вас есть «любимое хобби»? Расскажите о нём.
3. Расскажите о месте, куда Вы уже ездили и где Вам особенно понравилось.

## **Proposition de traduction :**

### **« Le Baïkal parle toutes les langues »**

[Julia Bezv est née à Krasnoïarsk et y a passé la plus grande partie de son existence, mais elle est partie vivre en Australie il y a quelques années. C'est dans ce pays que la jeune femme a trouvé sa voie car son talent de photographe s'y est révélé. Son passe-temps favori est devenu son métier. Le vernissage de son exposition de photos consacrées au Baïkal en hiver a eu lieu récemment à Melbourne. Julia avait passé son premier séjour au bord du Baïkal quand elle était âgée de seize ans. « C'est là que j'ai réalisé à quel point cet endroit était splendide, que la nature y était magnifique ». Julia a donc décidé de revenir en ce lieu qui lui avait offert ses plus puissants souvenirs de jeunesse. « Ces dernières années, le Baïkal jouit d'une popularité de plus en plus grande auprès des voyageurs, amateurs de sensations fortes, blogueurs et photographes, raconte-t-elle. Sur les forums dédiés à la photographie et sur les réseaux sociaux, tous les internautes sont émerveillés par les vues fabuleuses du Baïkal et très nombreux sont ceux qui veulent y aller. Quand elle est revenue, pour des vacances, dans sa ville natale de Krasnoïarsk, en mars de l'année dernière, elle a passé une semaine au bord du lac. L'île d'Olkhon est la plus grande du lac Baïkal, elle a une longueur de plus de 70 kilomètres. C'est l'endroit préféré de tous ceux qui souhaitent ressentir le véritable Baïkal. C'est sur l'île d'Olkhon que Julia Bezv s'est installée.

« Les gens ont appris à gagner leur vie grâce au tourisme, dit-elle. Ils ont construit des bases de loisir, des gîtes, etc. Moi, j'avais réservé une chambre dans un petit hôtel. Le plus drôle, c'est que je n'ai pas croisé un seul touriste russe. Il y avait des Chinois, des Français, des Norvégiens et des ressortissants d'autres pays d'Europe et d'Asie. Maintenant, le Baïkal parle toutes les langues. Il y a quelque temps, cette destination était réservée aux amateurs de conditions de vie extrêmes parce que les infrastructures étaient peu développées, mais aujourd'hui la région se tourne vers le tourisme et est prête à proposer des séjours confortables ».]

Chaque matin, la photographe partait à la chasse aux images. Selon Julia, c'est surtout par l'atmosphère de magie qui règne sur le Baïkal qu'elle a été séduite. « Quand on a posé le pied sur ce désert de glace entouré de montagnes, beaucoup de choses ont l'air différentes de ce qu'elles sont en réalité ».

« Avec cette exposition, j'avais envie de montrer la beauté de la Russie », dit simplement Julia Bezv à propos de l'objectif qu'elle s'était fixé. Le Baïkal a beau jouir d'une grande popularité dans le milieu des voyageurs et des photographes, la majorité des Australiens moyens n'avaient jamais entendu parler du lac russe ou bien très, très vaguement.

L'exposition « Le Baïkal en hiver » a beaucoup plu aux Melbournais, Julia Bezv a entendu personnellement ou lu sur les réseaux sociaux une multitude de commentaires enthousiastes. « En Australie, il ne neige qu'à la montagne, il y a même des gens qui y font du ski, dit-elle. Mais beaucoup d'Australiens n'ont jamais vu ni touché de neige.

Et mon exposition les a aidés à ressentir cette beauté, elle a éveillé leur intérêt pour la Russie ».

d'après Sergueï Vinogradov

25.04.2019. Portail d'information de la fondation « Le Monde russe »

#### Texte

2574 caractères espaces compris

368 Mots

#### Version

1584 caractères espaces compris

223 mots

### **Questions**

1. Pourquoi, selon vous, « Ces dernières années, le Baïkal jouit d'une popularité de plus en plus grande » ?
2. Peut-être avez-vous un « passe-temps favori » ? Parlez-en.
3. Évoquez un endroit où vous êtes allé(e) et qui vous a particulièrement plu.

# EPREUVES ORALES

## Épreuve orale de spécialité professionnelle des concours externes

### - Libellé réglementaire de l'épreuve

« La première épreuve d'admission consiste en une épreuve orale durant laquelle le candidat traite un sujet à partir d'un dossier thématique proposé par le jury et comportant plusieurs documents correspondant à la spécialité choisie lors de l'inscription.

Sous réserve de leur ouverture au concours, les spécialités sont les suivantes :

- archéologie ;
- archives ;
- monuments historiques et inventaire ;
- musées ;
- patrimoine scientifique, technique et naturel.

Les candidats admissibles dans deux spécialités présentent les deux épreuves orales de spécialité correspondantes (durée : trente minutes ; préparation : trente minutes ; coefficient 3). »

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

### - Forme de l'épreuve

Le candidat tire au sort un dossier correspondant à la spécialité professionnelle choisie lors de l'inscription.

Ce dossier comporte plusieurs documents de forme, de nature et de longueur variées (images, textes, graphiques, pages web, etc.). Le titre du dossier peut être indiqué sous la forme d'un ou de plusieurs mots, d'une ou de plusieurs phrases, d'une citation ou d'une question.

Le candidat dispose d'un temps de préparation de 30 minutes.

L'épreuve se déroule à partir du dossier tiré au sort par le candidat et débute par la présentation d'une synthèse du dossier à partir de l'analyse des documents (durée 15 minutes maximum).

Cet exposé est suivi d'une discussion avec le jury (15 minutes).

L'épreuve est notée par un collège de trois examinateurs spécialisés (un collège par spécialité professionnelle), dont l'un au moins est membre du jury.

### - Objectifs de l'épreuve

L'épreuve s'adresse aux candidats admissibles qui ont passé avec succès les épreuves écrites d'admissibilité.

Elle a pour objectif de vérifier la connaissance que le candidat a acquise du métier de conservateur et de ses enjeux et particulièrement dans la spécialité qu'il a choisie. En ce sens, elle veut vérifier que le candidat a choisi sa spécialité professionnelle en toute connaissance de cause et, qu'en tant que futur cadre de direction, il est bien en prise avec l'actualité de la spécialité et du métier.

La préparation et la réflexion du candidat s'appuient sur les documents du dossier mais ne sont pas limitées par celui-ci. Le candidat est également libre de mobiliser ses connaissances personnelles. Il est invité à faire preuve d'esprit critique, d'une interprétation personnelle argumentée et, le cas échéant, à proposer des solutions.

Ainsi, si cette épreuve n'exige pas du candidat ce que seule l'expérience professionnelle pourrait lui apporter, elle lui demande de n'être déjà plus ignorant du métier et de la spécialité qu'il a choisie. Dans cette perspective, elle teste sa capacité à comprendre, appréhender et problématiser les principales données du dossier proposé.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les spécialités, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- comprendre le champ thématique du dossier, délimiter ses contours et le contextualiser ;
- comprendre, identifier, analyser et commenter avec précision tous les documents du dossier ;
- faire preuve d'analyse critique ;
- sélectionner, hiérarchiser, regrouper et ordonner les informations contenues dans les documents ;
- définir et qualifier avec exactitude le(s) problème(s) posé(s) ;
- dégager l'intérêt du dossier et mettre en perspective ses enjeux ;
- structurer, argumenter et illustrer sa démonstration selon un plan cohérent et pertinent ;
- organiser et exposer les idées synthétisées de manière claire et précise ;
- faire appel à des connaissances et/ou des expériences personnelles ;
- défendre son point de vue en l'argumentant ;
- proposer des solutions ;
- maîtriser les règles de l'expression orale ;
- tenir et animer la conversation ;
- face aux questions, savoir faire preuve de réactivité et d'une bonne maîtrise de soi ;
- maîtriser le temps imparti.

# Sélection de dossiers tirés au sort par les candidats

## SPECIALITE MUSEES

### Dossier : Internationalisation, mondialisation

- ❖ Document 1 : « Les œuvres du Louvre à travers le monde » ; Grande Galerie. Le Journal du Louvre, Printemps 2019, n°47, p.84-85.
- ❖ Document 2 : Vincent Noce, « L'Europe place l'entrée des œuvres d'art sous contrôle », Gazette Drouot, 26 avril 2019, p.11.
- ❖ Document 3 : « Marché/Les acteurs. Eric Turquin, Comment les réseaux sociaux ont changé nos vies professionnelles », Beaux-Arts magazine, mars 2019, p.132.
- ❖ Document 4 : Sophie Reyssat, « Trafic culturel, état des lieux et moyens d'action », Gazette Drouot, 10, 15 mars 2019, p.34-35.

### Dossier : Tourisme culturel et loisirs artistiques

- ❖ Document 1 : Emmanuelle Lequeux, « Copenhague, la grande sereine », Beaux-Arts Magazine, janvier 2019, p.142-143.
- ❖ Document 2 : Alain Passard, « La substantifique moelle des poireaux façon Picasso », Beaux-Arts Magazine, novembre 2018, p.50.
- ❖ Document 3 : F.Guillaume, C.Ullmann, « Culture numérique », Beaux-Arts Magazine, février 2019, 38.
- ❖ Document 4 : Nicolas Bourriaud, « Pourquoi une œuvre peut-elle créer de l'ennui », Beaux-Arts magazine, février 2019, p.40.

### Dossier : Tout faux ?

- ❖ Document 1 : « Faux et contrefaçon dans l'art... Entretien avec Julie de Lassus Saint-Geniès », Beaux-Arts magazine, mars 2019, p.56-57.
- ❖ Document 2 : « Même le Douanier était faux », Beaux-Arts magazine, mai 2019, p.133.
- ❖ Document 3 : Armelle Malvoisin, « Les robots veulent voir une côte », Beaux-Arts magazine, octobre 2018, p.141.
- ❖ Document 4 : Vincent Noce, « Le faux peut attendre », Gazette Drouot, 17, 3 mai 2019, p.11

### Dossier : Le musée du XXIème siècle est-il un nouveau genre de musées ?

- ❖ Document 1 : Sarah Hugounenq, « Georges Henri Rivière, inventeur du musée moderne », La Gazette de l'Hôtel Drouot, 25 décembre 2018 : extrait.
- ❖ Document 2 : « Le musée, une institution dépassée ? » Quatrième de couverture de André Gob, Paris, Armand Colin, 2010.
- ❖ Document 3 : Isabelle Manca « Grand Angle : La petite révolution des muséums », Le journal des Arts, 523, 10-23 mai 2019, p.26-27.

### Dossier : Dérives

- ❖ Document 1 : François Cusset, « L'art abject des vainqueurs » Beaux-Arts Magazine, janvier 2019, p.48
- ❖ Document 2 : « Le livre qui fait trembler le marché de l'art – Entretien avec Georgina Adam », Beaux-Arts Magazine, novembre 2018, p.70-71.
- ❖ Document 3 : Insertion publicitaire : « Le revolver avec lequel Vincent Van Gogh se serait donné la mort », Gazette Drouot, 20, 24 mai 2019, p.39

### **Dossier : Et les femmes ?**

- ❖ Document 1 : Jean-Christophe Castelain, « Egalité Femmes-Hommes, satisfecit pour les arts visuels », Le journal des arts, 519, 15-28 mars 2019, p.5
- ❖ Document 2 : Jean-Christophe Castelain, « Les musées de Rouen s'engagent dans la voie de l'égalité femmes-hommes », Le journal des arts, 509, 19 octobre-1<sup>er</sup> novembre 2018, p.7
- ❖ Document 3 : F.Guillaume, C.Ullmann, « Paris, ville matrimoniale », Beaux-Arts magazine, mars 2019, p.38
- ❖ Document 4 : « Des pionnières à redécouvrir », Beaux-Arts magazine, avril 2019, p.140

### **Dossier : Elaguer les musées**

- ❖ Document 1 : André Gob, « Le musée, une institution dépassée ? », Liège, 2010 (extrait)
- ❖ Document 2 : Extrait du journal en ligne Infoguerre, 10 mai 2019, Sulpice Oscar Gbaguidi (2 pages)
- ❖ Document 3 : Extrait de Barthélémy Jobert, « De l'inaliénabilité à l'aliénation » Editorial, La Revue de l'Art, 203, 2019-1.

### **Dossier : Des musées sans collection**

- ❖ Document 1 : André Gob, « Le musée, une institution dépassée ? », Liège, 2010, Chapitre 4 : Une collection, est-ce bien nécessaire ? (extrait)
- ❖ Document 2 : Gauthier Ambrus, « Que feront nos descendants des collections amassées dans nos musées ? », Le Temps, Genève, 19/10/2018.
- ❖ Document 3 : The Art Newspaper, édition française, 6 mars 2019.

### **Dossier : Nouvelles hiérarchies, nouveaux objets d'exposition**

- ❖ Document 1 : Marie Potard, « Les hauts et les bas de la peinture pompier », Le journal des arts n°524, 24 mai-6 juin 2019, p.33
- ❖ Document 2 : Francine Guillou, « Le Louvre patrimonialise les plaques de sa chalcographie », Le journal des arts, 517, 15-28 février 2019, p.14
- ❖ Document 3 : Emmanuelle Lequeux, « Délire totalitaire », Beaux-Arts magazine, janvier 2019, p.116-118.

### **Dossier : Reproduire**

- ❖ Document 1 : Eléonore Marcilhac, « Le point, un buste de Marianne et le droit d'auteur », Le journal des arts, n°526, 21 juin-4 juillet 2019, p.5
- ❖ Document 2 : Eléonore Marcilhac, « Photographie des œuvres, la justice donne raison au Louvre », Le journal des arts, n°525 7-20 juin 2019, p.3.
- ❖ Document 3 : Jean-Christophe Castelain, « Grotte Chauvet, épilogue et nouveau départ », Le journal des arts, 517, 15-28 février 2019, p.11.
- ❖ Document 4 : F.Guillaume, C.Ullmann, « Culture numérique », Beaux-Arts magazine, février 2019, p.38

### **Dossier : Attirer les publics**

- ❖ Document 1 : Olivia Tosseri, « Le pass culture italien ne marche pas si mal ! », Le journal des arts, n°526, 21 juin-4 juillet 2019, p.10
- ❖ Document 2 : Chloé Demoulin, « Pass culture : les premiers retours des utilisateurs », Le journal des arts, n°522 26 avril-9 mai 2019, p.8
- ❖ Document 3 : Encart de remerciement des amis du Louvre, Grande Galerie. Le journal du Louvre, Printemps 2019, n°47, p.25
- ❖ Document 4 : Yasmine Youssi, « Le Louvre des records », Télérama, 1218 janvier 2019, p.13

## SPECIALITE MONUMENTS HISTORIQUES ET INVENTAIRE

### Dossier : Photographie et patrimoine

- ❖ Document 1 : Alphonse Terpereau, Eglise Sainte-Croix de Bordeaux, avant et après restauration, entre 1860 et 1865, tirage sur papier albuminé, 19.9x19.8 cm, Bordeaux.
- ❖ Document 2 : Isabelle Duhau, De la photographie descriptive à la photographie interprétative. Dans photographier le territoire, journée d'étude 2 décembre 2008, Région Ile-de-France.
- ❖ Document 3 : Thierry Lefébure, 2011. Imprimerie du journal Le Démocrate, Vervins (Aisne)
- ❖ Document 4 : Corse du Sud 1990, Jean-Luc Sarrola, Tiré de Photographier le patrimoine, Lieux Dits, Lyon. 2004

### Dossier : Pourquoi et comment procéder à une sélection du patrimoine ?

- ❖ Document 1 : Laurence de Finance, « L'inventaire des objets mobiliers religieux des XIXème et XXème siècle : méthodologie », In situ, en ligne, 11, 2009, mis en ligne le 18 avril 2012, URL : <http://journals.openedition.org/insitu/4468>
- ❖ Document 2 : Comment le pigeonnier de Sens a-t-il été sélectionné par le Loto du patrimoine ? Article de l'Yonne républicaine. Publié le 14/06/2019
- ❖ Document 3 : Villa 39, rue Saint Bonaventure ; villa 28, rue de Lorraine ; villa 108, boulevard du Maréchal-Juin ; villa 9, rue de l'Evêque. Illustration tirée de : Le patrimoine de Mantes-la-Jolie – Un passé éternel devenir. Inventaire général du patrimoine culturel-Région Ile-de-France, Lieux Dits, Lyon 2019.
- ❖ Document 4 : Présentation du label Patrimoine Européen. (<http://culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Aides-et-demarches/Label-et-appellations/Labels-Patrimoine-europeen>)

### Dossier : Nouveaux usages du patrimoine

- ❖ Document 1 : « Vandoeuvre (54) : l'église fast-food », article extrait du Républicain Lorrain, publié le 7 Août 2012.
- ❖ Document 2 : Nef de l'Abbaye d'Ardenne, Saint Germain la Blanche Herbe, Calvados, salle de lecture de l'IMEC, Institut mémoire de l'édition contemporaine. Architecte : Bruno Decaris, 2003.
- ❖ Document 3 : Auditorium du château de Lichtenberg, Bas Rhin, architectes : Andréa Bruno et Jean Pierre Laubal, 2001.
- ❖ Document 4 : Projet de pavillon numérique présenté par l'agence Zuo, Architecture dans la chapelle Saint Alexis, au Puy en Velay, esquisse du lauréat d'un concours d'architecture organisé par le conseil départemental de l'Allier, 2018.

### Dossier : Patrimoines de l'enseignement scolaire et universitaire

- ❖ Document 1 : Le cabinet de physique du collège Gambetta de Cahors (Lot).
- ❖ Document 2 : L'école de Bouqueval de Jean Prouvé. Article extrait de la Revue du design. (<https://www.larevuedudesign.com>)
- ❖ Document 3 : Myrthée Baillon de Wailly. Les enfants et les animaux. Fresque. 1930. Ecole, rue Littré (préau), Paris (6<sup>ème</sup> arr.) Jean-Marc Moser, COARC, Roger-Viollet.
- ❖ Document 4 : Marie-Anne Sire, La mémoire de l'enseignement en France et sa protection au titre des Monuments historiques. Dans : Regards sur le patrimoine mobilier de l'enseignement scolaire et universitaire. Actes sud, 2017.

### Dossier : Restaurer le béton : pathologies, enjeux et techniques

- ❖ Document 1 : Article extrait des cahiers techniques du bâtiment, Restauration du béton à Saint-Pierre de Firminy, publié le 01/12/2005 à 00h01.
- ❖ Document 2 : Photographie de la chapelle Notre-Dame du Haut, Ronchamp, Le Corbusier.
- ❖ Document 3 : Extrait du site internet du Ministère de la Culture, Reims – La restauration des halles du Boulingrin, un chantier d'une grande portée architecturale et technique.

- ❖ Document 4 : Photographie de la cathédrale de Reims en cours de restauration, 1926.
- ❖ Document 5 : Reconstitution d'un panneau publicitaire de l'entreprise Hennebique, 1913, Cité de l'Architecture.

#### **Dossier : Autour du monument**

- ❖ Document 1 : Extrait d'une déclaration préalable pour l'installation d'une antenne téléphonique, Commune de Vallières, Aube.
- ❖ Document 2 : Projet de site patrimonial remarquable pour la ville de Lille.
- ❖ Document 3 : Carte des PSMV en France, 2012.
- ❖ Document 4 : Proposition de périmètre de protection modifié pour le château du Bouëxic, Bretagne. Source : UDAP d'Ille-et-Vilaine, juin 2016.

#### **Dossier : Documenter une œuvre**

- ❖ Document 1 : Tarbouriech, Jean (architecte). Aigues-Vives. Plan de l'abside et de la toiture de l'église, 1926. Dessin sur papier. Hauteur : 47cm Largeur : 61cm. Archives départementales de l'Hérault.
- ❖ Document 2 : Extrait de Principes, méthodes et conduites de l'Inventaire général. p.37
- ❖ Document 3 : Restauration de la chapelle San Tom maso di Pastoreccia à Castellu di Rustinu, Haute-Corse. MO : Collectivité de Corse. MOE : Atelier ARC. Diagnostic juin 2016.
- ❖ Document 4 : Sauvegarde virtuelle de la Cintreuse à membrures Bennie. Extrait de : <https://epotec.wordpress.com/projets-de-recherche/cintreuse-a-membrures-bennie/>

#### **Dossier : Le patrimoine des conflits du XXème siècle**

- ❖ Document 1 : Extrait du site internet du Ministère de la Culture, Cartes des vestiges maritimes du débarquement de Normandie.
- ❖ Document 2 : Article de La Montagne, La démolition de l'ancienne maison d'arrêt de Riom refusée par l'Etat.
- ❖ Document 3 : Extrait du site internet du Ministère de la Culture sur l'archéologie de la Grande Guerre.
- ❖ Document 4 : Article de La Montagne, Vichy candidate au patrimoine mondial de l'Unesco : les atouts de la Reine des villes d'eaux.

#### **Dossier : Approche comparée du patrimoine monumental**

- ❖ Document 1 : L'Allemagne adopte la loi controversée de protection du patrimoine, article extrait du Quotidien de l'Art, 10 Juillet 2017.
- ❖ Document 2 : Le casse-tête du patrimoine de la péninsule italienne, extrait de La Croix, le 29 Juillet 2015.
- ❖ Document 3 : Panneau des tarifs de la cathédrale de Canterbury, Royaume Uni, mai 2019.
- ❖ Document 4 : Communiqué de presse de la DRAC Grand Est à l'occasion des Journées européennes du patrimoine 2018

#### **Dossier : Cartographier le patrimoine**

- ❖ Document 1 : Sesmat Pierre. Les églises-halles classiques en Lorraine. Etudes pour l'habilitation à diriger des recherches. Besançon, 2003. Carte établie par Aloïs Bertrand-Pierron. Région Lorraine – Inventaire général.
- ❖ Document 2 : Présentation du circuit du patrimoine de Chavagnes-en-Paillers sur le site <https://www.enpaysdelaloire.com/activites/a-pied/circuit-du-patrimoine-de-chavagnes-en-paillers>
- ❖ Document 3 : Repérage du bâti ancien de la commune du Thor (Vaucluse). Extrait de : Plan local d'Urbanisme. Inventaire architectural du Thor et de son territoire. Direction du patrimoine de la ville de l'Isle-sur-la-Sorgue. Nelly Duverger et Florence Andrzejewski
- ❖ Document 4 : Page d'actualité Causses et Cévennes. Patrimoine mondial. (<http://www.causses-et-cevennes.fr/actualites/jep-ils-ont-cartographie-le-patrimoine-agropastoral/>)

## Dossier : Apports et limites du mécénat

- ❖ Document 1 : Article des Echos, Notre-Dame de Paris : une leçon de mécénat
- ❖ Document 2 : Article du Point, Patrimoine : le mécénat à la rescousse des châteaux français
- ❖ Document 3 : Extrait du site internet du Ministère de la Culture. Château de Fontainebleau, Restauration du Théâtre Impérial – Théâtre Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan
- ❖ Document 4 : Photographie de la gare d'Orsay en travaux

## SPECIALITE ARCHIVES

### Dossier : Nouveaux usages, nouvelles formes d'exploitation des archives

- ❖ Document 1 : Manonmani Restif et Camille Monnier, Service interministériel des Archives de France, « Promouvoir l'accès aux archives sur internet : le rôle des portails agrégateurs » dans Archives et transparence, une ambition citoyenne, 3<sup>ème</sup> Forum des archivistes, Saint-Etienne, 3-5 avril 2019, p.70.
- ❖ Document 2 : « Les archives nationales font leur hackaton », site internet des Archives nationales, communiqué de presse (extrait)
- ❖ Document 3 : Franck Burckel, Archives municipales et communautaires de Strasbourg, « Nouveaux usages, nouveaux publics pour les archives », dans la Gazette des Archives, n°222, 2011, p.139-147 (extrait)
- ❖ Document 4 : Marie Balayer-Brasier, Archives départementales des Landes, « La salle de lecture de demain : réflexions en cours aux AD 40 », dans archives et transparence, une ambition citoyenne, 3<sup>ème</sup> Forum des archivistes, Saint-Etienne, 3-5 avril 2019, p.68

### Dossier : Les instruments de recherche

- ❖ Document 1 : Extrait de Christine Nougaret, « De l'outil de gestion interne à outil scientifique publié : l'instrument de recherche dans tous ses états (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles) », La Gazette des archives, n°220, 2010-4 « Les instruments de recherche : évolutions, publics et stratégies », p.21-32.
- ❖ Document 2 : Extrait de la fiche de référence « Conversion et encodage en XML EAD d'instruments de recherches électroniques » publiée par l'entreprise Numen ([www.numen.fr/documents/fiche-ref-178-archives-nationales-conversion-fr-2-pdf](http://www.numen.fr/documents/fiche-ref-178-archives-nationales-conversion-fr-2-pdf), page consultée le 20 août 2019.
- ❖ Document 3 : Extrait de l'article « La diffusion des archives sur internet : de nouvelles règles » publié par Bruno Ricard sur le Blog Droits des archives le 15 février 2019 (<https://saifdroit.hypotheses.org/1043.more-1043>, page consultée le 20 août 2019)
- ❖ Document 4 : Extrait de l'intervention d'Isabelle Homer, « Naviguer dans les archives : panorama des stratégies pour simplifier l'accès aux instruments de recherche » publiée sur le blog du Forum des archivistes 2019 (<https://forum.achivistes.org/apres-aafsaite19/session-de-nouvelles-formes-dexploitation-des-archives/>, pages consultée le 20 août 2019)

### Dossier : Les archives et la généalogie

- ❖ Document 1 : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), Délibération n°2015-125 du 7 avril 2015 autorisant la société FamilySeach International à mettre en œuvre plusieurs traitements automatisés de données à caractère personnel (extraits)
- ❖ Document 2 : « Archives de Marseille : la CADA donne raison à un généalogiste », article de Guillaume de Morant, 8 septembre 2011, paru dans La revue française de généalogie (site [rfgenealogie.com](http://rfgenealogie.com))
- ❖ Document 3 : « 80 registres de notaire remis aux archives du Var », article de Guillaume de Morant du 2 juillet 2018, paru dans La revue française de généalogie (site [rfgenealogie.com](http://rfgenealogie.com))
- ❖ Document 4 : « Des relevés d'état civil remontant à 1793 remis à la commune », article de R.Vermot-Desroches paru dans l'Est Républicain Montbéliard, le 6 juillet 2018.
- ❖ Document 5 : « Présentation du moteur de recherche Généalogie » page du site du ministère de la Culture ([culture.fr/genealogie](http://culture.fr/genealogie))

## Dossier : Conserver les archives : entre urgence et anticipation

- ❖ Document 1 : Article de Joël Bigorgne, « Côtes-d'Armor. Les archives départementales vont s'agrandir pour stocker plus de documents », Ouest-France, 16 Février 2019 (<https://www.ouest-france.fr/bretagne/saint-brieuc-22000/cotes-d-armor-les-archives-departementales-vont-s-agrandir-pour-stocker-plus-de-documents-6226324>, pages consultées le 20 août 2019)
- ❖ Document 2 : Article de Stéphanie Dargaud, « Evènement : des ouragans dans un service d'archives : les archives territoriales de Saint-Martin (1/5) » publié dans la rubrique Actualités du portail Francearchives, 6 décembre 2017 (<https://francearchives.fr/fr/actualite/81983199>, page consultée le 20 août 2019)
- ❖ Document 3 : Extrait de l'instruction DAF/DITN/RES/2009/013 du 10 octobre 2009 relative à la publication d'une nouvelle édition (octobre 2009) des règles de base pour la construction et l'aménagement d'un bâtiment d'archives. (francearchives.fr/file/9b3b525406bcefb71499defa092b4d258b09ff97/static\_3327.pdf, page consultée le 20 août 2019)
- ❖ Document 4 : Extrait du catalogue de formation de l'association des archivistes français description du stage « Déployer une politique de sécurité dans un service d'archives », 2019 (<https://www.archiviste.org/https-www-archivistes-org-deployer-une-politique-de-securite-dans-un-service-d-archives>, page consultée le 20 août 2019)

## Dossier : Les archives et la mémoire

- ❖ Document 1 : Article du Figaro (13/09/2018), « Macron ouvre en partie les archives de la guerre d'Algérie » accessible en ligne : [www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/09](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/09)
- ❖ Document 2 : Extrait du programme de la conférence de l'ICA (international Council on Archives) de 2018 à Yaoundé, sur le thème « Archives : gouvernance, Mémoire et Patrimoine », accessible en ligne : <https://icayaounde2018.ica.org/index.php/fr/programme>
- ❖ Document 3 : Article de la revue française (20 août 2018) par Guillaume de Morant, accessible en ligne : <https://www.rfgenealogie.com/s-informer/infos/archives/les-archives-de-l-institut-d-etudes-des-questions-juives-sont-numerisees>
- ❖ Document 4 : Courriel du 26 mars 2019 envoyé au personnel des archives de France par Catherine Junges, sous-directrice de la politique archivistique, Direction générale des patrimoines/Service interministériel des archives de France, à propos des archives produites dans le cadre du Grand débat national.

## Dossier : Les archives à l'heure du numérique

- ❖ Document 1 : Guide du participant de « Meta/morphoses : les archives, bouillons de culture numérique », 2<sup>ème</sup> Forum des archivistes, Troyes, Association des Archivistes français, 30 mars-1<sup>er</sup> avril 2016, p.73-74.
- ❖ Document 2 : Bruno Texier, « Archivistes, emparez-vous de l'open data ! » archimag.com, 26 mai 2017 (extrait)
- ❖ Document 3 : Service Interministériel des Archives de France, modèle d'avertissement au public sur les conditions de réutilisation des informations publiques proposé au réseau des Archives départementales, 5 mai 2017 (extrait)
- ❖ Document 4 : Extrait du Guide du participant de « Meta/morphoses : les archives, bouillons de culture numérique », 2<sup>ème</sup> Forum des archivistes, Troyes, Association des Archivistes français, 30 mars-1<sup>er</sup> avril 2016, p.71-72

## Dossier : La mutualisation

- ❖ Document 1 : Extrait de Vanina Gasly, « Petit précis de mutualisation », article paru dans Archivistes ! n°124, janvier – mars 2018, dossier « La mutualisation », p.25.
- ❖ Document 2 : Extrait de Pascaline Waltier « Pôle patrimoine bâti et écrit ou comment mutualiser des services d'archives, bibliothèque et animation du patrimoine tout en gardant une identité propre ? », La Gazette des archives, n°232, 2013-4, pp.103-110.
- ❖ Document 3 : Décret n°2017-719 du 2 mai 2017 relatif aux services publics d'archives, aux conditions de mutualisation des archives numériques et aux conventions de dépôt d'archives communales, Journal officiel de la République française n°0105 du 4 mai 2017, texte n°95
- ❖ Document 4 : Fiche pratique n°4 Missions et moyens d'un service d'archives mutualisé, Association des archivistes français, section des archivistes communaux, intercommunaux et itinérants, Groupe de travail Mutualisation, mars 2016.

- ❖ Document 5 : Extrait de « Ils ont un SAE en production, vive les Bretons ! » article paru dans Archivistes ! n°124, janvier – mars 2018, dossier « La mutualisation » p.32-33.

## SPECIALITE ARCHEOLOGIE

### Dossier : Expérimentation et démonstration

- ❖ Document 1 : A- Démonstration de taille de silex, musée Plantagenêt, Le Mans  
B – Taille de silex par J.Pellegrin, extrait de vidéo Dailymotion
- ❖ Document 2 : Four expérimental, cliché Association Jeunesse Préhistorique et Géologique de France
- ❖ Document 3 : Analyse fonctionnelle des bitroncatures symétriques de Beg-er-Vil (56) : une approche expérimentale, document Jorge Calvo Gómez
- ❖ Document 4 : Programme des journées nationales de l'archéologie, Conseil départemental de la Dordogne, juin 2019

### Dossier : La médiation en archéologie : acteurs, outils, enjeux

- ❖ Document 1 : Programme des journées de formation du PREAC (Pôle de ressources pour l'éducation artistique et culturelle) Bibracte : Les enjeux de la médiation en archéologie, Saint-Denis, 29 novembre – 1<sup>er</sup> décembre 2017
- ❖ Document 2 : Edito de la lettre de l'Inrap, n°11, Avril 2018, p.1, extrait
- ❖ Document 3 : Mathurin, Virginie : « Archéologie et éducation artistique et culturelle », Culture et recherche, n°139, Printemps-été 2019, p.70

### Dossier : Etudier, conserver, valoriser les sites archéologiques

- ❖ Document 1 : Exemple de mise en valeur de sites archéologiques (sources diverses). Le site antique de Sanxay (Vienne), vue aérienne, source : CMN (Centre des monuments nationaux) et le site de Bliesbruck-Reinheim (Moselle), vue aérienne, source : Parc archéologique européen de Bliesbruck-Reinheim.
- ❖ Document 2 : Exemple de parcs archéologiques (sources diverses). MuséoParc Alésia (Côte-d'Or), vue aérienne, source : MuséoParc Alésia et Villa romaine de Borg (Borg, Allemagne, vue panoramique, source : Parc archéologique de la villa romaine de Borg.
- ❖ Document 3 : Article du journal Ouest France, 29 juillet 2019, source : <http://ouestfrancenews.com/>

### Dossier : Publications en archéologie

- ❖ Document 1 : Extrait du site internet du Ministère de la Culture
- ❖ Document 2 : Extrait du site d'OpenEdition
- ❖ Document 3 : Extrait du rapport de synthèse et prospective de l'archéologie française, Haut conseil de l'évaluation et de la recherche de l'enseignement supérieur 2019.

### Dossier : Les techniques de l'archéologie

- ❖ Document 1 : Décapage à la pelle mécanique, Havrincourt (60) cliché de D.Gliksman, Institut National de Recherches Archéologiques Préventives
- ❖ Document 2 : Fouille du couvent des Jacobins, Rennes (35), cliché de H.Paitier, Institut National de Recherches Archéologiques Préventives
- ❖ Document 3 : Fouille archéologique à Entzheim (67), cliché de la Mairie d'Entzheim
- ❖ Document 4 : La fouille de Marsal (57), cliché du Musée d'archéologie nationale

### Dossier : Sépultures et restes humains

- ❖ Document 1 : Extrait du site internet de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives

- ❖ Document 2 : Le Parisien, 29 août 2019. Nîmes : découverte de tombes romaines de bébés sur un site archéologique.
- ❖ Document 3 : Extrait du site internet de l'Unité mixte de recherche, de la préhistoire à l'Actuel : Culture environnement et Anthropologie, CNRS, université de Bordeaux.

## SPECIALITE PATRIMOINE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET NATUREL

### Dossier : Peut-on tout exposer dans un musée ?

- ❖ Document 1 : Catalogue d'exposition « Body Worlds » (The O2, Londres, novembre 2008). Source : Körperwelten. La fascination de l'authentique. Un guide de l'exposition, par le Prof Gunther Von Hagens, pp.16-17 (Extrait)
- ❖ Document 2 : Tête de Rhinocéros noir (*Diceros Bicornis*) du Muséum d'histoire naturelle de Bourges. Sources : <http://www.museum-bourges.net/museum-les-collections-84.html> (extrait). (Consulté le 16 juillet 2019)
- ❖ Document 3 : Squelette de Mouton (*Ovis aries* L.), n°M.7 – Muséum d'histoire naturelle La Rochelle. Monstre synote, don en 1890. Source : <http://www.alienor.org/collections-des-musees/>
- ❖ Document 4 : Reniflard chuintant (*Emunctator sorbens*), Taxidermie Dominique Nitka (1981). Musée Zoologique de Strasbourg, source : <https://www.musees.strasbourg.eu/oeuvre-musee-zoologique/> (Consulté le 16 juillet 2019)

# Épreuve orale d'entretien avec le jury des concours externes

## - Libellé réglementaire de l'épreuve

« La deuxième épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury permettant d'apprécier les motivations et les aptitudes du candidat au service public, par rapport aux fonctions de conservateur, notamment dans la ou les spécialités dans la(les)quelle(s) le candidat est admissible. Le jury apprécie également les aptitudes du candidat à exercer les responsabilités telles que décrites [dans les décrets portant statuts particuliers du corps des conservateurs du patrimoine et du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine] (durée : trente minutes ; coefficient 3). »

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

## - Forme de l'épreuve

Le candidat ne bénéficie pas d'un temps de préparation.

L'épreuve commence par un exposé du candidat de son parcours, sa formation et le cas échéant son expérience professionnelle (durée 5 minutes maximum).

Cette présentation concise permet au jury d'introduire une discussion plus large avec le candidat (durée 25 minutes minimum).

L'épreuve est notée par cinq membres du jury, dont le président et un élu local.

## - Objectifs de l'épreuve

L'épreuve s'adresse aux candidats admissibles qui ont passé avec succès les épreuves écrites d'admissibilité.

Par conséquent, cette épreuve n'a ni pour objectif ni pour modalité d'interroger les candidats sur des questions scientifiques, quelles que soient les spécialités des candidats. Il s'agit d'une épreuve de recrutement à part entière, comme dans tous les concours administratifs de ce niveau.

L'épreuve doit donc permettre au jury d'interroger le candidat sur ses motivations et ses aptitudes pour exercer les missions prévues par les statuts particuliers du corps des conservateurs du patrimoine et/ou du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine, notamment dans la (ou les) spécialité(s) choisie(s), et d'évaluer sa capacité d'adaptation et sa réactivité ainsi que ses qualités d'analyse et de propositions au regard, par exemple, d'un problème d'ordre général, d'un sujet d'actualité et/ou d'une mise en situation.

L'épreuve doit être abordée par le candidat comme un exercice ayant pour objectif de démontrer sa connaissance de son futur environnement professionnel, son aptitude au service public, à la gestion d'un service et au management et sa capacité à exercer les responsabilités prévues par les statuts particuliers.

L'entretien vise à estimer la personnalité, la motivation et le parcours des candidats ainsi que leur compréhension des enjeux et des valeurs du service public.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les spécialités, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- exposer et communiquer ses idées de manière claire et précise ;
- défendre son point de vue de manière argumentée et structurée ;
- faire appel à des connaissances et/ou des expériences personnelles ;
- être en prise avec les enjeux et l'actualité du métier et de la (ou des) spécialité(s) choisie(s) ;

- faire preuve d'analyse critique ;
- être une force de proposition, d'analyse et de synthèse pour un décideur ;
- savoir adapter le problème posé à la réalité du terrain ;
- faire preuve de curiosité et d'ouverture d'esprit ;
- faire preuve de jugement et de réserve ;
- maîtriser les règles de l'expression orale ;
- tenir et animer la conversation ;
- face aux questions, savoir faire preuve de réactivité et d'une bonne maîtrise de soi ;
- maîtriser le temps imparti.

# Épreuve orale d'entretien avec le jury des concours internes (épreuve de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle)

## - Libellé réglementaire de l'épreuve

« La première épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury visant à apprécier la personnalité ainsi que les qualités du candidat et à évaluer les acquis de son expérience professionnelle (durée : trente minutes ; coefficient 3).

Pour conduire cet entretien qui a pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle, d'une durée de dix minutes au plus, le jury dispose du dossier constitué par le candidat en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. Au cours de cet entretien, le candidat est également interrogé sur le contenu des fonctions de conservateur du patrimoine.

Le jury évalue le niveau et la nature de l'expérience acquise par le candidat lors de son parcours professionnel, ses compétences professionnelles et techniques, ses motivations. Cette épreuve vise aussi à apprécier la qualité et la rigueur de sa démarche professionnelle, sa capacité à appréhender les enjeux liés aux fonctions d'encadrement et de gestion d'un service et ses aptitudes au management.

Seul l'entretien avec le jury donne lieu à notation.

En vue de l'épreuve orale de sélection, le candidat établit un dossier de reconnaissance des acquis de son expérience professionnelle comportant les rubriques [fixées réglementairement]. Ce dossier sera transmis aux membres du jury. »

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

## - Forme de l'épreuve

Les candidats déclarés admissibles par le jury établissent un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP). Ce dossier doit être retourné obligatoirement par voie postale, en cinq exemplaires, au service des concours de l'Institut national du patrimoine dans les quinze jours à compter de la date de publication des résultats d'admissibilité, le cachet de la poste faisant foi.

Le jury prend connaissance du dossier RAEP avant l'audition du candidat. Le candidat ne bénéficie pas d'un temps de préparation spécifique.

L'épreuve commence par un exposé du candidat de son parcours et de son expérience professionnelle (durée 10 minutes maximum).

Cette présentation concise permet au jury d'introduire une discussion plus large avec le candidat (durée 20 minutes minimum).

L'épreuve est notée par cinq membres du jury, dont le président et un élu local.

## - Objectifs de l'épreuve

L'épreuve s'adresse aux candidats admissibles qui ont passé avec succès les épreuves écrites d'admissibilité.

Par conséquent, l'épreuve n'a ni pour objectif ni pour modalité d'interroger les candidats sur des questions scientifiques, quelles que soient les spécialités des candidats. Il s'agit d'une épreuve de recrutement à part entière, comme dans tous les concours administratifs de ce niveau, adossée à un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Cette épreuve doit permettre au jury d'appréhender la personnalité et les motivations du candidat et de l'interroger sur les compétences acquises pour exercer les fonctions prévues par les statuts particuliers du corps des conservateurs du patrimoine et/ou du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine. Elle doit aussi conduire à apprécier ses connaissances et compétences professionnelles pour la (ou les) spécialité(s) choisie(s), sa capacité d'adaptation et sa réactivité ainsi que ses qualités d'analyse et de propositions au regard d'un problème d'ordre général, d'un sujet d'actualité et/ou d'une mise en situation.

L'épreuve doit être abordée par le candidat comme un exercice ayant pour objectif de démontrer sa connaissance de son futur environnement professionnel, son aptitude au service public, à la gestion d'un service et au management et sa capacité à exercer les responsabilités prévues par les statuts particuliers.

L'entretien vise à estimer la personnalité, la motivation et le parcours des candidats ainsi que leur compréhension des enjeux et des valeurs du service public.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les spécialités, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- exposer et communiquer ses idées de manière claire et précise ;
- défendre son point de vue de manière argumentée et structurée ;
- faire appel à des connaissances et/ou des expériences personnelles ;
- être en prise avec les enjeux et l'actualité du métier et de la (ou des) spécialité(s) choisie(s) ;
- faire preuve d'analyse critique ;
- être une force de proposition, d'analyse et de synthèse pour un décideur ;
- se transposer dans la situation donnée et savoir adapter le problème posé à la réalité du terrain ;
- imaginer l'ensemble des ressources sur lesquelles s'appuyer dans le contexte donné ;
- proposer des solutions alternatives ;
- faire preuve de curiosité et d'ouverture d'esprit ;
- faire preuve de jugement et de réserve, en particulier concernant les questions relatives à son employeur actuel ;
- maîtriser les règles de l'expression orale ;
- tenir et animer la conversation ;
- face aux questions, savoir faire preuve de réactivité et d'une bonne maîtrise de soi ;
- maîtriser le temps imparti.

# Rapport sur l'épreuve orale d'entretien avec le jury

## Concours externe et interne

L'épreuve vise à apprécier les capacités des candidats au regard des exigences du recrutement en tant que conservateurs du patrimoine au sein de la fonction publique d'Etat ou territoriale : connaissance des missions et responsabilités du conservateur du patrimoine, du positionnement dans l'environnement professionnel et institutionnel, de la déontologie de la fonction publique ; aptitudes au management au travers des enseignements issus d'expériences ou de l'observation de situations ; motivations eu égard aux responsabilités d'un conservateur du patrimoine et expression d'un projet professionnel cohérent ; savoir-être, en particulier aptitude à la communication, à l'expression d'un point de vue personnel étayé, à l'ouverture d'esprit.

D'une durée de 30 mn, l'épreuve se décompose en deux temps : présentation par le candidat de son parcours en 5 mn pour le concours externe, en 10 mn pour le concours interne (les membres du jury ayant eu préalablement connaissance du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle déposés par les candidats au concours interne). Il est attendu des candidats qu'ils respectent strictement ce cadre, et notamment la durée de leur présentation.

Pour le concours externe, 51 candidats ont été auditionnés, dont 12 présentant deux spécialités. Un grand nombre de candidats sont apparus comme ayant préparé de façon appropriée la forme de leur présentation, et ont fait état d'expériences multiples. Les présentations les plus pertinentes ont dépassé le caractère descriptif des expériences au profit d'une restitution structurée et synthétique, ont exprimé de façon claire et vivante les motivations de la candidature au concours et la projection dans un parcours professionnel à l'issue de la formation à l'INP. Ont parfois été relevés des aspects artificiels dans le plan de la présentation ou dans le recours à des citations.

Dans l'échange, le jury a particulièrement apprécié les candidats ayant démontré la capacité à dépasser leur spécialisation et à éviter les lieux communs au profit de l'expression d'une réflexion personnelle, nourrie de leurs expériences, y compris des écueils rencontrés, ainsi que d'une curiosité à l'actualité professionnelle et culturelle. La démonstration d'une conscience de la nature et du niveau des responsabilités futures a également fait la différence.

Des lacunes importantes ont été relevées chez de trop nombreux candidats sur l'environnement institutionnel, y compris sur des contextes rencontrés par le candidat dans son parcours : compétences et organisation des collectivités (notamment différence entre le rôle des élus et celui de l'administration et composantes de celle-ci), organisation et missions du ministère de la culture et des directions régionales des affaires culturelles... Les mises en situation destinées à apprécier la capacité du candidat à se situer dans un environnement professionnel, dans une hiérarchie, un cadre juridique, des relations humaines, ont donné des résultats très inégaux.

Enfin, pour les candidats présentant deux spécialités, la motivation et la logique de ce choix par rapport au parcours sont souvent apparues peu pertinentes, au préjudice de la lisibilité et de la crédibilité de la démarche du candidat.

Pour le concours interne, 17 candidats ont été auditionnés dont 7 présentant 2 spécialités. Les résultats ont été très inégaux, quelques candidats étant apparus très peu conscients des réalités professionnelles et des responsabilités du corps ou du cadre d'emplois auquel ils se présentaient, d'autres à l'inverse manifestant une prise en compte très mûre de ces exigences.

Plus encore que pour le concours externe, la capacité à structurer la présentation en évitant l'énumération des expériences était attendue. La présentation ne saurait être une reprise mot pour mot du dossier RAEP, ce qui a parfois été relevé. Dans l'échange avec le jury, les capacités de synthèse, d'organisation de l'argumentation ainsi que le recul par rapport aux expériences antérieures ont parfois fait défaut, au détriment du développement d'une réflexion et de la projection dans de nouvelles réalités professionnelles.

Le jury attendait tout particulièrement des candidats qu'ils démontrent en quoi leur démarche constituait une étape nouvelle et étayée de leur parcours -ni la simple continuation de celui-ci, ni une aspiration insuffisamment construite-, comment ils s'étaient préparés à cette étape, envisageaient l'apport de la formation à l'INP et leur projet professionnel à l'issue.

Enfin, les mêmes réserves sont à émettre que pour le concours externe sur la démarche des candidats présentant deux spécialités, souvent peu convaincante au regard des parcours.

# Épreuve orale de langue vivante étrangère

## - Libellé réglementaire de l'épreuve

« L'épreuve consiste en une conversation dans une langue vivante étrangère à partir d'un texte (durée : trente minutes ; préparation : trente minutes ; coefficient 1).

La langue vivante étrangère faisant l'objet de cette épreuve est choisie par le candidat lors de l'inscription parmi celles mentionnées dans l'annexe IV [allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, italien, japonais, russe].

Cette langue doit être différente de celle choisie, le cas échéant, pour la troisième épreuve d'admissibilité. L'usage du dictionnaire n'est pas admis. »

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

## - Forme de l'épreuve

Le candidat tire un texte au sort dans la langue vivante étrangère choisie lors de son inscription, généralement un article de presse.

Après 30 minutes de préparation, le candidat passe une épreuve de 30 minutes devant deux examinateurs spécialisés. Il s'agit de faire un résumé, une analyse et un commentaire du texte proposé, avant de poursuivre par une conversation avec le jury à partir du texte.

Le jury ne demande pas au candidat de traduire un passage du texte ou de se présenter.

## - Objectifs de l'épreuve

L'épreuve a vocation à vérifier la maîtrise de la langue vivante étrangère choisie, la qualité de la conversation et les capacités du candidat à communiquer ses idées.

Les questions posées permettent à tous les candidats de s'exprimer, d'argumenter et de développer leurs réponses, sans faire appel à des connaissances trop directement liées à un domaine particulier.

Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des critères d'appréciation pour toutes les langues, le candidat sera notamment évalué sur sa capacité à :

- comprendre, résumer, analyser et commenter un texte dans la langue choisie ;
- dégager l'intérêt du texte et mettre en perspective ses enjeux ;
- structurer de manière ordonnée son exposé selon un plan clair et cohérent ;
- exposer et communiquer correctement ses idées dans la langue choisie ;
- maîtriser le vocabulaire approprié ;
- allier clarté argumentative et justesse linguistique ;
- démontrer son affinité avec la langue choisie et la (les) culture(s) qui lui sont associées ;
- maîtriser les règles de l'expression orale ;
- tenir et animer la conversation ;
- face aux questions, savoir faire preuve de réactivité et d'une bonne maîtrise de soi ;
- maîtriser le temps imparti.

# Sélection de textes tirés au sort par les candidats

Anglais

The World in 2019

Leaders

The Economist

## The next front in the culture wars

Prepare for intense argument over gender self-ID, warns Helen Joyce

FOR THOSE tired of identity politics, 2019 will bring little respite. On the most polarising subjects—including abortion, Brexit and immigration—few people will change their minds. But a new identity issue has emerged, and it is one where allegiances are not yet fully formed. That will start to change in 2019.

That issue is "gender self-identification": the notion that humans are best classified, not according to biological sex, but by whether they say they feel more like a man or a woman, or something in between. On many liberal university campuses, in America and elsewhere, it has become orthodoxy that all students should wear "pronoun badges" declaring their preference for he, she or—if they identify as non-binary, gender-fluid or some-such—they, ze, hir or one of a host of other neologisms.

In October a leak from the Trump administration suggested that America's federal government was planning to withdraw all recognition of diverse gender identities. At the same time, though, in Democrat-controlled cities and states gender self-ID is passing rapidly into law. That means access to single-sex facilities such as toilets, changing rooms, and even domestic-violence shelters and rape-crisis centres is according to self-ID.

The same is true in Canada, where in 2017 the government granted gender identity and gender expression the same status in human-rights law as sex, race and religion. In Britain, where people can change their legal sex if two doctors concur in a diagnosis of gender dysphoria—distress caused by feeling that you live in a body of the wrong sex—self-ID is becoming the norm in practice, and may soon become the law. New Zealand is mulling a bill that would allow the sex on birth certificates to be changed by a simple declaration. Some Australian states are considering leaving sex off all official documents. The information would instead be held on a private government database. Citizens could change their listed sex up to three times.

The intention of self-ID is to be fair to transgender people—those who regard the sex that doctors observed when they were born as a poor fit for the way they feel or wish to be perceived. The liberal approach is to let them present themselves as they wish. But self-ID goes much further. It forces everyone else to accept a subjective feeling as reality, and everything that flows from it, including access to spaces and facilities designated for the opposite sex. That is both illiberal and dangerous, as will become clearer in 2019.

Britain, where the press is feisty and feminists have run a canny campaign against the planned legal

*Self-ID laws have been vague and sweeping*

Helen Joyce: finance editor, *The Economist*



changes, is ahead of the trend. Newspapers have publicised several cases of predators taking advantage of de facto self-ID, including a convicted rapist moved to a women's prison after identifying as a woman, who sexually assaulted other inmates. The *Sunday Times* collated figures showing that sexual offences are far more common in mixed-sex pool changing-rooms than in single-sex ones. Girlguiding UK, which is now open to all self-declared girls, not just biological ones, faced tough questions about child protection after it expelled two leaders who asked whether it had assessed the risks.

Many on the religious and conservative right have always opposed such policies on principle. Those on the left, more instinctively sympathetic to accepting trans people's self-declared genders, will find it harder to accept the evidence of harm, even as more comes to light. Many have dismissed as "transphobic" any concerns that rapists and other violent men might exploit gender self-ID, or that natal women may prefer the privacy of single-sex spaces. That has inhibited the open debate needed for good policymaking. As a result, self-ID laws have been vague and sweeping, lacking the safeguards that might have made them workable.

### Lost in translation

The spectacle of so-called progressive people dismissing assaults on women and children as collateral damage will alienate many feminists with whom they are accustomed to share common cause. Transgender people, already fodder in the culture wars, will suffer from being tarred with the same brush as opportunistic predators. There is still time to search for ways to protect them without harming others. But without a rethink, battle lines will harden. ■

## The Definition of Insanity

The El Paso massacre was the deadliest of three in less than a week—all perpetrated by young men using legally purchased semi-automatic weapons. The death toll, including two shooters, stood at 36: 22 in El Paso, four at a festival in Gilroy, California and ten in Dayton, Ohio, with dozens left injured. America has grown accustomed to such events. There have been 31 shootings with three or more deaths in 2019. On average, according to a research outfit called the Gun Violence Archive, this year has seen one shooting in which four or more people were killed or injured every day.

Two of these attacks—in Gilroy and El Paso—are being investigated as domestic terrorism, raising questions about how police and politicians confront the threat from white-supremacist terror. On July 23rd Christopher Wray, the FBI director, said his agency had made around 100 domestic-terror arrests since October, most of them related to white supremacists. Yet even though, according to the Anti-Defamation League, an NGO, right-wing extremists were responsible for 70% of killings apparently motivated by some extremist ideology in America between 2009 and 2018, the counterterrorism apparatus remains geared more towards catching foreign terrorists than domestic ones.

That stems partly from a legal distinction. Providing money or personnel to a designated foreign-terrorist group such as al-Qaeda or ISIS is illegal. No such statute exists for domestic terrorism, and in any case white-supremacist attacks are carried out by individuals who buy their own guns and radicalise themselves online. Initiating a terrorism investigation based on opinions posted on web forums gets into murky First Amendment waters. (...)

Shortly before he began his attack, Patrick Crusius, the El Paso shooter, appears to have posted a manifesto on 8chan. He wrote that his attack was “a response to the Hispanic invasion of Texas”—a state that until 1836 was part of Mexico. He railed against immigration and environmental damage, and advocated “decreas[ing] the number of people in America using resources. If we can just get rid of enough people, then our way of life can become sustainable.” Towards that end, he travelled from the suburb of Dallas where he was brought up to El Paso, a majority-Hispanic border city, and opened fire in a store packed with back-to-school shoppers from Mexico. One survivor said he specifically targeted people he thought were Hispanic.

“The Hispanic community,” he wrote, “was not my target until I read *The Great Replacement*.” This refers to a conspiracy theory that blames feckless Western elites for “replacing” people of European ancestry with non-white immigrants. “*The Great Replacement*” was the title of a book by a French polemicist. Brenton Tarrant, an Australian man who earlier this year murdered 51 people in two mosques in New Zealand, used it as the title of his own manifesto, which Mr Crusius endorsed.

This is an updated version of an older conspiracy theory known as white genocide, which propounds that the world’s white population is being deliberately shrunk and diluted through mass immigration, low fertility rates, multiculturalism and miscegenation (Mr Crusius also inveighed against “race mixing”). Unsurprisingly, many on the far right believe this to be a Jewish plot.

These beliefs, notes Oren Segal of the Anti-Defamation League, “are not just on these fringe internet forums. If anyone operating there turned on Fox News, they would hear similar sentiments.” Tucker Carlson, the second-most-popular host on cable news, has said that Democrats want “demographic replacement” through “a flood of illegals”. Laura Ingraham, another host, has argued that Democrats “want to replace you, the American voters, with newly amnestied citizens and an ever-increasing number of chain migrants.” (...)

To his credit, in a speech on August 5th Mr Trump denounced “racism, bigotry and white supremacy”. He also advocated making it easier to commit the mentally ill to hospital, “stop[ping] the glorification of violence in our society” and develop “tools that can detect mass-shooters before they strike”. Missing from the list was a commitment to moderate his own speech, or anything that would make it substantially harder for angry young men to obtain semi-automatic weapons.

*The Economist*, Aug 8<sup>th</sup> 2019

## Speak up

Who is the greater threat to free speech: President Donald Trump or campus radicals? Left and right disagree furiously about this. But it is the wrong question, akin to asking which of the two muggers currently assaulting you is leaving more bruises. What matters is that big chunks of both left and right are assaulting the most fundamental of liberties—the ability to say what you think. This is bad both for America and the world.

The outrages come so fast that it is easy to grow inured to them. The president of the United States calls truthful journalism “fake news” and reporters “enemies of the people”. In June, when a reporter from *Time* pressed him about the Mueller inquiry, he snapped, “You can go to prison.” (...) Mr Trump cannot actually lock up reporters, because America’s robust constitution prevents him. But his constantly reiterated contempt for media freedom reassures autocrats in other countries that he will not stop them from locking up their own critics. On the contrary, when Saudi Arabia blatantly murdered Jamal Khashoggi, a *Washington Post* contributor, in its consulate in Istanbul last year, Mr Trump was quick to reassure the Saudi crown prince that this would not affect any oil or arms deals.

Campus radicals are less powerful than the president. But he will be gone by 2021 or 2025. By contrast, the 37% of American college students who told Gallup that it was fine to shout down speakers of whom they disapprove will be entering the adult world in their millions. So will the 10% who think it acceptable to use violence to silence speech they deem offensive. Such views are troubling, to put it mildly. It does not take many threats of violence to warn people off sensitive topics. And although the left usually insist that the only speech they wish to suppress is the hateful sort, they define this rather broadly. “Hateful” views may include opposing affirmative action, supporting a Republican or suggesting that America is a land of opportunity. Mansfield University of Pennsylvania bans students from sending any message that might be “annoying”. In some Republican states, meanwhile, public universities face pressure to keep climate change off the curriculum. Small wonder most American students think their classmates are afraid to say what they think.

As societies have grown more politically polarised, many people have come to believe that the other side is not merely misguided but evil. Their real goal is to oppress minorities (if they are on the right) or betray the United States (if they are on the left). To this Manichean view, campus radicals have added a second assertion: that words are in themselves often a form of violence, and that hearing unwelcome ideas is so traumatic, especially for disadvantaged groups, that the first job of a university is to protect its faculty and students from any such encounter. Some add that any campus official who disputes this dogma, or who inadvertently violates the ever-expanding catalogue of taboos, should be hounded out of their job.

These ideas are as harmful as they are wrongheaded. Free speech is the cornerstone not only of democracy but also of progress. Human beings are not free unless they can express themselves. Minds remain narrow unless exposed to different viewpoints. (...)

The notion that people have a right not to be offended is also pernicious. Offence is subjective. When states try to police it, they encourage people to take offence, aggravating social divisions. One of the reasons the debate about transgender rights in the West has become so poisonous is that some people are genuinely transphobic. Another is that some transgender activists accuse people who simply disagree with them of hate speech and call the cops on them. Laws criminalising “hate speech” are inevitably vague and open to abuse. (...)

Governments should regulate speech minimally. Incitement to violence, narrowly defined, should be illegal. So should persistent harassment. Most other speech should be free. And it is up to individuals to try harder both to avoid causing needless offence, and to avoid taking it.

*The Economist*, Aug 15<sup>th</sup> 2019

## End front-page falsehoods and regain the public's trust

Alan Rusbridger\*, *The Guardian*, Sat 28 Sep 2019

The postmortem on how we got ourselves into this mess will be long and complex. But at its heart will lie this simple proposition: good democracy relies on good information.

What does “good information” look like? We might say: information that is not only true but also believed. And therein lies the problem. We're no longer very willing to believe almost anybody. Most surveys of trust find very little faith in what government or politicians tell us. But there are also extraordinarily low levels of trust in most media. Nearly two-thirds of people say they can no longer tell good journalism from rumour or falsehoods. This is, to put it mildly, a disaster. Into this vacuum of unbelief and mistrust step liars and peddlers of fantasies. By all means call another referendum or election, but what makes anyone confident that the electorate will make a “better” decision than last time round? And I don't just mean Brexit.

If you are going to put a crucial decision on the future of Britain to a vote of citizens it's pretty obvious what the proper function of the press should be: to arm them with unvarnished facts on both sides of the argument. We might add: don't pretend a complex question is a simple one. And: by all means tell us your own view, but save that until you've given us the facts.

For the past four years – you might say much longer – this is not how much of the British press has behaved. Several newspapers have done the opposite. They pretended Europe was a really simple question. They did not bother to present both sides of the argument. And they appeared overwhelmingly keener on shouting their own views before presenting straight news. (...)

But there will, in time, be so much more to examine. The then proprietor of the *Express*, a former pornographer, writing a cheque for £1m to Nigel Farage at the start of the referendum campaign – thereby effectively signalling the end of the *Express* as a newspaper. The *Sun* printing a BeLeave in Britain poster – and duly having to register it as a £97,000 donation to the Leave campaign. Why should the public trust “proper” news when journalists turn propagandists?

And then the bullying. The front-page exhortations to “crush the saboteurs”, the denunciations of the “enemies of the people” and the Brexit mutineers. “Dissident” MPs displayed like targets on front pages as though the murder of one of their colleagues counted for nothing. And, lately, the persistent anonymous feeding of anonymous No 10 titbits to journalists, who breathlessly rush them on to Twitter with barely a care as to whether they're actually true. (...)

Posh boys being populist is one of the hallmarks of the current state we're in. Etonians, unironically, give a kicking to “the elites” with a winking eye on next day's tabloid headlines. Oxford graduates sneer at experts. Dominic Cummings (private school and Oxford) holds most manifestations of post-Enlightenment values in contempt. The new elitism is a deadly form of condescension. *Sun* readers aren't there to be informed. Entertained, yes. Inflamed, yes. Infuriated: certainly. But not well informed.

Interestingly, the *Mail*, under a new editor, is quietly turning itself into a much more nuanced paper, willing to do justice to more than one side of an argument. An editorial on Hale was notably reasonable – miles away from the finger-jabbing fury of the previous regime. Sales seem to be holding up just fine (and, I'm told, more than 200 advertisers have returned).

Most foot soldiers in journalism do the job because they absolutely believe in the role of good information in good democracies. Something is stopping them: and the sooner we can fix that the better.

\* Alan Rusbridger, a former editor-in-chief of the *Guardian*, is principal of Lady Margaret Hall at Oxford and chairs the Reuters Institute for the Study of Journalism

## Even if WeWork is in trouble the office is still being reinvented

*It could lead to a two-tier system*

“From nine till five, I have to spend my time at work,” warbled Martha and the Muffins back in 1980. “My job is very boring, I’m an office clerk.” Many of the hundreds of millions of people who trek into an office will feel as despondent at the prospect as Martha did. The office needs a revamp. But the crisis at WeWork, a trendy office-rental firm whose boss, Adam Neumann, stepped down this week after its attempt to float its shares turned into a debacle, shows that businesses are still struggling to come up with a new format.

The large office, like the factory, is an invention of the past two centuries. The factory arose because of powered machinery, which required workers to be gathered in one place. Big offices grew from the need to process lots of paperwork, and for managers to instruct clerks on what to do. But now the internet, personal computing and handheld devices mean that transactions can be dealt with on-screen and managers can instantly communicate with their workers, wherever they are. The need for staff to be in one place has been dramatically reduced.

A new model may take time to emerge—electric power was first harnessed in the 1880s but it was not until the 1920s that factories changed their layouts to make full use of it. The new model will have to balance three factors: the desire of many workers for a flexible schedule; the high cost for firms of maintaining office space; and the countervailing desire to gather skilled workers in one place, in the hope that this enhances collaboration.

People who work at home or in a Starbucks have no need for a stressful commute and can adjust their hours to suit their way of life. In turn, that flexibility lets companies cut down on space. Our analysis of 75 large listed services firms in America and Britain shows that annual rental costs per employee have dropped by 15% over the past 15 years, to \$5,000. Many firms operate a hot-desking system where workers find a new seat every day. At the London offices of Deloitte, a consultancy, 12,500 people have access to the building but only 5,500 desks are available.

But hot-desking can be alienating. Every night, workers must erase all trace of their existence, hiding away their possessions. When crammed into desks sited close together, workers wear headphones to shut out noisy neighbours. Studies suggests this leads to more emails and less face-to-face communication. So much for collaboration and camaraderie.

High-skilled workers can be repelled by these conditions. So the hot-desking drive has been accompanied by a countervailing trend, in which this elite get better facilities. Those who need to concentrate have quiet spaces. Better lighting and air conditioning aim to keep employees healthy. Apple’s new headquarters has parks, a meadow and a 1,000-person auditorium. The hope is that when workers mingle or relax, that will spark ideas.

All this looks like a shift towards an airline-style world of work, with economy seating for the drones and business-class luxury for skilled workers, who enjoy some of the benefits once reserved for senior executives. But this is a hard trade-off to get right.

The office is bound to change further. Some firms may ask if it makes sense to have offices in city centres. In an era of remote collaboration, software and documents sit in the cloud and offices could disperse to cheaper places. Mr Neumann’s business plan is in tatters. But one of his insights is surely right: the office of the mid-21st century will be as different from today’s as the high-tech factory is from the Victorian mill.

*The Economist*, Sep 28<sup>th</sup> 2019

## In praise of British exceptionalism

Two veteran London correspondents salute the wisdom of Brexit

**Die Flucht der Briten aus der europäischen Utopie.** By Jochen Buchsteiner. *Rohwolt*; 144 pages; €15  
**Le Brexit va réussir.** By Marc Roche. *Albin Michel*; 240 pages; €18.50

The inventors of modern democracy”, lamented Bernard-Henri Lévy last summer, have confused “the people with the mob, the hatchet of the referendum with the wisdom of the *agora*, a national rebirth with a plunge into the void.” The French philosopher was in London on a mission: to persuade those democratic inventors, the British, to cancel Brexit. In his one-man play, “Last Exit before Brexit”, Mr Lévy showered his hosts with flattery, pressing Byron, Nelson and Orwell into the service of his argument that Brexit was fundamentally at odds with English liberalism, which in turn had been fundamental to the European project. “The software of Europe is English,” he urged.

Eccentric as it seemed to some, the performance reflected the continental establishment’s bafflement and dismay at Britain’s divorce from the European Union. Brexit, in this reading, contradicts an old perception of Britain as a pragmatic, undramatic sort of place. For Marc Roche, a longstanding London correspondent for *Le Monde*, France’s newspaper of record, that establishment view is deeply mistaken. He cites Mr Lévy’s speech in the final chapter of “Le Brexit va réussir” (“Brexit Will Succeed”). “Fundamentally, I’m in total disagreement,” he announces. (...)

“Die Flucht der Briten aus der europäischen Utopie” (“The Britons’ Flight from the European Utopia”) by Jochen Buchsteiner takes a similar line. Mr Buchsteiner is another veteran London correspondent, for the *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Germany’s leading conservative broadsheet. Like Mr Roche, he believes that the continental consensus epitomised by Mr Lévy is wrong; that Brexit is true to Britain’s historical and philosophical traditions; and that it could yet prove a success. In their drastic departures from received wisdom on the mainland, both books merit attention by Anglophone readers, too.

Both are rooted—and sharpest—in their accounts of Britain’s exceptionalism. Mr Roche is preoccupied by the monarchy, beginning each of his chapters with an anecdote about the royal family. The queen’s cameo in the opening ceremony of the Olympic Games in London in 2012 is cited as an example of Britain’s global cultural reach. (...) More elegantly, Mr Buchsteiner steers readers through Henry VIII’s break from Rome, the English civil war, the psychological legacy of the British empire and the enduring role of the second world war in Britons’ self-image. But the two authors agree about what makes Britain unusual: a strange mix of pragmatism and pride, openness and complacency. Both argue that this exceptionalism makes Brexit a natural development. Britain’s empirical tradition and messy state, they argue, sit awkwardly in a club founded on Napoleonic legal precepts and Kantian utopianism. In this analysis, leaving the EU, particularly at a time when storm clouds loom, could be a sort of homecoming to Britain’s peculiarity—and a chance to realise its inherent advantages. (...)

### Best of all possible Brexits

All of which is a refreshing change to simplistic continental shock. Britain’s vote to leave the EU was indeed partly a reflection of its “otherness”. A few Brexiteers, particularly among Britain’s elites, are indeed urbane and worldly. Their aim is not to close the country off, but rather to make it more open to the world beyond Europe. Some believe that Britain’s relations with its immediate neighbours will be more harmonious after it extracts itself from a project to which it is ill suited.

But they are a minority. For more of its adherents, Brexit is a nativist project that is supported by isolationist arguments. Vote Leave, the more “moderate” of the two pro-Brexit campaigns in 2016, fear-mongered about millions of spectral Turkish immigrants. Nigel Farage, the leader of the other, more hardline campaign, was the dominant personality of the referendum. And far from reconciling the country to itself, the vote has left it bitterly divided. To regard Brexit as a sunny liberation, as Mr Roche and Mr Buchsteiner do, and thus that the best of all possible futures awaits, is a fallacy of its own. (...) These two books are insightful and worthwhile commentaries on a country both authors love—but it is surely a gloomy reading of Britain’s traditions to see its current predicament as a national self-fulfillment. As Mr Lévy quixotically insisted, Britain is better than Brexit.

*The Economist*, Books and Arts section, Sep 26<sup>th</sup> 2019

## Hire Education

AS THE TORY leadership election hobbled on, the London *Evening Standard* hoped that Boris Johnson would prove a “big-hearted, optimistic, liberal” leader. They expected that as prime minister he would reassure millions of socially liberal voters who backed Remain. Yet in his nearly two months in Downing Street, the liberal Mr Johnson has been absent. His authoritarian alter-ego has stolen the show by suspending Parliament, ditching plans to abandon short prison sentences and delivering a speech in front of a phalanx of uniformed coppers. When he droned on for so long that one of them fainted, he didn’t look terribly big-hearted either.

This week the liberal returned—at least for a day. On September 11th he announced that foreign students will be allowed to stay in Britain for two years after their degrees while working or looking for a job, rather than the current four months. It is the most significant sign yet that Mr Johnson’s government will abandon the hostile approach to immigration favoured by his predecessor, Theresa May.

Foreign students could stay for two years after their studies until 2012, when Mrs May, then the home secretary, introduced the current limit in an attempt to cut net migration. Mr Johnson’s government is “explicitly moving away from the focus on reducing numbers,” says Robert McNeil of the Migration Observatory at Oxford University. The new policy is also significantly more liberal than that recommended by the government’s independent migration advisory committee.

It is good news for universities. Britain has long been a destination of choice for foreign students, thanks to tuition in English and the cachet of its institutions. Though it remains the second-most favoured destination, it has lost market share in recent years. Indians, in particular, have switched to countries with more generous options for post-study work. Foreign students already account for a fifth of places in Britain. The relaxed rules should tempt many more of them.

Vice-chancellors are especially keen on students from outside the European Union, who pay the full cost of their degree, rather than the £9,250 (\$11,400) per year that universities can charge Britons and other Europeans. The number of Asian students looking to study abroad is booming, thanks to growing wealth and connectedness. The British government hopes to increase the number of foreign students from about 450,000 to 600,000 by 2030.

Employers are cock-a-hoop, too. The current rules leave them a brief window to find good graduates to sponsor or risk them going home. The new scheme gives firms and graduates the time to “try before you buy”, says Ian Robinson of Fragomen, a law firm. The overall impact on the labour market will be slight, since only 40,000 or so students a year took up the two-year period before it was abolished. But it will give firms a bigger pool of workers with desirable skills. Far more international students plump for business or engineering degrees than courses in history or philosophy.

And the policy is the most significant attempt yet by a Leaver to follow through on the commitment to create an outward-looking “global Britain” after Brexit. Exporting education boosts Britain’s soft power around the world. More heads of state and government (58) were educated in Britain than in any other country, according to a study in 2017 by the Higher Education Policy Institute, a think-tank. As Brexit roils the country, at least there are some lessons Britain can still teach.

## Free exchange | Replacebook

*Imagine a world without Facebook. It might be a better place*



**T**HERE HAS never been such an agglomeration of humanity as Facebook. Some 2.3bn people, 30% of the world's population, engage with the network each month. Economists reckon it may yield trillions of dollars' worth of value for its users. But Facebook is also blamed for all sorts of social horrors: from addiction and bullying to the erosion of fact-based political discourse and the enabling of genocide. New research—and there is more all the time—suggests such accusations are not entirely without merit. It may be time to consider what life without Facebook would be like.

To begin to imagine such a world, suppose that researchers could kick a sample of people off Facebook and observe the results. In fact, several teams of scholars have done just that. In January Hunt Allcott, of New York University, and Luca Braghieri, Sarah Eichmeyer and Matthew Gentzkow, of Stanford University, published results of the largest such experiment yet. They recruited several thousand Facebookers and sorted them into control and treatment groups. Members of the treatment group were asked to deactivate their Facebook profiles for four weeks in late 2018. The researchers checked up on their volunteers to make sure they stayed off the social network, and then studied what happened to people cast into the digital wilderness.

Those booted off enjoyed an additional hour of free time on average. They tended not to redistribute their liberated minutes to other websites and social networks, but chose instead to watch more television and spend time with friends and family. They consumed much less news, and were thus less aware of events but also less polarised in their views about them than those still on the network. Leaving Facebook boosted self-reported happiness and reduced feelings of depression and anxiety.

It also helped some to break the Facebook habit. Several weeks after the deactivation period, those who had been off Facebook spent 23% less time on it than those who had never left, and 5% of the forced leavers had yet to turn their accounts back on. And the amount of money subjects were willing to accept to shut their accounts for another four weeks was 13% lower after the month off than it had been before. Users, in other words, overestimate how much they value the service: a misperception corrected by a month of abstinence. Even so, most are loth to call it quits entirely. That

reluctance would seem to indicate that Facebook, despite its problems, generates lots of value for consumers, which would presumably vanish were the network to disappear.

Yet that is not quite clear. Consider the choice faced by the treatment group when the deactivation period is over: to rejoin the network or remain off while the rest continue to like and share. It is possible that a user might not want to go without a service used by 2.3bn others, but also that the world would be better off if the service did not exist at all.

How could that be? A social network thrives thanks to increasing returns to scale. The more people on a network, the more potential connections it facilitates and the larger its value to each user. Such effects helped power Facebook's rise; founded in 2004, it took off as the share of the population online grew explosively. New netizens naturally gravitated to the social network used by most of their friends and family, which reinforced Facebook's advantages—in much the same way that a booming city attracts new residents because of the opportunities created by the large pool of people already there. You could say Facebook is the world's first digital megacity, thronging with people, enabling huge amounts of human contact, both good and bad.

In the life of physical cities, the attraction of being close to others can lead to remarkable durability. Industrial towns sprouted along the Great Lakes in the 19th century because of the advantage of being close to water transport—especially once canals linked the lakes to the Atlantic. Great Lakes shipping is not the economic force it once was, yet millions of people remain in cities like Chicago and Detroit, Cleveland and Buffalo. Interpreting that durability is tricky. Suppose a team of researchers were to approach a few thousand midwesterners and ask them, for the sake of experiment, to spend a month in southern California. The subjects of the experiment might find the experience surprisingly enjoyable, yet nonetheless return home because of the friends, family and professional contacts who remain in the Midwest. The choice to return could reflect the unique value created by midwestern cities. But it might instead mean that midwesterners are stuck in a bad equilibrium: that well-being would go up if only they could agree, collectively, to decamp to sunnier climes.

## Don't panic

"IT'S TIME to stop vaping," says Lee Norman, a health official in Kansas. Six people are dead in America, apparently from smoking e-cigarettes. More than 450 have contracted a serious lung disease. So Mr Norman's advice sounds reasonable. The Centres for Disease Control and the American Medical Association agree: the country's 11m vapers should quit. A new idea is circulating, that vaping is worse than smoking. On September 11th the Trump administration said it intends to ban non-tobacco flavoured vaping fluid. Some politicians want a broader ban on all e-cigarettes.

The facts have gone up in smoke, as so often happens during health scares. Although more research is needed, the evidence so far suggests that the recent vaping deaths in America did not come from products bought in a shop but from badly made items sold on the street. In five out of six cases, the tainted vaping products were bought illicitly; the other involved liquid bought in a legal cannabis shop in Oregon. One theory is that the vape fluid was mixed with vitamin E. This is an oil—something that should not enter the lungs. If inhaled, oil causes the type of symptoms that the stricken vapers display.

America's Food and Drug Administration (FDA), which is investigating the products involved, rightly refuses to panic. It says vapers should not buy products containing cannabis extract, or those sold on the street. This is sensible. When you buy an unlicensed liquid from an unregulated supplier, you have no idea what you are puffing. This is why governments also discourage people from drinking moonshine spirits, which are sometimes deadly. In Costa Rica, for example, 25 people recently died from imbibing hooch contaminated with methanol. However, just as with alcohol, regulators should draw a distinction between illicit products and the legal, unadulterated sort.

E-cigarettes are not good for you. The vapour that vapers inhale is laced with nicotine, which is addictive. Some of the other chemicals in it may be harmful. But vaping is far less dangerous than smoking tobacco—a uniquely deadly product. If people turn to e-cigarettes as a substitute for the conventional sort, the health benefits are potentially huge. Smoking kills 450,000 Americans every year, and a staggering 7m people worldwide. Anything that weans people off tobacco is likely to save lives.

The big worry about e-cigarettes is that they will create a new generation of nicotine addicts. Some people who have never previously smoked have taken up vaping, including a worrying number of children. In America, for example, one quarter of high-school pupils vape.

This is alarming, and helps explain why so many governments, such as those of Egypt, Mexico, Singapore, Taiwan and Brazil, have banned e-cigarettes. They should not. Prohibition usually causes more harm than good. Forbidding e-cigarettes will lead vapers to buy illicit products—the type that are far more likely to poison them. It will also deter many law-abiding smokers from switching to something less deadly.

For these reasons, regulating vaping is wiser than trying to eliminate it. Governments should carefully control what goes into vape fluid, following the example of the European Union, which restricts the amount of nicotine it may contain. America's FDA, by contrast, seems constantly to change its mind about how to regulate vaping. Governments should also regulate how e-cigarettes are advertised. Marketing aimed at children is obviously unacceptable. So, perhaps, are fruity flavours that appeal especially to young palates. Government health warnings should be clear and measured. Vaping may be a dangerous habit, but it is vastly less deadly than lighting up.

## First, do no harms

Ministers unveil an ambitious proposal to regulate online content

**I**N THE SPRING a government's fancy turns to thoughts of internet regulation. This month alone, Singapore announced a bill to clamp down on fake news, Taiwan said it would ban Chinese-owned video-streaming services and Australia rushed through its parliament a Sharing of Abhorrent Violent Material bill, which among other things seeks to hold tech-company executives personally liable for failing swiftly to take down offensive content.

On April 8th the British government published a 102-page policy paper outlining how it thinks internet regulation should work to reduce what it awkwardly calls "online harms". It is enormous in scope and hugely ambitious, encompassing any company that allows people "to share or discover user-generated content or interact with each other online". That would include not just big social networks but also community forums, review sites, dating apps and much else. The harms covered are similarly extensive, from terrorist material and child abuse to more subjective things such as trolling and disinformation. Some fear it opens the door to censorship of the internet.

To be sure, there is a lot to iron out. The government appears keen to avoid stifling speech, imposing cumbersome regulation on small companies, snooping on private conversations or setting up large-scale monitoring of online traffic. But the paper is vague on how it will achieve its aims of

proportionate regulation and monitoring without infringing on liberties.

Moderating content on the internet has so far been a losing game of whack-a-mole. This was brought home by the Christchurch massacre in New Zealand in March, when a video of the shooting and a manifesto written by the alleged culprit spread rapidly on some of the world's best-resourced social-media platforms despite efforts to prevent their dissemination. In the case of both copyright and terrorist- or abuse-related material, tech platforms are legally responsible for quickly removing content they find or are made aware of. Yet merely taking down objectionable content ignores the question of how it got there.

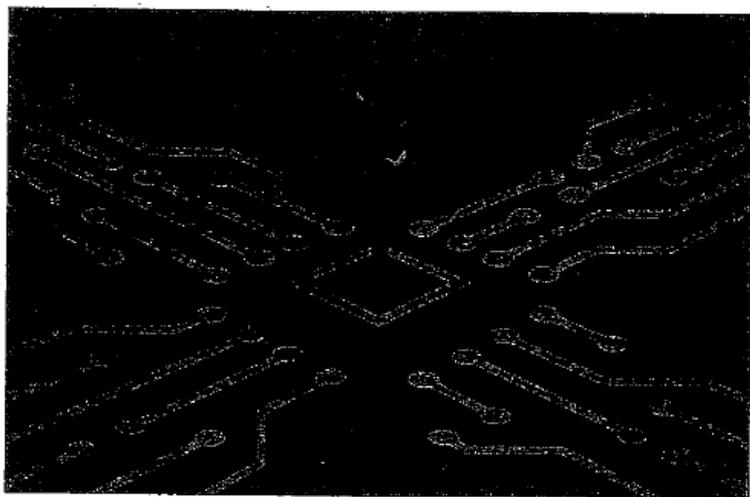
Britain's approach—which it hopes will be adopted elsewhere—is to require companies to design their services in ways that make it harder for bad content to spread in the first place. The big idea is to impose a statutory "duty of care". Companies must "take reasonable steps to keep their users safe and tackle illegal and harmful activity on their services". The government will set up a new regulator or hand new responsibilities to an existing one, such as Ofcom, which oversees broadcast media and telecoms, or the Information Commissioner's Office, the data-protection watchdog. The regulator's mandate will be broad: publishing guidelines for companies, overseeing complaints, encouraging co-operation between firms and issuing fines, as well as other, harsher penalties, including blocking websites in Britain or holding senior managers personally responsible.

The eventual legislation will have to walk a tightrope between several conflicting imperatives. Maintaining national security and protecting the vulnerable must be balanced against individual liberties. Imposing substantial requirements on big tech companies must not stifle innovation

or prevent smaller firms from thriving. And the new law must not conflict with existing British and European rules that protect online platforms from liability for content they simply host. On the last, the government's plans seem to suggest that, so long as companies live up to their duty of care by designing products in a way that discourages the dissemination of proscribed material, they will be protected.

Tech firms said they would work with ministers to fine-tune the regulations. They are already resigned to being kept on a tighter leash. Last month Mark Zuckerberg, Facebook's boss, called for more internet regulation in an article in the *Washington Post*. Draft legislation will appear at the earliest in the autumn, and is unlikely to become law for a couple of years. A change of prime minister, a general election or continued parliamentary gridlock around Brexit could see it slip down the agenda. As the policy paper puts it, the government will "bring forward legislation when parliamentary time allows". In the meanwhile, the harms continue to multiply. ■

The Economist April 13th 2019



## **In British politics, posh pronunciation reigns**

**Johnson / *The Economist*, July 4<sup>th</sup> 2019**

IN “YEARS AND YEARS”, a new television drama co-produced by the BBC and HBO, Emma Thompson plays a politician whose abrasive ideas, such as barring those with low IQs from voting, rocket her to power. To British viewers, her policies might seem more plausible than another of her character’s distinctive qualities: an unapologetically Mancunian accent.

Although the range of voices at the peak of politics in Britain has broadened, it is still narrow. The United Kingdom has a huge variety of accents. Each of the four constituent nations is diverse, and England (just the size of Alabama) is the most diverse of all. Yet later this month a new prime minister will be installed who—whether it be Jeremy Hunt or Boris Johnson—will sound much the same as every modern holder of that office: like a polished South-Easterner.

True, there have been nuances. James Callaghan had traces of the West Country in his vowels, and Harold Wilson slightly more Yorkshire. John Major was not the poshest of speakers. Tony Blair, who broke a string of five state-school-educated prime ministers, thought fit to try on a bit of “Estuary”, the demotic South-Eastern accent that contrasts somewhat with the cut-glass tones prevalent higher up the class scale.

Yet a tourist driving the length of Britain would find these are merely hints of the country’s spectrum. Wilson had nothing like the full Huddersfield (where he was born). Mr Major campaigned as a “working-class boy from Brixton”, but he hardly talked like a pipe-fitter. That is because, from the 19th century onwards, people who aspire to govern Britain have imitated the upper-class pronunciation of the South-East, often known as Received Pronunciation (RP) and associated with *pukka* schools. Scottish, Welsh and Irish accents remained just about acceptable, but pole-climbers from the English regions have had to “lose their accent” and “learn to speak properly”.

Both of these goals are, in linguistic terms, meaningless to impossible. Everyone has an accent. Oxford’s vowels are not inherently superior to Sunderland’s; foreign speakers of English rate RP no more positively than other varieties. Rather than losing an accent, strivers from the working classes and regions have mastered a new one that is associated with prestige. Geography and class overlap. The full version of regional English accents is typically heard among the working classes. Those hoping for advancement in London tend to minimise them (or lose them entirely).

America is different. Though a “General American” accent predominates, the past four presidents have all deviated from it. Donald Trump’s New York origins are obvious in his voice, Barack Obama (a General American speaker) could turn on African-American where appropriate, George Bush’s Texan was key to his identity, as was Bill Clinton’s Arkansan. Southern accents, in particular, are prominent. During the Trump years alone, a secretary of state (Rex Tillerson), attorney-general (Jeff Sessions), White House press secretary (Sarah Sanders), secretary of energy (Rick Perry) and Senate majority leader (Mitch McConnell) have all had strong southern accents. Such a concentration of northern tones in a British cabinet is, for now, improbable.

Two reasons stand out. American politicians must live in the places they represent, and ideally come from there as well. The local accent proves you are not “carpet-bagging”, or swanning into a winnable seat. In England in 2015, less than half of MPs were born in the regions they represented; still less in the actual constituency. Some who have the same strong regional accents as their voters say they meet constituents who can hardly believe they are talking to an MP. The second reason is the dominance of London in Britain’s politics, economy and culture. Paris similarly dominates France, and politicians are mostly expected to minimise regional accents in politics there, too. Germany is like America, a newer and federal state, with local power bases and an economy spread more evenly across the country. For a Bavarian politician to sound anything other than Bavarian would be a betrayal; to adopt the distinctive accent of a native Berliner would be downright bizarre.

Other parts of British life, notably the BBC, have opened up to different accents. Parliament has more of them than it did in recent decades. But Downing Street lags behind. In an age of disdain for distant elites, opening up room for leaders to sound like their voters might just help a loathed political establishment survive a populist age.

## Why You Shouldn't Believe Tech Companies

A few years ago, during an interview with Twitter's C.E.O., Jack Dorsey, something broke in my brain. I was in San Francisco to grill him on a number of thorny issues about online harassment and content moderation. His answers, while aspirational, clarified very little and seemed to require blind good faith to accept.

As he spoke to me about the inevitable changes and evolution of the company that would, someday, lead to a platform full of healthy, productive conversations, I found my mind wandering. What if instead of relying on the inevitable march of progress, Dorsey and Twitter cut their losses and closed up shop (Ashley Feinberg, far braver than me, actually asked Dorsey this point-blank in a subsequent interview)? Would we be better off?

I'd been covering technology for a decade, and during the course of the interview I began to see Silicon Valley's problems as far more existential than I'd thought. My model had shifted from "How we can coexist with these platforms in a healthy way?" to "Should we should exist with them at all?"

This same question has been bouncing around my head throughout our Privacy Project. Since technology companies insidiously frame digital privacy as a trade-off, there's an implication that we must sacrifice something precious to gain something precious. We take this as a given — the cost of doing business. The price of technological progress. But there's no reason it has to be this way. Which brings me to two wonderful pieces I read this week.

Agree to disagree, or disagree better? We'll help you understand the sharpest arguments on the most pressing issues of the week, from new and familiar voices.

The first is by Rose Eveleth in *Vox* on "the biggest lie tech people tell themselves." In it, she argues that technology executives view and market invasive new technology — from smart diapers to facial recognition — "as inevitable evolutions" but in reality, they're anything but. "Evolution doesn't have meetings about the market, the environment, the customer base," she writes. "Evolution doesn't patent things or do focus groups. Evolution doesn't spend millions of dollars lobbying Congress to ensure that its plans go unfettered."

Eveleth points out that tech companies promote a narrative of evolution to coax us into desiring these new products. In this narrative, Amazon's Echo is not just a plastic speaker with a robot voice and a few always-on microphones; it's the inevitable march of civilization toward maximum utility and productivity. To oppose the product isn't consumer choice but instead a darker form of Luddite-ism. It's to be against human progress.

I felt this acutely during Amazon's recent product launch where the company proposed wiring every aspect of our lives with sensors and microphones in the name of progress. But none of this technology is inevitable. Yes, Facebook, Google, Amazon and others have captured powerful segments of the market and frequently use their muscle to dictate what the future ought to look like (Eveleth points out that "often consumers don't have much power of selection at all"). But there's something dangerous about buying into the idea that technology must evolve at the expense of our right to privacy.

There are ways to stop this so-called evolution, as *M.I.T. Technology Review's* Angela Chen detailed last week in a piece called "This is how you kick facial recognition out of your town." Chen offers a multipronged approach utilizing corporate pressure and civil rights law to ban facial recognition while the technology is still in its infancy.

As Chen's piece suggests, stopping facial recognition isn't easy. Even cities that have banned government use of the technology are only as strong as their weakest link, meaning that landlords and private companies can still surveil and potentially sell that information back to those who've been banned from using the tech. But technology doesn't evolve on its own to mine more of our data; it's engineered by companies to do so. Those companies, as Chen argues, are more responsive to vast corporate pressure than we might assume. The same goes with legislation and regulation.

Eveleth ends her piece with a call to action: "It's time to question what 'progress' actually means." Though my brain has been broken by a decade of studying the consequences of technology, her words still hit me hard. They are a powerful reminder for all of us. It doesn't have to be this way. The surveillance state is not inevitable.

Charlie Warzel,  
*The New York Times*, October 8<sup>th</sup>, 2019

Italien

### **Adotta un libro”, partito il progetto di salvaguardia del patrimonio librario ebraico**

Ariela Piattelli, *La Stampa*, 11 settembre 2019

Si sono salvati dalla razzia del 1943 e dall'alluvione di Firenze del '66. Adesso rischiano il deterioramento e aspettano di essere restaurati gli 8000 volumi antichi, che raccontano la storia dell'ebraismo italiano. Per questo l'Unione delle Comunità Ebraiche Italiane ha lanciato il progetto “Adotta un libro”, la prima campagna di Crowdfunding che punta a salvare questo importante patrimonio librario.

Il fondo raccoglie volumi che vanno dal '500 all' '800. Una parte importante proviene dall'antica biblioteca del Collegio Rabbinico Italiano: libri razzati dai nazisti a Roma durante la Seconda Guerra Mondiale, e trasportati a Francoforte; furono gli americani a ritrovarli, e dopo la guerra vennero restituiti. Altri sono volumi storici liturgici che appartenevano alla Comunità ebraica di Firenze e sono stati portati in salvo, molti già gravemente danneggiati dall'alluvione. «Ci sono anche volumi provenienti da piccole comunità ebraiche estinte per mancanza di popolazione. – spiega la responsabile della Biblioteca del Centro Bibliografico dell'Unione delle Comunità Ebraiche Italiane Gisèle Lévy - Molti sono stati stampati da tipografie non più esistenti come la tipografia Sadun o Ottolenghi di Livorno, oppure da tipografi importantissimi a Venezia come De Gara».

Si tratta di un patrimonio librario immenso, soprattutto per ciò che racconta della cultura ebraica italiana: «I libri antichi rappresentano la testimonianza del nostro passato – spiega il Rabbino Capo della Comunità Ebraica di Roma e direttore del Collegio Rabbinico Riccardo Di Segni nella presentazione del progetto - un passato ebraico e specificatamente ebraico italiano. E' una raccolta che ha una sua storia importante. Questo patrimonio librario contiene opere di vario tipo, collezioni di responsa di ebrei italiani, collezioni assolutamente specifiche e particolari, edizioni popolari e di uso comune, come libri di Torah destinati agli studenti, e testi di letteratura rabbinica di uso didattico. E' un patrimonio immenso, che purtroppo rischia il degrado».

«Questi libri sono importanti perché attraverso di essi si comprende l'ambito culturale in cui si sono sviluppati il pensiero, l'azione, la fede, degli ebrei che vi hanno studiato. C'è bisogno di un intervento massiccio, studiato e pensato, affinché il patrimonio non vada perso» sottolinea lo studioso Amedeo Spagnoletto. Danneggiati da acqua, polvere, parassiti della carta, macchie causate dall'umidità, i libri devono essere sottoposti a complesse e costose opere di recupero e restauro: « Hanno bisogno di tutto: - conclude Gisèle Lévy - il restauro prevede lo spolvero, la disinfestazione, la disinfezione, poiché le muffe li hanno aggrediti, i batteri si sono propagati e continuano a propagarsi, dunque è necessario fermare questa malattia. Sarebbe bello ripresentarli per capire chi eravamo e come eravamo».

## **Venezia, a Rialto e San Marco solo vetrine da patrimonio culturale**

*La Repubblica*, 26 settembre 2019

Una delibera, che ora passerà al vaglio della Regione, vieta moda low cost o souvenir di bassa gamma "made in China". Chi vorrà aprire un negozio dovrà tutelare e valorizzare il patrimonio culturale della città per non farle perdere "la sua autentica identità".

Niente vetrine con paccottiglia e souvenir di cattivo gusto. In Piazza San Marco e a Rialto a Venezia i negozi dovranno essere in linea con la tutela del patrimonio culturale della città. Il Consiglio comunale della Laguna ha approvato all'unanimità la delibera che dispone "misure di regolamentazione dell'esercizio di attività ai fini della loro compatibilità con le esigenze di tutela e valorizzazione del patrimonio culturale dell'area di Piazza San Marco e dell'area Realtina".

Il provvedimento, che si aggiunge a quelli approvati nei mesi scorsi dalla Giunta e dal Consiglio a tutela del patrimonio artistico e culturale di Venezia, vuole tutelare i caratteri ambientali e il tessuto storico-culturale della Città Antica, anche in considerazione della necessità di presidiare lo sviluppo dei flussi turistici e il conseguente rischio di far perdere alla Città antica la sua autentica identità. Allo stesso tempo - si legge nel testo - l'intento è contribuire a una generale lotta al degrado contro i fattori suscettibili di recare lesione di interessi generali, quali la salute pubblica, la civile convivenza, il decoro urbano, il paesaggio urbano storico, la tutela dell'immagine e dell'identità storico-architettonica della città".

La delibera identifica con precisione le categorie di merci che potranno essere esposte in vetrina a Rialto e a San Marco e i confini entro cui per i prossimi 3 anni la norma sarà vigente: riguarderà gli esercizi che si affacciano su Piazza San Marco, Piazzetta San Marco e Piazzetta dei Leoncini, oltre che quelli situati sul Ponte di Rialto e in tutta l'area.

Le categorie ammesse nelle due aree riguardano: commercio al dettaglio e/o produzione del settore di moda di alta gamma, librerie, gallerie d'arte e antiquari, arredamento e design, commercio e/o produzione di oggetti preziosi, commercio di orologi di alta gamma, commercio e restauro di oggetti d'arte, cose antiche o articoli d'antiquariato, articoli di numismatica e filatelia, artigianato artistico, tipico, tradizionale e storico.

Per le attività già esistenti nelle aree coinvolte vengono indicate alcune prescrizioni cui adeguarsi entro 6 mesi dal raggiungimento dell'intesa con la Regione: i negozi di artigianato artistico, tipico, tradizionale e storico devono specificare il luogo di produzione del prodotto espressamente in vetrina, con legenda visibile; è confermato il divieto di esposizione di prodotti di qualsiasi tipo, forma e materiale su lati delle vetrine delle porte d'ingresso ai negozi, inclusa la porta stessa, sia all'interno della medesima che all'esterno; è vietato l'uso di espositori esterni al negozio, anche se temporanei, agganciati ad esempio sulla porta d'ingresso, come già previsto dai vigenti regolamenti.

Nel contesto dell'Area Marciana, indipendentemente dalla tipologia merceologica prevista, dovrà essere garantito il mantenimento di arredi o allestimenti già in essere o di analoga connotazione e lo spazio vetrina dovrà essere allestito in modo non pregiudizievole del carattere storico del bene e comunque rispondente a canoni ordinari di decoro.

## **Via Francigena, un cammino dal potenziale ignorato. A Santiago crea lavoro, noi cosa aspettiamo?**

Eleonora Bianchini, *Il Fatto Quotidiano*, 24 agosto 2018

Sono una fan del cammino, per dare aria ai pensieri e cambiare prospettiva. Nel 2017 ho fatto il Cammino di Santiago, da Saint-Jean-Pied-de-Port a Sarria. Bello, attrezzato, accogliente. Con la conchiglia che marca il sentiero sulle case e sull'asfalto, difficile perdersi. Per i pellegrini c'è sempre qualche struttura dove alloggiare, comunale o privata (dai 5 ai 10 euro), un posto dove mangiare (menù fisso ovunque e abbondante a 10 euro), si cammina lontani dalla strada e dai suoi pericoli. Insomma, cammini e sei sereno, anche economicamente. Sai che tra cibo e pernottamento, spendi dai 20 ai 30 euro al giorno.

Ieri ho fatto la mia prima prova su strada della Francigena. Da Pavia a Corteolona. Si parte dal centro storico, poi è tutta campagna e paeselli. Tanto verde, tanti campi. E tanto, tantissimo asfalto. Il pellegrino cammina ai margini della strada, stretta, dove spesso due macchine insieme non riescono a passare. Per non parlare dei camion.

In un paese, ho chiesto se di pellegrini se ne vedessero. "Eh, sì, alla mattina, passano in gruppo o almeno in due. Ce n'è, ce n'è. L'albergo dei pellegrini c'è più avanti", mi dice un ristoratore. Una notte quanto costa? "35 euro". Ritiro l'entusiasmo. Più avanti sul percorso chiedo a un altro bar. "Sì, di gente a piedi ce n'è, ma sono soprattutto stranieri". E dove dormono la notte? "Si fermano qui a colazione e non parlano italiano, quindi non sappiamo, non gli parliamo. Le chiese magari li fanno dormire lì. Hanno la tenda dietro, zaini enormi". Campeggiano dove si può. Il paradosso è che in un paesino non lo sappiano. E non sanno neanche che potenziale possa avere un cammino del genere, se solo ci fossero strutture e servizi di accoglienza. Potrebbe creare migliaia di posti di lavoro. Non è normale: anche il cammino di Santiago è partito da zero. Nel 1970 solo 68 pellegrini arrivati a Compostela. Nel 2017 sono 301.036. Il percorso è stato indicato in modo chiaro, mentre sulla Francigena le indicazioni sono affidate a minuscoli adesivi. E sono state costruite strutture, servizi, dalla Navarra alla Galizia. Hanno capito che funziona, che crea un indotto altrimenti impensabile per quei territori.

Tanti italiani preferiscono prendere un aereo e andare a Santiago piuttosto che aprire la porta di casa e imboccare la Francigena, per la spesa e le difficoltà logistiche. Bisogna investire creando una via adeguata, per curiosi, pellegrini, trekker, camminatori, sensibilizzare e informare il territorio, creare agevolazioni fiscali per chi decide di aprire un'attività per pellegrini (con una capacità media di spesa inferiore rispetto al turismo tradizionale e una durata di "vacanza" di alcune settimane o alcuni mesi). Trasmettere l'idea che quella via storica, antica e famosa è una risorsa economica. Dà nuova vita a tanti paesini svuotati. Vedere passare da lì camminatori entusiasti e curiosi non può che essere uno stimolo per regalare ai locali una prospettiva diversa, non abituati a scambi con chi viene da lontano..

Il cammino di Santiago ha rivitalizzato intere regioni. I dati parlano di un indotto di 55 milioni nel 2004, che dieci anni dopo è arrivato a 200 milioni. E noi, cosa aspettiamo?

*Repubblica*, 09 ottobre 2019

### **Nello stand dei prodotti tipici entra "l'amaro del Duce". E scoppia la polemica**

"Amaro del duce" e "Bollicine del duce". Per esaltare il marchio italiano e l'etichetta "Prodotto in Italia". In Friuli Venezia Giulia scoppia il caso delle bottiglie dedicate a Mussolini esposte nei giorni scorsi alla kermesse "Gusti di frontiera", i tre giorni delle eccellenze enogastronomiche del territorio che ha visto la partecipazione di migliaia di visitatori. In mezzo ai prodotti tipici friulani è spuntata anche l'immagine del duce. E In Regione adesso divampano le polemiche. La gaffe - in realtà ampiamente annunciata, come diremo - arriva a cavallo della missione istituzionale negli Stati Uniti dell'assessore alle Attività Produttive Sergio Bini: cinque giorni di visite, incontri, seminari e degustazioni per promuovere, appunto, i prodotti "made in Friuli Venezia Giulia". Tra Chicago e New York ci sarà qualcuno che, incuriosito, chiederà spiegazioni all'assessore sulle bottiglie con l'etichetta di Mussolini? Sulla vicenda il Pd va all'attacco e chiede al presidente del FvG di "prendere le distanze da queste provocazioni e rappresentazioni che nulla hanno a che fare con il nostro territorio". L'ingresso sul mercato dell' "Amaro del duce" era stato comunicato quest'estate, a fine luglio, dai due ideatori del progetto: Ferdinando Polegato, ristoratore di Sequals, e il produttore vinicolo Andrea Lunardelli. La notizia aveva provocato le proteste dell'Anpi. Ma il liquore - come annunciato - ha fatto capolino nella prestigiosa rassegna "Gusti di frontiera". Incuranti delle polemiche, Polegato e Lunardelli spiegano che l'idea nasce con l'obbiettivo di "rimarcare ed esaltare il marchio 'Prodotto in Italia' "... e chi è più rappresentativo di Benito Mussolini chiamato il DUCE !" ?, domandano. L'amaro del Duce, venduto a 25 euro, era in offerta lancio a 20 euro e sul sito i due produttori avevano annunciato che sarebbe stato presentato a "Gusti di frontiera", dal 26 al 29 settembre a Gorizia. Le polemiche sono destinate a continuare.

Viene in mente il caso - raccontato da "Repubblica" a giugno 2018 - del supermercato di Jesolo dove sugli scaffali campeggiavano decine di bottiglie con effigi naziste e fasciste e le fotografie di Hitler: primo piano, mezzo busto con elmetto o basco, figura intera e braccio destro teso. Sulle etichette, le scritte "Sieg heil", "Mein Kampf", "Führer", "Ein Volk, ein Reich, ein Führer" ("un popolo, un Reich, un Führer"). E poi le tazze: anche queste con l'immagine del Führer e il simbolo della Croce di Ferro nazista: 5,90 euro a pezzo. Disse il titolare del supermercato Top Market, Stefano Nopetti: "È solo business. Non capisco chi si indigna e sono contro i falsi moralismi. Se la gente le compra - e di queste bottiglie ne comprano tante - io continuo a venderle". Illegale all'estero, il business dei vini di Hitler e Mussolini (detti anche "vini della storia") in Italia muove quasi 400mila euro l'anno (esportazioni comprese). Le aziende che si spartiscono l'affare sono tre. Sul caso del supermercato di Jesolo intervenne, con parole di condanna, il deputato dem Lele Fiano, e Nicola Fratoianni di SI presentò un'interrogazione parlamentare.

Paolo Berizzi

*La Repubblica*, 22/08/19

### **Quell'hotel nano che seduce ragazzi e manager**

Il risveglio in un ostello a capsule comincia con un sonoro e involontario calcio alla parete. Scendere dal letto senza che la punta dei piedi sbatta contro il metallo è quasi impossibile. Anche sfilarsi i pantaloni del pigiama nei 30 centimetri che separano il letto dalla tendina richiede una certa acrobazia. Siamo all'Ostelzzz di via Giorgio Jan a Milano. In un vecchio edificio di cinque piani, tra palazzi di nobili decaduti e arcate di pregio, c'è l'unico ostello a capsule d'Italia. Il primo ad aprire in una città. L'idea nasce in Giappone nel 1979 e si sviluppa in Asia fino a espandersi come soluzione d'emergenza in scali e stazioni ferroviarie. Nel 2017 arriva in Italia, negli aeroporti. Ma se dormire in una scatola di 4 metri cubi fino a oggi era un'esperienza per pochi, Zzzleep and go, start up della provincia di Varese, ha scelto di esportare il modello da Malpensa ai turisti.

Cento posti letto divisi in 88 cabine: singole, doppie e familiari. I bagni sono in comune. La capsula più piccola è alta 1 metro e 40, lunga 2 e larga uno e 60. Per dare l'idea delle sue dimensioni, basti pensare che non si può entrare senza chinare la testa né girarsi senza prima buttarsi, letteralmente, sul materasso. I trolley restano fuori. D'istinto si cerca una via di fuga: gli occhi rimbalzano da una parete all'altra come in una partita di tennis. Le linee del campo sono ben tracciate: nulla è lasciato al caso. Oltre ai 90 centimetri di materasso si alza un comodino, lo specchio e due prese di corrente. Ai piedi del letto c'è una cassetta di sicurezza. Le luci sono al led e, a differenza degli ostelli tradizionali, tenerle accese tutta la notte non infastidisce nessuno. Niente tv perché «le cabine sono pensate solo per dormire», spiega Fabio Rocchetti, direttore operativo.

Ma quanto costa dormire in una capsula? La più piccola, con la chiusura a tendina, costa 20 euro, 45 la doppia. Ma i prezzi variano. Un esempio? Durante il Salone del Mobile è impossibile trovare un posto a meno di 120 euro. Gli ospiti sono perlopiù stranieri e arrivano da Cina e Brasile.

Del resto, i comfort sono quelli di un luxury: pulizia tre volte al giorno, asciugamani e drink di benvenuto. E c'è persino chi ha deciso di vivere qui. Manager e uomini d'affari che all'hotel o una stanza in affitto preferiscono la capsula. «Lavorano negli uffici qui vicino e dal lunedì al venerdì dormono da noi». Una clientela, ammette Rocchetti, «arrivata a sorpresa». L'età media di chi sceglie questa soluzione è tra i 20 e i 30 anni. Sono i viaggiatori "zaino in spalla" e si fermano per un paio di notti. Ma ci dormono anche nonni con i nipoti «e persino milanesi spinti dalla curiosità». Ma c'è anche chi, quando vede che lo spazio è così angusto, scappa. «Il venti per cento dei clienti fa il test di una notte e poi prolunga».

La libertà è massima. Non ci sono vincoli di orario: i totem accolgono gli ospiti h24. Ostelzzz, spiega Gian Maria Leto, «è un ostello futuristico». E nel 2020, a Torino, la start up aprirà un nuovo ostello, con 200 posti.

Elisabetta Invernizzi

## Grazie al #MeToo il mondo scopre il genio di Artemisia

*La Repubblica*, 21/12/18

C'è un fantasma che si aggira nei musei e nelle case d'asta europee, chiedendo vendetta. È quello di Artemisia Gentileschi. La sola pittrice donna del Seicento (1593-1654) passata realmente alla storia si sta prendendo la sua rivincita. Se c'è qualcuno che, nel 2019, rischia di oscurare l'anniversario di Leonardo e la popolarità di Caravaggio, è sicuramente lei. Il 19 dicembre scorso la National Gallery di Londra ha dato il benvenuto in collezione all'Autoritratto come Santa Caterina d'Alessandria. Acquistato a luglio per 4,7 milioni di dollari (attuale record dell'artista), restaurato in diretta social con filmati molto condivisi, colma una lacuna nelle sale del primo museo d'Inghilterra.

La National Gallery, che nelle sue raccolte conta appena 23 opere firmate da signore, ha in programma di investire concretamente su Gentileschi. Il 6 marzo, alla Women's Library di Glasgow, la tela sarà esposta in occasione della festa della donna. Tanto per accrescere il culto e alimentare il feticismo verso un'artista che conserva un potenziale pop tutt'ora inespresso.

Stavolta, più che alla storia dell'arte, la riscoperta di Artemisia si deve ad Asia Argento e ad Harvey Weinstein. Perché la Giuditta che taglia la testa di Oloferne, ritwittata fino allo stremo, è diventata l'icona digitale del #MeToo, attribuendo nuovamente alla pittrice il ruolo di femminista *ante litteram*. Artemisia è l'eroina che denuncia il suo stupratore: Agostino Tassi, portato a processo nel 1612.

Le geniali invenzioni di Caravaggio incontrano il gusto contemporaneo per la violenza e il voyeurismo, le opere di Gentileschi possono fare altrettanto. Così nella decapitazione di Oloferne si può leggere quella metaforica di Tassi. E il gesto di Giuditta che uccide il nemico diventa quello di Artemisia che vendica la violenza subita. Ce n'è abbastanza perché il nostro bisogno di non fiction venga appagato un'altra volta e trasformi Artemisia in un nuovo oggetto del desiderio. Il risultato è che i dipinti dell'artista stanno uscendo dal dimenticatoio.

"È ora di tirare fuori le artiste dai depositi" spiega Eike Schmidt, il direttore della Galleria degli Uffizi a Firenze che dal 2016 organizza mostre con protagoniste donne. "Nel successo di Artemisia la componente biografica è molto importante: il suo caso somiglia molto a quello di Frida Kahlo. Questo, però, non deve togliere nulla alla sua arte".

Intanto, questo è il "momento Gentileschi", malgrado le semplificazioni. "Se Artemisia dipinge Giuditta che decapita Oloferne non lo fa pensando al suo stupratore, ma perché riprende modelli pittorici del tempo, a partire da Caravaggio", precisa la storica dell'arte Francesca Cappelletti. "La sua vicenda va al di là di quanto le accade a Roma nel 1611. È una personalità interessantissima: è la prima donna a essere ammessa all'Accademia del disegno di Firenze, dipinge un affresco a Casa Buonarroti, diventa imprenditrice di se stessa, è in contatto con Galileo, viaggia da sola da Napoli a Londra nell'Europa del 1638. Il ritratto delle eroine storiche diventa il suo specifico: i collezionisti del Seicento finiscono per voler collezionare lei più che le sue opere". Tante Artemisia - o presunte tali - sono pronte a invadere l'art market.

DARIO PAPPALARDO

### **Il tempo della resistenza**

Un cappio al collo. E un blocco di ghiaccio che si scioglie. I ragazzi di Fridays for Future attendono solo il via: si apre con questo flash mob in tutta Italia la settimana di assemblee e incontri, spettacoli e laboratori, che culmineranno nel Global Strike for Future, il 27 settembre.

Dal 15 marzo scorso, quando la sedicenne Greta Thunberg li ha convocati nelle piazze di tutto il mondo, gli studenti non si sono mai fermati: implacabilmente, ogni venerdì, da Pisa a Roma, da Brescia a Ravenna, sono apparsi dal nulla mascherati come nella serie "La casa di carta", con tuta e maschera di Dalí: «La casa brucia!». Richiamando l'attenzione sull'emergenza climatica, e sulla nostra vita sospesa tra gli sconvolgimenti del pianeta. Altro che generazione silenziosa, lontana dalla politica, disinformata e ripiegata sugli smartphone.

Se i rivoltosi di Fridays for Future, Venerdì per il Futuro, sono soprattutto ragazzi delle scuole superiori, moltissimi frequentano ancora la scuola media o sono iscritti ai primi anni d'università. Di loro colpisce subito il livello di informazione. «Lo sai che il Mare di Barents ha già oltrepassato il punto di non ritorno climatico? Vuoi sapere dove l'ho letto? Su Instagram.». Generazione che ha eletto Instagram a proprio strumento di comunicazione, con poche deviazioni: se i Millennials, tra youtuber e influencer, hanno generato figure imprenditoriali nuove e guadagni imprevisi, questa generazione è decisamente meno interessata ai consumi e intenzionata a rivolgere il potere dei social network verso temi sociali, forti.

«Ci sentiamo cittadini del mondo. E Greta ha catalizzato la voglia di impegnarci per l'urgenza più forte del pianeta», riflette Dario Rapiti, secondo anno di Statistica a Roma, tra gli organizzatori di Fridays for Future della Capitale: «Ci muoviamo lungo due direzioni: da una parte comportamenti concreti in grado di fare la differenza, come aumentare l'attenzione verso i consumi sostenibili, usare solo borracce\* anziché bottigliette, mangiare meno carne, ridurre in generale i consumi. Dall'altra, vogliamo fare pressione su quelli che hanno responsabilità politiche perché prendano le decisioni giuste a invertire la rotta. Abbiamo percorsi personali diversi, ma il movimento è apartitico. Dialoga con tutti, attento a evitare strumentalizzazioni. Siamo contenti se allo sciopero aderiscono alcuni sindacati o esponenti politici, ma giudichiamo tutti sui fatti. In generale, abbiamo poca fiducia nella politica, ma siamo disponibili a metterla alla prova».

La generazione salva-futuro rifugge dalle etichette, fin troppo usurate, di generazione Z, Green Generation, o addirittura Harry Potter generation, com'è editorialmente identificata quella fascia di giovani lettori forti, cresciuti col maghetto ma anche con un'inclinazione naturale all'impegno e ai temi etici e sociali. Al momento, è impegnata a proteggere la sua autonomia. È la sfida più alta: dialogare con la politica, ma mantenere la distanza da chi è pronto a cavalcarne strumentalmente la passione. Perché oggi la maggior parte di loro non è in età di voto, ma presto lo sarà.

Sabina Minardi

*La Repubblica*, 19/09/19

### **Prima di tutto cittadini**

Le promesse sono gratis, però mantenerle costa. A prendere sul serio i regali promessi agli italiani dal nuovo esecutivo, non basterebbe il forziere di zio Paperone. C'è invece una riforma a costo zero, benché nessun ministro l'abbia ancora evocata. Una riforma urgente almeno da un decennio, che dovrebbe essere urgentissima per il governo più a sinistra della storia repubblicana: la legge sulla cittadinanza.

Ma dopotutto non è questione di destra o di sinistra, di centro o di lato. È questione d'interesse nazionale. Perché è giusto porre un argine all'immigrazione, è giusto regolarne i flussi, è giusto contrastare il traffico di vite che arricchisce gli scafisti. Ma quando uno straniero vive in Italia con tutti i crismi della legge, quando suo figlio è nato qui, frequenta le nostre scuole, parla un dialetto lombardo o siciliano, allora la prospettiva si rovescia: chi ne ostacola l'integrazione favorisce la disintegrazione del Paese. Specialmente nell'Italia del terzo millennio, dove gli stranieri residenti superano i 5 milioni. E dove studiano 900 mila ragazzini figli d'immigrati, però nati sul nostro stesso suolo. Privarli della cittadinanza è "una follia", disse già nel 2011 il presidente Napolitano.

È questo il difetto più evidente della legge in vigore: il suo anacronismo. Risale al 1992. In quel tempo ospitavamo appena un decimo degli stranieri che oggi vivono con noi, sicché c'era semmai il problema opposto, c'era l'esigenza di riannodare il filo con i nostri emigrati, d'incoraggiarli a rientrare nella loro madrepatria. Da qui lo *ius sanguinis*.

Risultato: gli italiani residenti all'estero votano, però non pagano le tasse; gli immigrati regolari non votano, però pagano dazio. Mentre i loro figli crescono come esiliati, mentre la terra dove sono stati allevati li spinge più al rancore che all'amore. Un'ingiustizia politica e giuridica, cui l'esperienza del governo giallo-verde ha aggiunto altre due spine. Anzitutto il primo decreto sicurezza di Salvini, che ha previsto la revoca della cittadinanza per i reati di matrice terroristica. Ma solo per chi l'abbia acquisita dopo la sua nascita, non per chi vanta un papà italiano: lui è un cittadino di serie A. E in secondo luogo il reddito di cittadinanza di Di Maio. Per intascarlo uno straniero deve risiedere in Italia da 10 anni, non uno di meno. Eppure la Corte Costituzionale, in un caso analogo, aveva già detto che 5 anni sono troppi.

Ecco, è a queste molteplici storture che la riforma può mettere rimedio. Può farlo lo *ius soli*, ossia l'attribuzione della cittadinanza a chi nasca sul nostro territorio, come avviene negli Usa e in varie altre contrade. Ma può farlo altresì lo *ius culturae*, che ne subordina il rilascio a un percorso d'integrazione culturale. Una soluzione meno drastica rispetto allo *ius soli*, che avrebbe tuttavia l'effetto d'accogliere nella comunità nazionale il vasto popolo degli studenti stranieri. Nel 1999 la ministra Turco propose la concessione della cittadinanza all'età di 5 anni, per evitare che i figli d'immigrati cominciassero la scuola con meno diritti degli altri bambini. Nel 2015 il governo Renzi scrisse una riforma forse più equilibrata: cittadinanza a chi frequenta un ciclo scolastico in Italia. L'approvò la Camera, ma non fu mai votata dal Senato. Ricominciamo da lì.

Michele Ainis

Armi in sagrestia, clan in pasticceria, Denise Pardo, L'Espresso, 18 ottobre 2018

Considerato un oggetto molto spiritoso, a Napoli si vende benissimo la pistola in ceramica dorata, venti euro on line e passa la paura. Di primo acchito qualche ingenuo aveva pensato fosse per feste di Carnevale.

No, no, la deliziosa arma in ceramica è stata lanciata come bomboniera per prime comunioni e perfino per battesimi. La novità, com'era prevedibile, è stata accolta con grande gioia anche dai clan della zona, dalla famiglia Saltalamacchia in poi, assai prolifici in neonati e certo ferventi ammiratori della teoria gramsciana che gli uomini vanno educati fin da piccoli.

In passato i gangster erano mai arrivati a tale vetta nei simboli scelti per le loro cerimonie religiose. Data la tendenza, ci si deve preparare al fatto che presto saranno in vendita anche confetti a forma di pallottola da distribuire in chiesa e da donare soprattutto al prete come angelico ricordo della sacra cerimonia.

L'idea di un'arma simbolo di morte e malavita come bomboniera, è a dir poco agghiacciante. Ma l'inquietante prodotto non è altro che un riflesso del riscaldamento del clima del Paese e del resto del mondo, più da guerriglia che da pacificazione. «Un ulteriore segnale dell'imbarbarimento della società», si è sgolato il consigliere regionale della Campania, il verde Francesco Borrelli che ha segnalato per primo il revolver di ceramica.

Quando l'aria del tempo è interpretata e rappresentata senza freno da oggetti iconici come le armi da fuoco sia pur finte da usare nelle occasioni più innocenti, l'identità e il limite sono davvero instabili e sarebbe ingenuo non prendere provvedimenti e non capirne la gravità.

In Sicilia si prediligono momenti più laici e allegri. Turisti e italiani burloni vanno pazzi per i servizi da tè e da caffè ispirati al film "Il Padrino" di Francis Ford Coppola. Dev'essere assai allegro fare la prima colazione con una tazza dove Marlon Brando nei panni di don Vito Corleone beve con la sua espressione buona e piena di gioia di vivere. Anche l'impugnatura è significativa una lucida pistola le cui canne perforano la tazza. Nel set completo ci sono il grembiule da Padrino e il guanto da forno con il viso di Marlon Brando con gocce di sangue.

Non che l'iconografia della violenza sia prerogativa del Meridione, il fenomeno è nazionale, gli omicidi e le violenze familiari sono quotidiani, l'aggressività e la prepotenza sono atteggiamenti sempre più condivisi. I genitori picchiano i professori dei figli. Gli allievi si rivoltano contro i loro maestri. È l'epoca in cui è stato creato perfino un termine per definire una categoria numerosa e potente, quella degli "haters", gli odiatori.

I baluardi sono via via più deboli, è stato proprio il linguaggio dell'attuale classe politica a banalizzare l'insulto come contenuto e arma politica. In questo quadro va considerato anche il preoccupante rapporto tra Matteo Salvini e la lobby delle armi e il nuovo disegno di legge sulla legittima difesa depositato in Senato. Il leader della Lega ha tentato di placare le polemiche sulla ventilata ipotesi di un'Italia in versione Far West: «Il mio modello non è assolutamente quello americano, l'ultimo dei miei obiettivi è vendere le armi in tabaccheria». Intanto le armi finte fanno il loro ingresso in sagrestia.

# En busca de un equilibrio entre la protección a la cultura y el desarrollo

*El turismo es una fuente de riqueza económica y social para las comunidades en Latinoamérica, que se debaten entre cuidar el patrimonio de los pueblos y generar empleos y mejoras locales*

elpais.com - JORGE RODRÍGUEZ - Uaxactún (Guatemala) 17 MAY 2019

Son las tres de la mañana y un grupo de guías espirituales indígenas empieza a concentrarse en la plaza ceremonial de Siaan Ka'an, una ciudad observatorio de los antiguos Mayas y hoy un sitio arqueológico al norte de Guatemala. Mientras comienzan la preparación para la ceremonia de fuego que recibirá al Nuevo Sol de primavera, unos cientos de metros colina abajo, en la comunidad de Uaxactún, de 1.500 habitantes, un gran grupo de turistas locales y extranjeros se recupera de una noche de fiesta, bebidas y comida tradicional de la zona.

Para los primeros, la celebración es un acto de solemnidad y conexión con la tierra, el aire y la energía de los astros. Los segundos, atraídos por el Festival del Equinoccio de Uaxactún organizado por la oficina de turismo local, han visto la oportunidad de salir de sus rutinas, beber alcohol y hacerse *selfies* con una ceremonia de fuego y antiguas estructuras mayas de fondo. El evento astrológico es, en cambio, una oportunidad para los residentes de mostrarse al mundo y obtener ingresos que, de otra forma, serían difíciles de conseguir. No obstante, aunque el beneficio que el turismo proporciona es evidente, también genera una serie de consecuencias que impactan negativamente en el patrimonio cultural y natural, así como en la estabilidad social de las comunidades.

Los residentes de zonas paradisíacas con amplia diversidad biológica y natural, de áreas con yacimientos de restos arqueológicos, centros sagrados o simplemente de espacios naturales con algún atractivo turístico son conscientes de que pueden mejorar su condición económica y social a través del turismo sostenible. Pero es una tarea complicada por el limitado acceso a educación o fuentes de inversión, como créditos, capital para lanzar empresas o una red de contactos adecuada para la creación de modelos de negocios viables.

"Es uno de los grandes retos que los países afrontan para poder lograr que todos los sectores sociales tengan acceso a actividades que generen desarrollo. Para ello es necesario que se den algunos factores clave como la participación activa de las autoridades locales y los vecinos, la organización comunitaria y el ordenamiento territorial", dice Flor Bolaños, Oficial de Programa de Energía y Medio Ambiente del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD). "En la actualidad, los presupuestos nacionales no están enfocados en el tema de sostenibilidad ni el desarrollo humano", añade.

La desconexión con la población local favorece la creación de empresas asentadas en centros urbanos, que promueven a los destinos de una manera tradicional, sin tomar en cuenta la visión comunitaria de los pueblos. Sin embargo, algunas de las nuevas generaciones de empresarios, que utilizan términos como inclusión, diversidad y equidad, están buscando contrarrestar el modelo tradicional mediante el trabajo en conjunto con las comunidades.

"No es ningún secreto que las cosas se han hecho mal hasta el momento", dice Pablo Hernández, un empleado de Étnica travel asentado en la Ciudad de Guatemala y que ofrece visitas culturales y educativas a viajeros locales y extranjeros. "La cultura es un producto turístico que se puede aprovechar de una forma muy buena, siempre que exista inclusión, reconocimiento y un respeto hacia todas estas manifestaciones. No se puede vender sin tomar en cuenta estos aspectos", añade Sofía Godoy, otra trabajadora de la empresa.

Además de las dificultades ya mencionadas, el comportamiento de algunos visitantes condiciona también la generación de una atmósfera de beneficio mutuo. Hay quienes en estos lugares ven más una oportunidad de fiesta que de aprender a apreciar lo que la población local protege. "Para ellos no tienen valor [los monumentos arqueológicos], son como una piedra más. Este es el resultado de la educación que hemos recibido", dice Salvador Cutzal, líder comunitario de la etnia maya K'achique'.  
[...]

### Regulación y capacitación

Para Julio Carranza, representante de Unesco en Guatemala, el tipo de turista que los lugares captan depende también de la promoción que se hace de los destinos en sí. "Si la promoción es equivocada y la venta de los atractivos no apunta su condición cultural, obviamente se corre el riesgo de atraer al público equivocado", dice. Jorge Mario Chajón, Director General del Instituto Guatemalteco de Turismo (Inguat), ve necesaria la intervención del Gobierno, no como un ente regulador, sino como fuente de aprendizaje para la población local. "El Estado debe brindar capacitación técnica que permita el empoderamiento de las personas. El apoyo a los pequeños y medianos empresarios también es clave", comenta.

Según la propuesta de Chajón, la formación les brindaría así herramientas necesarias para el manejo y mantenimiento de una zona natural, un parque arqueológico o cualquier otro destino que deseen promover. Su participación activa evitaría, además, que se piense más en educar a los visitantes para disfrutar de manera respetuosa, sin dañar el patrimonio ni perder su valor cultural. "Es mediante experiencias de inmersión que los nuevos turistas están aprendiendo la valía de las diferentes culturas, no como un atractivo turístico, sino más bien como un patrimonio intangible que hay que reconocer y cuidar en su justa medida", añade Hernández desde Guatemala.

### Diversificación de la oferta

[...]  
En Guatemala se busca potenciar la experiencia cultural, por lo que la formación comunitaria es esencial para permitir el desarrollo de las comunidades con un riesgo mínimo de gentrificación o alienación de los sus residentes. "Ya se ha dotado a 12 comunidades de infraestructura mínima para la atención de los visitantes y se les ha brindado capacitación en primeros auxilios, trato al turista, manejo de situaciones de riesgo y competitividad", cuenta Chajón. Si bien existen muchas propuestas de parte de las organizaciones internacionales, ONGs y sociedad civil, los Estados y autoridades locales enfrentan muchos desafíos para encontrar un equilibrio entre el desarrollo social y económico y la conservación del patrimonio. "Si el criterio es la rentabilidad, un destino de mucho valor cultural termina siendo una feria. Estamos aún a medio camino", añade el representante de Unesco en Guatemala.

Eso se refleja en el sentir de la gente. Por un lado, la posibilidad de rentabilizar los sitios que protegen y promover su valor hace que el turismo se vea con buenos ojos. Por el otro, la gente lucha por evitar el deterioro del entorno en el que viven y proteger lo que consideran como su legado. "A veces es mejor que dejen todo cubierto porque al descubrirlo, se destruye y se pierde", dice un habitante de Uaxactún, mientras señala los montículos que guardan los restos de la antigua ciudad maya. "La gente viene y hace su fiesta. Bebe, saca sus banderas y eso es lo más triste que se puede hacer. Es como un sacrilegio actuar así y no saber lo que tenemos", concluye el líder comunitario de la etnia maya K'achique'.

## Ecoangustia: así está afectando el cambio climático a las expectativas de los jóvenes

*Los expertos advierten del riesgo de desesperanza debido a la percepción continua de estar amenazados*

LAVANGUARDIA.COM - CARINA FARRERAS, 28/09/2019

Millones de jóvenes participaron ayer en manifestaciones a favor del clima en una nueva ronda de protestas, que se suma a las celebradas las dos últimas semanas y que culminarán en un mitin en Montreal (Canadá) con la participación de la activista adolescente Greta Thunberg. Los jóvenes se ven impulsados a levantar su voz al sentir que su futuro se ve amenazado. El tiempo se acaba.

Cada día se publican informaciones detalladas, científicas, demoledoras sobre cómo el cambio climático alterará las condiciones de vida: amenaza a la seguridad alimentaria, agudización de conflictos por los recursos menguantes, inundaciones, sequías y falta de agua, catástrofes naturales, migraciones masivas y colapso económico y social. “Como resultado de las descripciones del cambio climático, las sociedades tendrán la percepción continua de estar amenazadas, de inseguridad, de miedo, de temor respecto al futuro”, señala la socióloga del Medio Ambiente Mercedes Pardo, de la Universidad Carlos III de Madrid, encargada de inaugurar el curso 2019-2020 en la Autónoma de Barcelona.

Está calando, consciente o inconscientemente, el miedo al no futuro. “Nos habéis robado los sueños y las esperanzas”, recriminó Greta Thunberg este lunes en la Cumbre de Acción del Clima de la ONU.

El relato científico del cambio climático ha tejido un manto que pesa en las expectativas de futuro de los jóvenes, especialmente, los más concienciados. “¿Cómo veo mi futuro? Prefiero no pensar en ello porque me da miedo”, responde la estudiante navarra Gemma Barricarte que movilizó a su universidad, la UPC, para que se declarara en “emergencia climática”. Fue el primer campus español y luego le seguirían otros muchos. “¿Cómo voy a pensar en tener hijos cuando se está poniendo en cuestión la continuidad de la especie humana?”, se exaspera la futura arquitecta de 26 años.

“En unos años, no tantos, me veo viviendo de la propia tierra, autoproduciendo los alimentos, quizás formando parte de una comunidad pequeña. A eso nos van a abocar años de inacción política. Vamos al colapso de la naturaleza y sólo puede prevenirlo un colapso económico”, considera Joan Panedès, 21 años, estudiante de Ciencias ambientales (UAB) que está investigando sobre el “capital natural”, un concepto económico que describe la función de la naturaleza en la producción de bienes. Tampoco quiere hijos.

El psiquiatra del hospital del Mar Antonio Bulbena contextualiza la situación. El humano, piensa, es proclive a elaborar predicciones negativas, como estrategia ante las amenazas. Considera que los medios de comunicación difunden las “malas noticias” pero no ponen en titulares el conjunto de acciones a favor del planeta. “Uno anticipa más lo que teme que lo que va a ocurrir”, asegura el director de Psiquiatría y Medicina Legal de la UAB.

Lucas Barrero, onubense de 21 años, estudiante en la Universitat de Girona (UdG) del doble grado de Biología y Ciencias medioambientales, cree que hay tanta incertidumbre en el terreno político y geopolítico que ahora mismo no podría proyectarse en el futuro como lo hicieron sus padres o sus abuelos con la sencilla aspiración de un trabajo y una familia. “Estamos en emergencia política (polarización de opciones y fortalecimiento de populismos), emergencia social (pobreza, migraciones), ecológica (pérdida de diversidad), todo va a cambiar”. El fundador de Fridays For Future en Girona y autor de un manifiesto *El mundo que nos dejáis* (Destino) dice: “Esto no va de plantas ni de animales, va de nosotros”.

La socióloga Pardo apunta que ya no se puede hablar de una evolución social sino de una verdadera “metamorfosis”, un cambio de cosmovisiones, de marcos normativos, de coordenadas para la acción.

Barrero, Panedès y Barricarte militan en las filas activistas y, por tanto, sus actitudes en la vida cotidiana son coherentes con su forma de pensar: consumen poco, no comen carne, se desplazan en transporte limpio... compromisos que representan la punta de un iceberg de una generación joven, concienciada como ninguna otra gracias a la labor de las escuelas sobre el cuidado al medio ambiente. La comida vegana, por ejemplo, se ha convertido en una opción en los comedores de escuelas y universidades.

“Ante una amenaza tan seria para las sociedades humanas –no para el planeta Tierra, que, aunque cambiado, seguirá existiendo– el miedo e incluso el pánico es una respuesta emocional y probablemente también racional”, opina la profesora Pardo que cree que puede ser una “ventana de oportunidad” de cambio social.

El psiquiatra Bulbena abona la implicación activa en la resolución del problema. “Además de amenaza hay una oportunidad y ese es el mensaje que debe combatir al catastrofismo, seamos sensibles a la amenaza pero comprometámonos activamente con lo que cada uno puede hacer”.

La protesta en las calles, como la de ayer, es una forma de actuar. “La concienciación sobre el clima es una fuente de esperanza”, opina Barricarte. “Estos movimientos están comenzando ahora en España y adquieren más impacto social. Esto es imparabile y la única esperanza”, apunta. Para Barrero es importante sacar el debate del activismo ecológico y extenderlo a otros ámbitos para que todos los ciudadanos se sientan impelidos a actuar en su entorno. “A la universidad hay que pedir, por ejemplo, que diseñe los planes de estudios con este eje”.

El descreimiento de los jóvenes sobre los adultos y el riesgo de la desesperanza podría calar en la población más joven. Para la directora del colegio Virolai, Coral Regí, hay que educar en la esperanza, fomentar el activismo sereno, capaz de trabajar conjuntamente por un mundo mejor.

“Más que nunca es importante fundamentar el conocimiento, trabajar en el pensamiento crítico para que los jóvenes puedan combatir las *fake news*, para evitar que sigan a gurús alarmistas o a los que ofrecen soluciones fáciles. Más que nunca hay que educar en la esperanza”, comenta.

27-S: DÍA MUNDIAL DEL TURISMO  
TRIBUNA

## Turismo (in)sostenible

*Es hora de que el sector se reinvente hacia un modelo que acabe con las consecuencias sociales y medioambientales de la masificación*

ELPAIS.COM - ERIC LE BONNARDIÈRE, 27 SEP 2019

¿Hace cuánto que no innovamos en la industria del turismo? Es bastante visible el retraso del sector en lo que se refiere a generar un impacto consciente con sus actividades, en comparación con otras industrias.

Cuando, hace un par de meses, en Francia se anunció que se aplicaría una ecotasa a los billetes de avión, se creó una división: hay personas a favor y en contra de esta medida, cada uno con sus propias creencias y su propia legitimidad. Esta decisión parece indicar el fin del *statu quo*, ya que ahora los actores del sector del turismo deben asumir sus responsabilidades. Más allá de la cuestión de un impuesto ecológico, me pregunto en qué medida el turismo debería ser responsable. Estoy convencido de que tiene que ser el mismo modelo el que debe reinventarse. Asegurarse de que se tengan en cuenta los impactos negativos del turismo de masas. Pero, ¿cuándo se arriesgará la industria y cambiará este comportamiento?

El turismo representa el 10% del PIB mundial, lo que lo convierte en una industria líder a escala global. Casi 300 millones de empleos internacionales están vinculados a este sector, es decir, uno de cada 10 empleados trabaja en él. Al mismo tiempo, el turismo está sujeto a la lógica de la globalización, la optimización y la estandarización, que a menudo lo ha transformado en un producto de consumo.

Sin embargo, viajar es mucho más que un simple producto de consumo, es un recurso. Un recurso para las personas, que les permite abrirse a los demás, encontrarse, comprender el mundo y conocerse a sí mismas. Viajar nos da las claves para entender el mundo, y por eso debemos preservarlo en las mejores condiciones posibles. No debería dañar a nada ni a nadie.

Si bien ha habido un aumento de la conciencia mundial en los últimos años sobre los impactos negativos del turismo de masas, las soluciones más allá de las medidas restrictivas adoptadas por algunas ciudades tardan en surgir. Hoy, la industria está en proceso de romper con sus bases.

1.400 millones es el número de turistas internacionales en el mundo, según datos de enero de 2019 de la Organización Mundial del Turismo (OMT). En 10 años, habrá 400 millones más. ¿Pero es sostenible si el 46% de ellos, como pasa actualmente, se concentra en tan solo 10 países?

El sector daña, transforma y pierde valor. Una de las preguntas es quién, si el viajero o las comunidades locales, necesita formarse para vivir la experiencia, y el verdadero problema sigue siendo cómo preservar los destinos y las culturas. El daño, por ejemplo, en los templos de Angkor en Camboya, donde se pide a las poblaciones locales que se adapten a una considerable invasión de visitantes: los dueños de pequeños comercios en la calle están obligados a cesar su actividad para dar paso a establecimientos dirigidos a satisfacer la demanda de las masas, en detrimento de las comunidades locales. Las poblaciones están sufriendo daños para albergar cada vez más infraestructuras, agotando así sus destinos culturales, que de hecho son su riqueza y el principal motivo por el que los turistas se sienten atraídos. Y todo esto sin beneficio económico para ellas. En Tailandia, el 70% de los ingresos del turismo va al extranjero, en hoteles, por ejemplo, que pertenecen principalmente a estructuras internacionales.

Al mismo tiempo, con estos desafíos sociales y culturales, la masificación también tiene un impacto ambiental significativo, lo que genera que algunos territorios estén bajo mucha presión. La industria, en la carrera por ser cada vez más grande, ha formateado los viajes. Hemos traicionado la promesa de viajar, confundiendo democratización y estandarización. Ante esta situación, los profesionales del turismo debemos hacer tres cambios significativos:

Primero, debemos dejar de explotar. Debemos evaluar, compensar y tomar medidas acordes con nuestras actividades. Debemos hacer que la huella de carbono de nuestros viajeros sea cero desde el momento en que pisamos el país hasta que nos vamos, pero también animarlos a contrarrestar sus viajes con las aerolíneas.

El segundo paso es dar voz a los actores locales, que a menudo se esconden detrás de los intermediarios. Devolvámosles el poder, porque es a ese primer nivel donde se crea la oferta turística. Luchemos para que los viajes locales sean sinónimo de viajes de calidad. Es necesario reinventar nuevos modelos de gestión para las empresas turísticas con el fin de integrar plenamente a estos actores en el proceso de toma de decisiones en el que están involucrados.

Finalmente, en tercer lugar, seamos transparentes. Asegurémonos de que los viajeros del mañana tengan todas las opciones en sus manos para que puedan tomar decisiones responsables y sostenibles. Tenemos que ser conscientes del riesgo que se deriva del turismo excesivo en algunos destinos y proponer alternativas a los viajeros. Además, si se despierta la curiosidad de estos hacia todas las riquezas que alberga nuestro planeta, conducirá a una mejor distribución de los turistas en todos los territorios. Un proyecto de estas características solo puede hacerse entre todos y debe poder confiar en el poder que ofrecen las tecnologías digitales.

Estos compromisos de innovar en un entorno sostenible deben convertirse en la batalla del siglo para los operadores. Estoy tan convencido de esto que lo he convertido en mi *leitmotiv* personal los últimos 10 años. Hay una necesidad urgente de reconstruir el turismo, una necesidad urgente de salir de un modelo que multiplica los efectos negativos para aquellos que viajan y los que dan la bienvenida. No hacer nada no es una opción plausible.

---

Eric Le Bonnardière es co-fundador y CEO de Evaneos.

CAMBIO CLIMÁTICO

## La protesta climática trasciende a los jóvenes y vuelve a llenar las calles de todo el planeta

*Centenares de miles de personas protestan contra la inacción frente al calentamiento global*

MANUEL PLANELLES, NOOR MAHTANI, DANIEL VERDÚ  
elpais.com – Madrid 28 SEP 2019

Como si fuera una balanza, en un momento en el que el liderazgo de los mandatarios en la lucha internacional contra el cambio climático decae, las calles de medio planeta se llenan de protestas en las que se pide afrontar esta crisis con medidas ambiciosas. Como ya ocurrió en marzo, cuando los estudiantes convocaron la primera huelga mundial por el clima, decenas de ciudades de todo el mundo —entre ellas Madrid y Barcelona y las principales ciudades del país— han sido tomadas por centenares de miles de manifestantes este viernes. Pero en esta ocasión la protesta ha trascendido a los chicos y en muchos lugares ha sumado a los adultos a través de asociaciones, ONG, sindicatos... O, simplemente, ciudadanos preocupados que no pertenecen a grupo alguno.

"Hace 20 años que tenía que haber pasado esto", ha comentado Carlos Alonso, de 49 años, que participó en la protesta de Madrid con su familia y amigos. "Pero estábamos dormidos; han tenido que ser los jóvenes los que salgan primero a la calle, porque son los más afectados", ha añadido. La manifestación de Madrid estaba apoyada por más de 100 colectivos y ha reunido a más de 20.000 personas, según la Delegación del Gobierno —150.000, según los organizadores de Fridays for Future—. "Es la movilización por un tema medioambiental más grande que ha habido en la ciudad", ha señalado Nicolás Eliades, uno de los portavoces de Extinction Rebellion España. En Barcelona, la participación ha rondado también las 20.000 personas, según la Guardia Urbana. "Somos una especie en peligro de extinguirlo todo", se leía en los carteles de Valencia, donde la marcha ha congregado también a miles de personas.

Las protestas, que se inspiran en la activista sueca Greta Thunberg, se han vuelto a extender por ciudades de medio mundo; había convocatorias en 150 países. "No hay planeta B", se repetía en decenas de idiomas en innumerables pancartas. Ha dado igual el lugar donde fuera: Barcelona, Milán, Valencia, Montreal o Wellington. Esta protesta es global y sus lemas contra la inacción frente al cambio climático viajan de una parte a otra del mundo a través de las redes sociales.

"Creo que nosotros tenemos la obligación de acompañar esta protesta ya que ellos la iniciaron", ha explicado Pedro Gómez, de 48, mientras recorría el paseo del Prado de Madrid. "Cuanto más seamos, más rápido vamos a conseguir cambiar este mundo", ha añadido Sara Hernández, de 23, desde la misma manifestación en la capital de España.

La oleada también ha recorrido con fuerza Europa. Italia, poco propensa a las manifestaciones multitudinarias en los últimos tiempos y algo indiferente a la cuestión climática, ha respondido masivamente. Y ha sumado alrededor de 250.000 participantes (un millón, según los organizadores) con Roma y Milán a la cabeza. El ministro de Educación italiano llamó hace unos días a los estudiantes a secundar la huelga. Algo parecido ha ocurrido en España, donde desde los partidos de izquierdas se ha llamado a participar en la movilización, aunque las cabeceras de las manifestaciones han estado reservadas a los jóvenes que iniciaron el movimiento. Las ciudades más importantes de Suecia y Noruega han vuelto a vivir protestas multitudinarias.

Este movimiento estudiantil, que tiene poco más de un año de vida, ha nacido en Europa. Y es Europa la que quiere liderar la transformación hacia una economía sin los gases de efecto invernadero que calientan el planeta. Paralelamente a las protestas, en muchos países los partidos verdes han cogido fuerza; y las formaciones clásicas —muchas de izquierdas, aunque también de derechas— han coloreado de verde sus discursos. La nueva Comisión Europea, por ejemplo, ha colocado la lucha contra el cambio climático como prioridad y promete que el 25% de su presupuesto irá dirigido a las políticas contra el calentamiento y de transición.

Esta nueva protesta global se ha cerrado con una gran marcha en Montreal (Canadá), a la que asistió la joven activista Thunberg. Culminan así siete días de movilizaciones, lideradas por diversas plataformas juveniles, contra la falta de acción frente al cambio climático. Las protestas arrancaron el pasado día 20 con una gran manifestación en Nueva York. Esta semana de movilizaciones ha transcurrido paralela a la cumbre contra el calentamiento que se celebró el lunes también en la ciudad estadounidense.

Pese a las pretensiones del secretario general de la ONU, António Guterres, los compromisos que salieron de esa cita son insuficientes, porque entre los 70 países que se han comprometido a revisar al alza sus planes de recorte de emisiones no estaban tres de los cuatro grandes contaminantes: China, EE UU e India. Y sin ellos no es posible afrontar este reto, como se apunta desde la ciencia.

La ciencia es el otro actor clave en este momento de pérdida de liderazgo en la batalla climática. Las alertas se agolpan y esta misma semana el IPCC, el panel de expertos que asesora a la ONU, ha difundido un informe específico sobre el cambio climático y océanos que concluye que el deshielo está acelerando la subida del nivel del mar, que es ya irreversible.

"El problema es que los efectos del cambio climático se están acelerando", ha explicado didáctico desde la manifestación de Madrid Carlos Alonso junto a su hijo.

## La otra llave del museo

Charo RAMOS, DIARIO DE SEVILLA.ES, 29 de septiembre de 2019

*Las principales pinacotecas españolas con autonomía en la gestión han regulado la cesión y alquiler de sus espacios para eventos, una asignatura pendiente en los museos andaluces*

En diciembre de 2015 el Bellas Artes de Sevilla se cerró excepcionalmente al público para acoger la entrega por los Reyes de las Medallas de Oro en Bellas Artes, un evento que ofreció al museo que dirige Valme Muñoz una visibilidad y promoción que prolongó con sus exposiciones dedicadas a Pacheco y al Año Murillo. En lo que va de 2019, sin embargo, una visita a puerta cerrada en abril de Sergio Ramos y Pilar Rubio autorizada por el ex director de museos andaluces Fernando Francés, cuyo hijo es el galerista a cargo de la colección del futbolista, y la más reciente cesión gratuita de varios espacios del Bellas Artes para la gala de una revista del corazón han puesto de relieve la laguna existente en la regulación del uso comercial de espacios en los museos gestionados por la Junta de Andalucía -con dos grandes excepciones, el conjunto monumental de la Alhambra y el Centro Andaluz de Arte Contemporáneo (CAAC)-.

La situación contrasta con el marco estatal donde, en las últimas décadas, cada vez son más los museos dotados de cierta autonomía de gestión que han encontrado en la organización de actos privados una forma de generar recursos propios; prácticas éstas que se iniciaron en los museos anglosajones en los años 50 y a las que Europa se incorporó dos décadas después. Como prueba de lo consolidada que está la actividad, existe incluso un Salón Internacional de cesión de espacios de museos, monumentos y salas de espectáculos (Museva), que se celebra en Francia, y donde el Museo Nacional del Prado estuvo presente por primera vez junto con el Museo Nacional Thyssen-Bornemisza, el Museo Nacional Reina Sofía y la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando.

Este tipo de actividades está refrendado por la Ley 25/1998, de 13 de julio, de modificación del régimen legal de las tasas estatales y locales y de reordenación de las prestaciones patrimoniales de carácter público, que estableció las características esenciales de la que será a partir de ese momento la tasa por utilización de espacios en museos y otras instituciones culturales del Ministerio de Educación y Cultura. Sin embargo, en Andalucía, en los últimos treinta años, no se ha tomado ninguna medida legislativa al respecto. De ahí que la consejera de Cultura y Patrimonio Histórico, Patricia del Pozo, anunciara esta semana en el Parlamento que prepara una nueva tasa por usos especiales de espacios culturales gestionados por la Junta, de modo que pueda cobrarse por realizar ciertas actividades y fijar los límites de éstas.

Entre las instituciones pioneras en la materia destaca el Museo del Prado, que cuenta en la actualidad con un equipo con más de 15 años de experiencia liderado por un conservador de museos para organizar actos corporativos de carácter cultural. Sus tarifas se establecieron a partir de la Orden del Ministerio de Presidencia 1637 del año 2000. Por este concepto la principal pinacoteca española ingresó 142.732 euros en 2003, cifra que subió hasta los 810.520 euros de 2017, cuando supusieron un 1,78% sobre el total de recursos del organismo (45.417.913 euros) y un 2,57% de sus ingresos propios (31.481.973 euros).

Desde el año 2000 el Prado ha aprendido qué tipo de actos puede y no puede asumir. Al principio la actividad consistió en visitas privadas fuera del horario de apertura al público hasta que en 2007, con la ampliación y la incorporación de nuevos espacios como el auditorio, el claustro o la sala de las Musas, los eventos se diversificaron y aumentó su cifra, "*manteniendo intacta la vocación cultural que les otorga un valor diferencial*", explica Celia Guilarte, responsable de Relaciones Institucionales del museo.

Los límites para esta actividad son las mismas, con independencia de que las organice el sector público o una entidad privada: "Se deben ajustar a las condiciones de conservación del museo y no deben interferir en el desarrollo de su actividad pública". Visitar una de las mejores pinacotecas del mundo fuera del horario de apertura pública es la modalidad que más solicitudes recibe aunque se han acogido actividades de muy diversa índole, como galas de entrega de premios (Cultura Gitana, Arte y Empresa...) y visitas *ad hoc* para colectivos tan diversos como empresas tecnológicas, corporaciones y hasta la Asociación Española de Denominaciones de Origen, que hizo un recorrido guiado por los bodegones donde estaban representados sus productos.

El Prado, conviene recordar, no celebra actos privados en las salas de exposiciones, motivo en 1994 de una polémica que se saldó con la dimisión del entonces director Francisco Calvo Serraller por autorizar la realización de un reportaje de sillas de diseño en la sala de *Las Meninas*.

Tampoco el Museo Nacional Reina Sofía cede comercialmente sus espacios expositivos, aunque puede abrirlos gratuitamente para temas de interés cultural, como ha ocurrido con rodajes documentales en la sala del *Guernica*. Al igual que el Prado, cuenta con numerosos ámbitos en los que celebrar eventos culturales y corporativos -como cócteles y cenas de gala-, que se pueden complementar con la realización de visitas privadas y exclusivas a su colección.

[...]

El Museo Thyssen-Bornemisza, por su parte, cubre aproximadamente un 5% de su presupuesto mediante su política de alquiler de espacios. El director gerente del Thyssen, Evelio Acevedo, explica que "*el alquiler de espacios es muy útil para la autonomía financiera y la sostenibilidad de las instituciones culturales. Además, abre otras vías de colaboración con empresas y nos ayuda a divulgar la colección, lo cual es parte de nuestra misión*". Algunos espacios del Thyssen son idóneos para acoger almuerzos, cenas o un cóctel. "*En nuestro caso, el evento siempre va acompañado de alguna modalidad de visita a la colección permanente, o a alguna exposición temporal, lo que enriquece mucho esa celebración*". Sus tarifas oscilan entre los 1.000 euros que paga un grupo por una visita privada matinal -antes de que el museo abra sus puertas a las 10:00- a los 26.000 euros (más IVA) que se piden por celebrar en el hall central un evento para 800 personas de pie. La curva de exposiciones temporales, el mirador y las terrazas son algunos de los espacios más demandados y las tarifas son accesibles en la web de la institución.

Las líneas rojas que Evelio Acevedo considera infranqueables al abrir el museo a empresas y eventos son "*el uso indebido de nuestros espacios y todo aquello que pudiera vulnerar la misión del museo, la seguridad, la protección del patrimonio que albergamos. Un museo es un templo de la cultura abierto al público pero siempre requiere de respeto*".

### Notre «drame» de París

José María Herrera, ABC, 21 de abril de 2019

*El pasado lunes un devastador incendio consumía la cubierta de uno de los iconos de Francia y Europa. Repasamos el patrimonio cultural que se pierde tras este terrible suceso*

La noticia me la transmitió un amigo que vive en Nueva York. Notre Dame arde. Cuando encendí el televisor, la aguja central acababa de desplomarse. Noventa y seis metros de piedra elegantemente esculpida habían colapsado por culpa del fuego. El locutor se felicitaba por la ausencia de víctimas, al tiempo que compadecía la consternación de los católicos y, en general, de los franceses. Lo escuché atónito y, lo confieso, un poco enfadado. ¿Qué ocurre con el resto de los europeos y con cualquier persona sensata de cualquier lugar del mundo que estuviera viendo el desastre? ¿Por qué este señor nacionaliza el dolor si lo que se está quemando es una obra que pertenece a todos?

Inmediatamente, se me han venido a la cabeza los incendios del Liceo de Barcelona en 1994 y la Fenice, dos años después. Ambas catástrofes conmocionaron al mundo, igual que ahora. No solo a los aficionados a la ópera y, desde luego, no solo a los catalanes o los venecianos. La idea de que el dolor por la pérdida de una joya del arte han de sentirlo particularmente los habitantes de la nación donde se encuentra pertenece a una fase superada de la Historia. Las grandes obras de arte son patrimonio de la humanidad. Quizá encarnen la potencia histórica de un país o de un pueblo, pero, una vez creadas, van mucho más allá. Velázquez o Goya hace mucho que no son solo españoles. Si mañana ardieran «Las Meninas» las lágrimas saltarían en los cinco continentes.

#### Hemos avanzado

La reacción general ante el desastre demuestra que hemos avanzado. Piénsese que, durante la Guerra Civil española, esa tragedia de la que cada cual recuerda lo que le conviene, había gente convencida de estar prestando un gran servicio al progreso moral del país quemando templos y monasterios y arrojando al fuego objetos ligados a la religión, desde cuadros a instrumentos musicales. El anticlericalismo convirtió en iconoclastas incendiarios a muchos individuos que no solo no sentían afecto por las obras de arte existentes en su propia tierra, sino todo lo contrario: una indiferencia absoluta. Igual hicieron los miembros de la Comuna de París en 1871 con las figuras que representaban en Notre Dame a los reyes bíblicos. La misma idolatría que lleva al devoto a confundir la estatua de la Virgen María con la Virgen María lleva al iconoclasta a confundir la monarquía con las estatuas coronadas. Afortunadamente, esto parece haber cambiado. El turismo también tiene efectos positivos. Solo algunos fanáticos incapaces de pensar se regocijan con la destrucción de los símbolos. El resto parece haber aprendido a contemplarlos con ese placer desinteresado que Kant identificaba con la experiencia estética y el buen juicio de la ilustración.

Mientras escribo -la catedral envuelta en llamas cada vez más feroces-, se especula con la causa del desastre. Probablemente haya sido un accidente, algo parecido a lo que ocurrió en 1994 con la

cúpula de la catedral de Berlín o en 2006 con la catedral de la santísima Trinidad de San Petersburgo. Antes las iglesias ardían a causa de algún descuido relacionado con las velas; ahora, el principal enemigo son los aparatos de soldadura. Una chispa puede arruinar el trabajo acumulado a lo largo de siglos. Son los peligros de la conservación, mayores a veces de lo que imaginamos.

#### Lo que se pierde

En el incendio de Notre Dame se van a perder obras preciosas: las vidrieras, la sillería de madera, el órgano, montones de estatuas (especialmente «La Piedad» de Nicolás Coustou), las gárgolas, las campanas, algunas reliquias preciadísimas (acabó de oír que se han salvado la Corona de espinas de Cristo y la túnica de San Luis, pero no sé qué ha ocurrido con uno de los clavos que sirvieron para crucificar a Jesús, propiedad del tesoro de la catedral), en fin, mil cosas valiosas que demuestran la fragilidad de las obras humanas.

Hay que saber, sin embargo, que, aunque la catedral comenzó a levantarse hace ocho siglos, muchas de esas piezas no son anteriores al XVIII. Solemos mirar nuestros monumentos como si jamás hubieran sufrido percances desde su construcción, pero raro resulta el que no esconde cicatrices del tiempo. Uno de los hombres que más han influido en nuestra manera de concebir la arquitectura medieval, Eugène Viollet-le-Duc, puso en práctica sus teorías sobre la restauración precisamente en Notre Dame. Sus críticos le reprochaban que, en vez de conservar los edificios, intentara mejorarlos introduciendo elementos decorativos espurios. Lo que hizo con la ciudadela de Carcason o con el castillo de Roquetaillade sirvió de modelo a sus seguidores para llevar a cabo fantasías arquitectónicas del estilo del barrio gótico de Barcelona.

La huella de Le Duc en Notre Dame fue considerable. Fue él quien diseñó las gárgolas y quimeras de los tejados. ¿Quién no ha visto mil veces fotografiado al diablo grotesco que saca la lengua con gesto de burla mirando a la Universidad de la Sorbona? El medio centenar de bestias que poblaban las alturas de la catedral, unos dicen que inspiradas en «Nuestra señora de París», la novela de Victor Hugo; otros, como Fulcanelli en «El misterio de las catedrales», ocultando el secreto de la piedra filosofal, probablemente se pierdan. Claro que el verdadero secreto quizá no sea otro que seguir siempre adelante, caer y levantarse, una y otra vez. ¿Acaso es piedra la piedra y no más bien arena que el tiempo a la larga siempre deshace?

AYUNTAMIENTO DE MADRID

## Almeida cerrará la Oficina de Derechos Humanos y Memoria que abrió Carmena

"No ha servido a sus fines, sino a ser correa de transmisión del sectarismo del gobierno de Carmena", argumentan fuentes municipales

ELPAIS.COM  
GLORIA RODRÍGUEZ-PINA - Madrid 28 JUN 2019

El Ayuntamiento encabezado por José Luis Martínez-Almeida (PP) va a cerrar la Oficina de Derechos Humanos y Memoria que puso en marcha el ejecutivo de Manuela Carmena, como han confirmado a EL PAÍS fuentes municipales. "No ha servido a sus fines, sino a ser correa de transmisión del sectarismo del gobierno de Carmena", argumenta un portavoz del equipo de Gobierno sobre la decisión de no mantenerla.

[...]

Carmena puso en marcha la oficina en 2017. En ella trabajan todavía tres funcionarios, que hasta su cese, estaban dirigidos por Rafael Escudero y Txema Urkijo. Su objetivo era, por un lado, asegurar la aplicación del plan estratégico de Derechos Humanos (DDHH) aprobado por el Ayuntamiento en febrero de 2017, y por otro, poner en marcha las medidas que el Comisionado para la Memoria Histórica, que funcionó entre mayo de 2016 y abril de 2018, propuso para cumplir con la ley de memoria histórica.

En el ámbito de los derechos humanos, Valiente cree que el cierre supone perder "una ciudad que se estaba poniendo al día con lo que son obligaciones para todas las administraciones". Se refiere a asuntos transversales que priorizó el plan de DDHH como garantizar la lucha contra la discriminación, la accesibilidad universal, o el acceso a la vivienda.

En cuestiones que tienen que ver con la Memoria histórica, la oficina ha organizado exposiciones como *No pasarán. Madrid, 1936*, en la que homenajearon a los republicanos que defendieron la ciudad contra el ejército sublevado, y *Madrid ¡qué bien resistes!*. También ha puesto en marcha el cambio de nombre de 52 calles y plazas, que está en manos del Tribunal Superior de Justicia de Madrid por recursos de varias organizaciones, como la Fundación Francisco Franco; y proyectos como *Stolpersteine*, que recuerda con 449 placas a los deportados a campos de concentración nazis.

### Reconocimiento a víctimas

"El anterior equipo de Gobierno ha hecho de la oficina un instrumento de discordia y confrontación en relación con la memoria histórica, al solo reconocer a unas víctimas de atropellos a los derechos humanos y no a todas, lo que provocó la disolución del Comisionado de Memoria Histórica creado por todos los grupos municipales", señalan fuentes municipales para justificar el cierre. La intención del Ayuntamiento de colocar una placa en el cementerio de la Almudena con los nombres de los casi 3.000 fusilados entre 1939 y 1944 generó algunas diferencias entre el gobierno municipal y miembros del Comisionado. El organismo independiente recomendó una placa anónima y advirtió de la "dificultad" de "dilucidar la condición de victimarios de algunas víctimas" porque entre los nombres estaban miembros de las checas, centros de detención y tortura de la zona republicana en la Guerra Civil.

El Ayuntamiento argumenta también que la Administración de Carmena "se opuso, por ejemplo, a todo tipo de apoyo a los opositores demócratas de Venezuela acordado en el pleno". El caso al que se refiere el portavoz municipal generó fricción en el seno de Ahora Madrid. Carmena y la concejal Marta Higuera apoyaron en contra del criterio mayoritario de su grupo municipal una moción del PP en favor de los presos políticos en Venezuela. El pleno del Ayuntamiento pidió a Carmena el cese de Valiente por no condenar la violación de derechos humanos en Venezuela junto a otros ediles, pero la exalcaldesa le mantuvo y su grupo consensuó un texto en el que tildaba de "arbitraria" la detención de Leopoldo López. La entonces regidora recibió en el consistorio en junio de 2017 a los familiares del opositor venezolano.

Txema Urkijo, exresponsable de Memoria en el organismo municipal y exdirector de la Oficina de Atención a las Víctimas del Terrorismo del Gobierno vasco, rechaza categóricamente que el organismo haya hecho distinciones entre víctimas. "Nunca se ha hecho una declaración de reconocimiento de víctimas que diga estas sí y estas no", asegura. "Se ha priorizado a las víctimas que en 80 años no han tenido ningún tipo de reconocimiento, que son las víctimas del franquismo, pero eso no quiere decir que no reconozcamos a otras víctimas", añade.

[...]

El comisionado, asegura, se disolvió cuando terminó su trabajo. Como "prueba evidente de que no había en absoluto sectarismo" recuerda que entre las propuestas de ese órgano consultivo estaba la creación de un catálogo con lugares de memoria. Dentro de esos lugares que tenían previsto señalar estaba "una checa, en representación de todas, porque era un lugar donde se violaban derechos humanos, la cárcel de San Antón, de donde salieron muchos presos para ser asesinados entre otros lugares, en Paracuellos del Jarama, la Colegiata de San Isidro o la iglesia de San Salvador".

"El Ayuntamiento ahora mostrará su reconocimiento y su respeto a todas las víctimas de violaciones de derechos humanos sin exclusión. No miraremos el color político de los verdugos para hacer ese reconocimiento como ha hecho durante estos años el gobierno de Carmena", insisten las mismas fuentes municipales. "¿Para qué sirve una oficina de derechos humanos que rechaza poner una pancarta recordando a Miguel Ángel Blanco en Cibeles?", se preguntan.

Carmena rechazó colocar aquella pancarta en julio de 2017 "para no hacer una situación de menosprecio de unas víctimas en relación a otras", según explicó la entonces alcaldesa. "Todas las víctimas son iguales, ninguna es más que otra. Estaría bien preguntar a las viudas de guardias civiles y policías anónimos de Madrid qué opinan", añade Urkijo.

El exresponsable de Memoria confía en que muchas de las medidas que no ha dado tiempo a ejecutar en el anterior mandato tendrán continuidad con el Gobierno de coalición de PP y Cs aunque la oficina no continúe, como la colocación de placas de homenaje a las víctimas de terrorismo, que está en proceso, y la construcción de un memorial a los deportados a campos de concentración nazi.

DESPOBLACIÓN

## El Erasmus rural: de prácticas al pueblo

*Un programa de la Universidad de Zaragoza permite a los estudiantes formarse en municipios de la provincia de menos de 3.000 habitantes*

ELPAIS.COM - MARÍA SOSA TROYA, Cubel 31 AGO 2019

La clave es fomentar el vínculo entre la madre y la cría. Así que es crucial cómo cogen el cordero, por las patas, y lo trasladan a la nave en la que pasará los próximos tres días. La oveja, recién parida, los sigue por el olor. En ese tiempo se reforzará el lazo entre ambos. Para el ganadero ese gesto dice mucho. Que saben cómo tratar al animal, que tienen actitud. Lo explica ante tres chavales que han superado la prueba. Tres futuros veterinarios que han dejado Zaragoza unas semanas para hacer prácticas en una granja en Cubel, en la misma provincia. De más de 600.000 vecinos a menos de 200. Del asfalto de ciudad a las carreteras imposibles de un pueblo en el que todos se conocen.

Lo han llamado el programa Desafío, pero se le conoce como Erasmus rural y es un proyecto de la Universidad de Zaragoza, subvencionado por la diputación provincial: 30.000 euros para que 24 estudiantes hagan prácticas en municipios de menos de 3.000 habitantes. Les pagan el alojamiento, dietas y una beca de 300 euros al mes. Hay abogados, economistas, periodistas, trabajadores sociales... "En el mundo rural en ocasiones cuesta encontrar personal cualificado. Y el horizonte para los alumnos suelen ser las ciudades. Aquí juntamos oferta y demanda, facilitamos que se deshaga la barrera inicial y demostramos que esta forma de vida puede ser atractiva", explica Luis Antonio Sáez, director de la cátedra sobre Despoblación y Creatividad de la Universidad de Zaragoza, impulsor de la iniciativa.

Los tres futuros veterinarios tienen 23 años. Se mueven con soltura entre las 1.600 ovejas del ganadero y agricultor Tomás Yagüe. Llevan las manos teñidas de lila por el desinfectante. Trabajan de la mañana a la noche, en turnos de unas dos o tres horas. Las ovejas preñadas están todas juntas. Al llegar, comprueban cuántas han parido y, si hay algún parto complicado, lo asisten. Se aseguran de que las crías coman. Dan biberones a las que no consiguen mamar de sus madres. Los fines de semana, cuando sube el veterinario, lo ayudan con los tratamientos. "Toda una inmersión en la granja. Si no sabes cómo funcionan, no puedes ser veterinario rural", zanja Mayte Ortiz, valenciana de pelo rojizo, que acabará la carrera en septiembre y quiere trabajar con rumiantes.

A Víctor Peñalosa le gustaría hacer un poco de todo. ¡Anda que va él a currar "todos los días bajo un fluorescente"! Aspiraba a tratar animales pequeños, como perros y gatos, pero también trabajar en granjas. Procede de Calatayud, localidad zaragozana de unos 20.000 habitantes, y es la primera vez que vive en un pueblo tan pequeño. "Me encanta", dice risueño, aunque reconoce las ventajas de la ciudad, "sobre todo para salir de noche". Aquí el ocio lo tienen en el bar, la piscina y las peñas. El tiempo libre escasea. "Hemos venido a trabajar", recalca Carmen Ceresuela, de Laspueña, en Huesca, con menos de 300 vecinos. Una convencida de las ventajas del campo. Se llevan bien los tres jóvenes, que comparten piso en Cubel. No tienen internet, pero se apañan con el móvil.

"Va muy lento", reconoce Yagüe, el ganadero, también alcalde desde hace unos meses, tras presentarse por el PP. "Mi objetivo es la concentración parcelaria", afirma este hombre de 59 años y ojos claros, con la piel curtida por el sol y las horas de faena. Conduce el tractor desde que tenía 11. Ha visto cómo en tres décadas el pueblo ha pasado "de más de 300 vecinos a unos 110 en invierno". "La gente se va por el trabajo y porque no hay infraestructuras", se queja. "La carretera de Cubel casi no se ha arreglado desde la época franquista. Son todo baches", añade. "Antes con 300 ovejas vivía una familia. Ahora con 1.500 te apañas, pero no es negocio. Esto te tiene que gustar, lo tienes que llevar en las venas".

Coincide Nieves García, directora del servicio de orientación y empleo de la Universidad de Zaragoza: "Los alumnos deben tener sensibilidad con el mundo rural. Las psicólogas los entrevistan". Ella ha coordinado el encaje de bolillos para conectar oferta y demanda. Se inspiraron en el proyecto Odisseu, que en Cataluña ofrece prácticas en entornos rurales. "Son los pioneros, pero nuestro baremo tiene en cuenta el tamaño del pueblo, la tasa de envejecimiento...". Le gustaría extender la iniciativa de la provincia de Zaragoza a todo Aragón: lo propondrán a las diputaciones de Teruel y de Huesca. "El año pasado la subvención fue de 9.000 euros para 13 alumnos. Ahora hemos mejorado las ayudas. Y el proyecto interesa: lo presenté en unas jornadas de universidades y me pidieron información en la Comunidad Valenciana, Galicia..."

Las prácticas, curriculares o extracurriculares, constan de 120 a 500 horas. Miguel Cañas, de 27 años, se lanzó a por ellas en cuanto vio que había una oferta para su especialidad. "No son habituales en gestión del patrimonio cultural", cuenta este historiador del arte que está haciendo un máster. Por ello pasa unas semanas en Tobed, con poco más de 200 habitantes censados, donde está la sede de la organización Territorio Mudéjar, que agrupa a 33 pueblos y trabaja en el desarrollo del medio rural a través de la gestión de recursos patrimoniales.

Cuatro estudiantes ayudan a Victoria Trasobares Ruiz, directora de la asociación, a desarrollar un proyecto piloto sobre un plan de accesibilidad. "Los Ayuntamientos más grandes suelen tener solucionado el acceso a los monumentos, tienen incluso personal específico, pero los pequeños, algunos declarados patrimonio mundial, no tienen horario de apertura y no se pueden visitar los edificios", señala la experta. "Toda la vida pensando que el trabajo está en las ciudades y ahora surge esta oportunidad", dice el alumno. Ya no le importaría trabajar en un pueblo.

## Allemand

### Du sollst verzichten

Eine „Insel der Glückseligen“ nennt Claudia Nauth ihren Unverpackt-Laden in der Frankfurter Innenstadt. Im Juli hat sie den „Ulf“ gemeinsam mit ihrem Mann eröffnet. Seitdem bietet sie Nudeln, Reis, Linsen, Nüsse, Süßigkeiten und vieles andere an - alles bio, alles unverpackt, alles ohne Plastik. Die Kunden bringen ihre Behältnisse mit und füllen sich ab, was sie brauchen. Die Philosophie dahinter: „Müll, der gar nicht erst entsteht, muss auch nicht entsorgt werden!“

Nauth und ihr Mann begannen ihr plastikfreies Leben vor gut anderthalb Jahren. Damals hörten sie im Radio von einer Familie, die dreißig Tage ohne Plastik leben wollte. Sie versuchten es daraufhin auch. „Wir haben es probiert und waren frustriert“, sagt Nauth. Denn ohne plastikverpackte Ware blieb der Einkaufswagen ganz schön leer. Doch sie blieben dabei und fanden Möglichkeiten. „Nach einiger Zeit war uns dann klar: Es gibt keinen Weg zurück.“

Verzicht, sagt Nauth, sei für sie früher etwas Furchtbares gewesen. Jetzt aber sei Verzicht zu etwas Positivem geworden. Sie frage sich, was sie anders machen könne und was entbehrlich sei. Ein Auto hat sie schon lange nicht mehr. Auch die Flüge zu einer Freundin nach Zürich hat sie irgendwann sein lassen. Schließlich, so sagt Nauth, verursache sie in ihrem Beruf als Flugbegleiterin, schon genügend „Dreck“. Viele Kunden, erzählt sie, denken ähnlich. Es sei toll, was die junge Generation gerade mache: „Lange hatte ich das Gefühl, die Leute machen einfach nichts mehr. Jetzt bewegt sich etwas. Sie gehen auf die Straße. Ich bin begeistert von dem Umdenken, das stattfindet.“ Nauth erinnert sich an eine alte Dame, die in ihr Geschäft kam. Leider sei schon alles zu spät, habe die gesagt. Eine junge Frau habe widersprochen: „Ich habe mein Leben noch vor mir.“

Nauth sagt, ihr sei natürlich bewusst, dass zu ihr die Menschen kommen, die bereit sind, zu Verzicht und etwas zu leisten. Die vielleicht auch bereit sind, Linsen aus dem Hessischen Hochland zu kaufen, auch wenn diese mehr als doppelt so teuer sind wie Linsen aus der Türkei- die Insel der Glückseligen eben. Das lässt sich nicht verhindern, auch wenn Nauth alles daran setzt, dass niemand sagen kann: „Plastikfrei ist mir zu teuer.“ Es gibt dennoch viele, die ihr sagen, sie könne die Welt nicht retten. „Das stimmt natürlich. Aber irgendwo muss ich doch anfangen.“ Sie sei niemand, der mit erhobenem Zeigefinger herumlaufe und anderen Menschen vorschreibe, was die zu tun haben oder auch nicht. Die Schuld woanders zu suchen sei leicht: „Man kann aber auch einfach bei sich selbst anfangen.“ Nauth sagt: „Wir wissen schließlich alle, dass wir unsere Lebensgewohnheiten anpassen müssen.“

Angesichts von Hitzewellen, Wassermangel und abschmelzenden Gletschern sagt das inzwischen auch die Forschung ganz unverblümt. Gerade hat der Weltklimarat IPCC einen „Sonderbericht über Klimawandel und Landsysteme“ veröffentlicht. 107 Wissenschaftler aus 52 Ländern haben an dem tausend Seiten starken Bericht mitgearbeitet. Dessen Botschaft lautet: Es ist ein Umdenken notwendig - und sofortiges Handeln. Jeder Einzelne sei jetzt gefragt, seine Lebensführung und sein Konsumverhalten zu überdenken. Man wolle den Menschen nicht vorschreiben, was sie essen und tun sollen, sagte IPCC-Chef Hoesung Lee. Klar ist aber, dass etwa die Verschwendung von Lebensmitteln und der Fleischkonsum nicht so bleiben könnten wie bisher.

## Greta Thunberg wird nicht nur von Schülern gefeiert

Sie ist 16 Jahre alt und ein internationaler Star. Greta Thunberg wurde zum Idol der Klimaschutzbewegung, ihre „Schulstreiks für das Klima“ finden weltweit Millionen Nachahmer unter dem Motto „Fridays for Future“. Sie ist vorgeschlagen worden für den Friedensnobelpreis, erhielt im November ein schwedisches Stipendium als junges Vorbild des Jahres, wurde dort in diesem Jahr zur wichtigsten Frau des Jahres gekürt, das amerikanische Magazin „Time“ nahm sie in die Liste der 25 einflussreichsten Teenager des Jahres 2018 auf, an diesem Samstag erhält sie in Berlin den Sonderpreis Klimaschutz der „Goldenen Kamera“. Wo sie auch hinkommt – für Greta Thunberg werden rote Teppiche ausgerollt. [...] Sie gibt Interviews, steht im Scheinwerferlicht.

Allerdings wird Greta Thunberg, die sich vegan ernährt und nie mit dem Flugzeug fliegt, nicht nur verehrt. Insbesondere in den sozialen Netzwerken schlägt ihr auch Verachtung entgegen, mit Spott und Hohn zielen ihre Kritiker auf Alter, Geschlecht, Unerfahrenheit, Instrumentalisierung. Das Einhalten der Schulpflicht wird angemahnt, der Hype um ihre Person ins Lächerliche gezogen. Oft abwertend wird außerdem gegen sie vorgebracht, dass sie als Kind depressiv war und bei ihr ein Asperger-Syndrom diagnostiziert wurde.

Über all das spricht Greta Thunberg offen und ernst. Ihre Art flößt Respekt ein. Sie hat die Klimakrise in die Wohnzimmer geholt, ins Zentrum der gesellschaftlichen Aufmerksamkeit gestellt. Das müssen auch jene anerkennen, die ihr Engagement gar ablehnen.

Wie aber geht es weiter, was wird aus Greta Thunberg? Früher Ruhm kann gravierende Folge haben, wenn das Interesse abflaut, das Rampenlicht fahler wird, die Liebe der Öffentlichkeit erkaltet. Vor allem aus der Musik- und Schauspielwelt sind Dutzende mahnender Beispiele bekannt.

[...]

Wenn mediale Aufmerksamkeit sich nicht mehr steigert, sondern abnimmt, kann ein Gefühl der Leere entstehen. Das öffentliche Selbst hat sich ausgeprägt, das authentische Selbst aber nicht. Wer ist Greta Thunberg außerhalb ihrer Rolle als Klimaaktivistin? Diese Frage wird sich ihr unweigerlich irgendwann stellen. Vielleicht nicht morgen, vielleicht nicht übermorgen, aber womöglich bereits in ein paar Monaten. Dann ist sie immer noch 16 Jahre alt.

Ruhm kann süchtig machen. Die Verantwortung dafür, dass Greta Thunberg mit der geballten Ladung aus Liebe und Hass, die ihr täglich entgegenschlägt, richtig umgeht, tragen ihre Eltern. Je greller die Lichtstrahler der Öffentlichkeit ihr Auftritte beleuchten, desto wichtiger ist es, sie an ein Leben ohne diese Lichtstrahler zu gewöhnen. Gibt es für ihr Kind noch einen Alltag? Pflegt es alte Freundschaften? Sind Mutter und Vater auf Reisen präsent?

Greta Thunberg will die Welt vor dem Klimakollaps schützen. Hoffentlich schützt sie selbst jemand vor dem öffentlichen Klima.

aus: Malte Lehming, *Der Tagesspiegel*, Berlin, 31. März 2019

## 7,5 Millionen Online-Artikel landen im Müll

Die Universität Bamberg hat ermittelt, dass Online-Händler in Deutschland eine enorme Menge zurückgeschickte Ware ohne Not entsorgen. Das ist oft die günstigste Lösung.

Online-Händler in Deutschland haben allein im vergangenen Jahr 7,5 Millionen zurückgeschickte Artikel entsorgt, obwohl sie diese hätten spenden oder wiederverwerten können. Das entspricht 40 Prozent der weggeworfenen Retouren, wie Wirtschaftswissenschaftler der Universität Bamberg ermittelten. Es sei „eine unnötige Verschwendung“, kritisierte Björn Asdecker, Leiter der Forschungsgruppe.

Schätzungsweise 20 Millionen zurückgeschickte Artikel landeten demnach 2018 im Müll. Dabei handelte es sich um Kleidung, aber auch um Elektro- und Freizeitartikel, Möbel und Haushaltswaren sowie Produkte des täglichen Bedarfs.

Kein Wunder nach den Ergebnissen des Papiers: Die Entsorgung von Produkten kostet im Schnitt nur 85 Cent. Es wäre viel teurer, die Ware weiter zu verwerten. Und noch dazu aufwendiger, vor allem für kleinere Händler. Manche wüsste auch nicht, wer eine Spende überhaupt gebrauchen kann und welchen Wert die Ware noch hat. Die meisten Produkte, die am Ende weggeworfen werden, kosten weniger als 15 Euro.

Dementsprechend gering sei dann meistens auch die Qualität, so die Forscher. Immerhin gut die Hälfte der Produkte kann nicht mehr aufbereitet werden oder ist technisch defekt. „Eine Entsorgung ist oftmals alternativlos“, heißt es in der am Mittwoch veröffentlichten Studie. Nach Einschätzung der Forschungsgruppe macht es deshalb auch keinen Sinn, das Wegwerfen gesetzlich zu verbieten. Zumal das kaum kontrollierbar wäre.

Stattdessen schlagen die Wissenschaftler vor, Anreize zu entwickeln – zum Beispiel mit der Einführung eines „Nachhaltigkeits-Siegels“. Auch ein Verzeichnis mit Spendenempfängern könnte den Händler helfen, damit sie erfahren, welche Organisation welche Art von Gütern auch in kleinen Stückzahlen entgegennimmt.

Außerdem müsse die Entsorgung teurer werden, fordert die Bamberger Forschungsgruppe. Nur so könne der „Fehlanreiz“ beseitigt werden. Der Marktführer Amazon reagierte schon: Seit September kostet die Entsorgung nach Angaben des Unternehmens statt 10 Cent mindestens 25 Cent – genauso viel wie der Rückversand. Aber nicht nur die Händler müssen umdenken. Rund eine Million Artikel werden laut der Studie nur entsorgt, weil es die Marken- oder Patentinhaber so vorschreiben.

aus : *Frankfurter Allgemeine* 09.10.2019

## Extinction Rebellion : Wie weit darf Protest gehen ?

Verkehrsblockaden, Nackte im Parlament, ein eingefärbter Fluss: Die Bewegung Extinction Rebellion protestiert unkonventionell für Klimaschutz. In der kommenden Woche will sie Städte weltweit lahmlegen.

Was auf Berlin zukommt, hat London bereits erlebt. Im April legten Aktivisten von "Extinction Rebellion" den Verkehr in der Großstadt lahm. Dieser zivile Ungehorsam soll nun auch Berlin und andere Städte der Welt erreichen.. Auf dem Potsdamer Platz soll "die Vision einer autofreien Stadt" gelebt werden, mit Performances und Workshops. Schon seit Tagen bringt die Gruppe ihren Anhängern in sogenannten Aktionstrainings bei, wie ziviler Ungehorsam am besten funktioniert.

Die Organisation "Extinction Rebellion" ist ein Jahr alt und hat schon mit zahlreichen ungewöhnlichen Aktionen auf die aus ihrer Sicht tödlichen Folgen des Klimawandels aufmerksam gemacht. 2018 in Großbritannien gegründet, ist Extinction Rebellion schnell zu einer internationalen Bewegung angewachsen und laut eigenen Angaben inzwischen in rund 70 Ländern vertreten.

"Wir sehen, dass jahrzehntelanges Demonstrieren und Petitionen-Unterschreiben viel zu wenig gebracht hat", sagt Annemarie Botzki von Extinction Rebellion Deutschland. "Deswegen sind viele von uns bereit, einen Schritt weiter zu gehen, in den zivilen Ungehorsam zu treten und Städte zu blockieren, um auf diese Klimakatastrophe aufmerksam zu machen." Die Aktionen sind nicht immer ungefährlich, vor allem aber sind viele nicht komplett legal: Extinction Rebellion legt es darauf an, manchmal gezielt die Grenzen des Gesetzes zu übertreten.

Nur Gewalt lehnt Extinction Rebellion kategorisch ab: "Wir nutzen gewaltfreie Strategien und Methoden als effektivstes Mittel, um Veränderungen herbeizuführen", lautet eines der zehn Prinzipien der Organisation. "Gewaltloser Protest zeigt sozusagen eine Form von Unschuld, obwohl man gegen Recht und Gesetz verstößt. Man entlarvt damit den Staat oder die Polizei, wenn sie hart dagegen vorgehen", sagt Tobias Eule, Professor der Rechtssoziologie in Bern und am Hamburger Institut für Sozialforschung. "Das ist ein ganz klassisches strategisches Mittel, um eine bestimmte Diskussion auszulösen."

Das Narrativ vom gewalttätigen Staat passt zu den drei Forderungen von Extinction Rebellion: Die nationalen Regierungen werden aufgefordert, die Bedrohung durch den Klimawandel offenzulegen, Handlungen für ein Netto-Null an Treibhausgasemissionen bis 2025 einzuleiten und eine Bürgerversammlung über Maßnahmen für Klimagerechtigkeit entscheiden zu lassen. Konkretere politische Forderungen gibt es nicht.

[...]

Für Aktionen, die über das Maß des Legalen hinausgehen, wird Extinction Rebellion durchaus kritisiert. Dabei lässt sich jedoch kaum auseinanderhalten, ob diese Kritik wirklich den Maßnahmen der Bewegung gilt oder ihren Zielen. Auch Fridays For Future bekämen massive Kritik wegen ihres Streiks während der Schulzeit, erinnert Tobias Eule: "Gerade in der heutigen Zeit, wo die Erregungsfähigkeit im öffentlichen Raum sehr hoch ist, muss man relativ wenig tun, um eine Gegenreaktion zu erzeugen."

## Man fährt wieder Bahn aber wohin?

Im Zug von Wien nach Prag. Mit dem polnischen Eurocity 102 ins mährische Breclav, von da im tschechischen Eurocity 276 Metropolitan. Ein Mann, eine Frau und ein Pärchen sitzen um einen Tisch. Das Wiener Paar will Prag besichtigen. Der Mann fährt zum Rammstein-Konzert. Vis-à-vis sitzt eine tschechische Malerin, sie hat eine Wiener Galerie besichtigt. In mehreren Sprachen erzählen sie einander vom Londoner Kunstbetrieb, guten Restaurants in der Zielstadt und gemeinsamen Bekannten. Zwischendurch arbeiten sie übers Boardinternet an Laptops und Smartphones und schicken einander Freundschaftsanfragen. Nach ungefähr vier Stunden werden sie in Prag aussteigen. Die Fahrkarte hat über die OBB-Billiglinie Sparschiene genau 14 Euro gekostet.

So klingt ein Versprechen des Bahnfahrens: völkerverbindend, konto- und klimaschonend. Wenn der Zug zur Effizienz noch Romantik bietet, ist er als Beförderungsmittel fast unbesiegt. Das sehen viele so: Die Fahrgastzahlen rasen gerade davon. 13,3 Milliarden Kilometer haben Passagiere im Jahr 2018 in Zügen durch Österreich zurückgelegt. 2005 waren es nur 9,1 Milliarden. Alleine die Zahl der Sommerbahnreisen ist 2018 im Vergleich zum Jahr davor um 23 Prozent gestiegen.

Dank des aktuellen Hitzesommers, des steigenden Klimabewusstseins und der Protestbewegung der Schwedin Greta Thunberg werden die Züge bald noch voller sein.

Erstmals seit 35 Jahren könnte heuer jede zehnte Fernreise eine Zugreise sein. Österreich ist mit 2300 auf der Schiene zurückgelegten Kilometern pro Person europäischer Spitzenreiter. Man fährt wieder Bahn.

Wo früher grantige Schaffner muffige Abteile filzten, reisen Zugfahrer heute in modernen Garnituren mit Klimaanlage, Beinfreiheit und Internetverbindung. In seiner Klimabilanz ist der Zug anderen Massenverkehrsmitteln überlegen.

Vor zwei Wochen forderte die SPÖ-Chefin Pamela Rendi-Wagner eine Jahreskarte für alle österreichischen Züge, Busse, Straßen- und U-Bahnen um 1095 Euro. Alle Öffis eines Bundeslandes sollen 365 Euro kosten, für drei Bundesländer 730 Euro. Die Roten wollen den öffentlichen Verkehr zum Wahlkampfschlager machen. Der ehemalige blaue Verkehrsminister Norbert Hofer brüstete sich damit, dass „Rekordinvestitionen für öffentlichen Verkehr als wirksame Maßnahme gegen den Klimawandel“ in seine Amtszeit fielen. Die türkis-blaue Regierung hielt sich mit Privatisierungsfantasien früherer Jahre zurück. Bundespräsident Alexander Van der Bellen reist im Zug und lässt sich fotografieren.

Interims-Verkehrsminister Andreas Reichhardt will, dass österreichische Züge in zehn Jahren statt 88 Millionen 110 Millionen Fahrplankilometer absolvieren. Wie dies aussehen wird, bleibt der am 29. September zu wählenden Bundesregierung überlassen. „Weitere Leistungsverbesserungen werden im Zusammenhang mit der Klimastrategie der Bundesregierung derzeit diskutiert“, lässt der Verkehrsminister über seine Sprecherin ausrichten.

Im Autofahrerland Österreich taugt Engagement für die Bundesbahn heute wieder zur Imagepflege. Aber wo genau steht die österreichische Bahn im Jahr 2019? Und ist sie auf ihre neue Aufgabe vorbereitet?

aus dem Magazin *Falter*, Wien, 30/19

## Lasst uns ein Medium für die Bürgergesellschaft schaffen!

Ulrich Wilhelm schlug kürzlich eine gemeinsame Plattform von ARD und den Zeitungsverlagen vor. Öffentlich-rechtliche und kommerzielle Medien sollten auf diese Weise Qualitätsjournalismus im Netz sichern.

Der Vorschlag des ARD-Vorsitzenden weist in die richtige Richtung, nämlich die Idee des öffentlich-rechtlichen Rundfunks in die digitale Welt weiterzuentwickeln. Öffentlich-rechtlichen Medien (ÖRM) und den Zeitungsverlagen kommt das junge Publikum abhanden, denn es hält sich immer länger im Netz auf und konsumiert kostenlosen Content. Des Weiteren haben sich Ansprüche und Möglichkeiten der Beteiligung des Publikums vergrößert, dem müssen die ÖRM ebenfalls verstärkt Rechnung tragen. Interessierte Bürger sollten wesentlich nachhaltigere Diskussions-, Kritik- und Beteiligungsmöglichkeiten erhalten, als dies momentan Zuschauerservice oder Kommentarfunktion erlauben. Es ist klar: ARD, ZDF und Deutschlandradio (DLR) müssen nicht nur transparenter, sondern auch offener und zugänglicher werden.

Kurz gesagt ist es zur Zukunftsfrage für öffentlich-rechtliche Medien geworden, wie sie ein digitales Umfeld schaffen, in dem ihr zentraler Kernwert, die Gemeinwohlorientierung, weiterhin deutlich erkennbar bleibt. Doch was bedeutet die Gemeinwohlorientierung von ARD, ZDF und Deutschlandradio? Und wie könnte ein zukünftiges Modell der öffentlich-rechtlichen Medien aussehen?

Gemeinwohl meint in erster Linie, dass ein Gut frei von Partikularinteressen ist und allen Mitgliedern einer Gemeinschaft zu deren Wohl dient. Nun handelt es sich bei „allen“ um eine höchst heterogene Gruppe. Gerade diese Vielfalt der Meinungen und Interessen soll der öffentlich-rechtliche Rundfunk mit seinen Inhalten erreichen. Das bedeutet auch, dass Minderheiten zu berücksichtigen sind – ein Auftrag, den kommerzielle Sender so nicht erfüllen müssen. Vor allem soll das Programm der Öffentlich-Rechtlichen komplementär denjenigen der Privaten und Pay-Kanälen gegenüberstehen.

Aus kommunikationswissenschaftlicher Perspektive wird auf diese Weise gewährleistet, dass die Bevölkerung sich eine möglichst umfassende Meinung bilden kann, die sie wiederum befähigt, sich als Bürger an einem funktionierenden Gemeinwesen zu beteiligen. Natürlich gibt es einiges an der Programmgestaltung zu kritisieren und nicht immer nutzen ARD, ZDF und DLR ihre herausgehobene Position im Medienmarkt im bestmöglichen Sinne. Doch auch Bürger müssen sich fragen, welche Medien sie angesichts von Fake News und Hassbotschaften im Netz eigentlich wollen und brauchen.

Und hier liegt der springende Punkt: Menschen in ihrer Rollen als Bürger verfolgen grundlegend andere Interessen als Konsumenten. Konsumenten befriedigen, zuallererst individuelle (Unterhaltungs-)interessen. Dem entspricht ein Programm, das sich jede/jeder selbst (im Netz) zusammenstellt. Bürger sollten darüberhinaus ein Interesse an einer funktionierenden Gemeinschaft haben. Gerade angesichts einer politischen Polarisierung in der Gesellschaft braucht die europäische Bürgergesellschaft qualitativ hochwertige Medien, die zudem ethischen Maßgaben genügen wie sie im Kern die ÖRM zur Verfügung stellen.

aus: Christine Horz, *Der Tagesspiegel*, Berlin, 20. Januar 2019

### Владимир Путин заманивает<sup>1</sup> туристов в Россию бесплатными электронными визами

Для поездки во Францию этим двум мексиканкам, Норме Гарсе и её взрослой дочери, виза вообще не была нужна. Для поездки в Турцию Гарса быстро оформила визу с помощью компьютера у себя дома в городе Агуаскальентес. Но, чтобы оформить визу в Россию, ей пришлось попросить человека лично доставить в российское посольство в Мехико — за 500 километров от их родного города — их паспорта, а также подтверждения покупки авиабилетов и брони<sup>2</sup> в гостинице. Спустя несколько недель волнений — и 160 долларов пошлин<sup>3</sup> — они, наконец, получили паспорта с российской визой.

«Мои нервы были на пределе, потому что никто не говорил нам, что с нашими паспортами, — рассказала Гарса, сидя в вестибюле пятизвёздочного «Гранд Отель Европа» в Санкт-Петербурге, пока её дочь обсуждала с их русским гидом программу на следующий день.

Если бы мать и дочь подождали с поездкой ещё немного, президент России сделал бы визит в свой родной город намного проще и дешевле.

1 октября бывшая столица Российской Империи перешла на режим электронных виз. На оставшейся части России такой режим будет введён 1 января 2021 года, когда специальное приложение<sup>4</sup> сделает процесс оформления визы еще проще. Размер пошлины не будет превышать 50 долларов.

По словам помощников Путина, потребовалось провести Чемпионат мира по футболу 2018 и получить прибыль<sup>5</sup> от приезда в страну 3 миллионов людей, которые воспользовались правом приехать в Россию без визы, чтобы убедить президента в том, что можно принять огромный поток<sup>6</sup> иностранцев без каких-либо последствий для национальной безопасности.

«Теперь Россия рассматривает туризм как стратегический сектор, — сказала 34-летняя Зарина Догужева, глава федерального агентства по туризму, в интервью в Санкт-Петербурге. — Наша задача — принять у себя миллионы туристов со всего мира».

По словам чиновников, Путин согласился на введение электронных виз после того, как ему представили прогнозы, согласно которым прибыль от туризма всего за несколько лет превысит прибыль от продажи оружия<sup>7</sup> за границу. Это помогает противостоять потоку негативных новостей о России, особенно на Западе, о чем упомянул заместитель министра экономики Сергей Галкин.

«Мы хотим, чтобы иностранцы воспринимали Россию не через экран [Fox News](#), а через тех людей, которых они встретят здесь», — сказал Галкин, который отвечает за туристический сектор.

По прогнозам его министерства, переход на электронные визы позволит увеличить в 3 раза доходы<sup>8</sup> этого сектора к 2035 году до 29 миллиардов долларов. Это также позволит России войти в первую десятку наиболее популярных стран для туристических поездок, поднявшись с 16-го места, которое она занимает сейчас. В прошлом году Россию посетили 25 миллионов туристов, хотя примерно треть из них были выходцами из бывших советских республик.

Россия может многое показать своим гостям, однако центром притяжения для иностранцев в России является Санкт-Петербург. Часто называют Санкт-Петербург, который был основан в 1703 году царем Петром Первым, «Северной Венецией» из-за множества каналов, великолепных коллекций произведений искусства и изысканно украшенных зданий, построенных итальянскими архитекторами.

Электронные визы будут действовать в течение 8 дней. По словам питерских чиновников, в первый же день работы нового режима они получили более 3,5 тысяч заявлений.

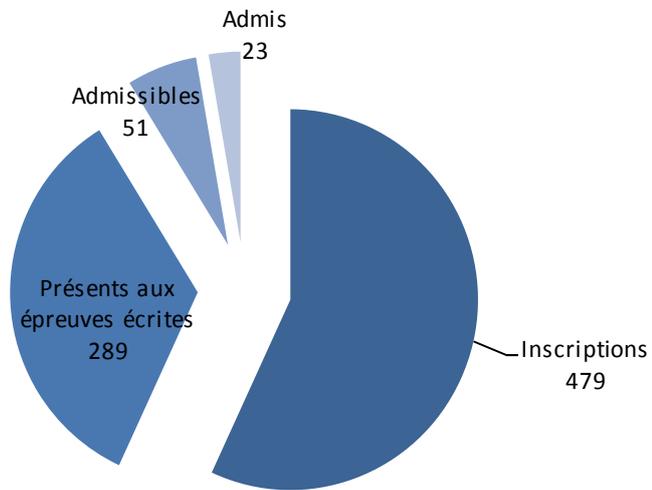
По Генри Мейеру и Анне Андриановой  
07.10.2019  
ИНОСМЛПУ Россия сегодня

<sup>1</sup> заманивать (ipf) = attirer  
<sup>2</sup> бронь = réservation  
<sup>3</sup> пошлина = taxe  
<sup>4</sup> приложение = application  
<sup>5</sup> прибыль = profit  
<sup>6</sup> поток = afflux

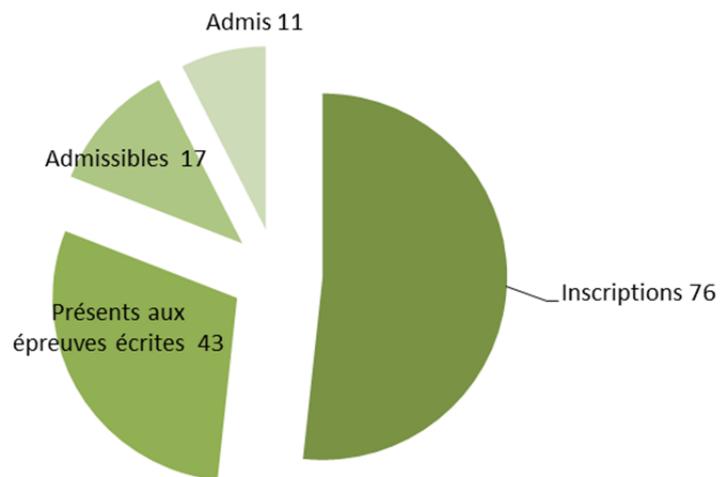
<sup>7</sup> оружие = armes  
<sup>8</sup> доход = recette

# DONNEES STATISTIQUES

## Concours Externes



## Concours Internes



## Postes ouverts

- Répartition par spécialité et par concours

Spécialités	CONCOURS EXTERNES		CONCOURS INTERNES		Total
	Etat/Ville de Paris	Collectivités territoriales	Etat/Ville de Paris	Collectivités territoriales	
Archéologie	1	1	1	aucun poste	3
Archives	7*	2	2	2	13
Monuments historiques et inventaire	1	1	1	aucun poste	3
Musées	5**	6	1	3	15
Patrimoine scientifique, technique et naturel	-	2		1	3
<b>Total</b>	14	12	5	6	37

\*dont 1 poste pour le ministère des armées et 1 poste pour le ministère de l'Europe et des affaires étrangères

\*\* dont un poste pour la ville de Paris

## Inscriptions

	Concours Etat/Ville de Paris et concours Collectivités territoriales	Concours Etat/Ville de Paris seulement	Concours Collectivités territoriales seulement	Total
<b>Externes</b>	378	71	30	479
<b>Internes</b>	52	15	9	76
<b>Total</b>	430	86	39	555

- Répartition des candidats inscrits par âge, sexe et origine géographique

		Candidats inscrits aux concours externes	Candidats inscrits aux concours internes	Total
<b>Age</b>	20 à 24	143	0	143
	25 à 29	186	2	188
	30 à 34	70	16	86
	35 à 39	45	14	59
	40 à 44	22	20	42
	45 à 49	11	10	21
	50 à 54	2	10	12
	55 à 59	0	3	3
	60 et +	0	1	1
<b>Sexe</b>	Femmes	361	50	411
	Hommes	118	26	144
<b>Origine géographique</b>	Paris et région parisienne	306	35	341
	Autres régions	165	39	204
	(ou étranger)	1	0	1
	Ultramars	7	2	9
<b>Total</b>		479	76	555

L'âge est exprimé en années révolues au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

L'origine géographique est indiquée en fonction de l'adresse communiquée par le candidat sur son dossier de candidature.

## Epreuves écrites

Les moyennes non précisées correspondent à des situations individuelles.

- **Candidats présents aux épreuves d'admissibilité**

	<b>Inscrits</b>	<b>Présents aux trois épreuves écrites</b>	<b>Taux de présence</b>
<b>Externes</b>	479	289	60,33%
<b>Internes</b>	76	43	56,58%
<b>Total</b>	555	332	59,82%

- **1<sup>ère</sup> épreuve écrite : épreuve de dissertation générale (concours externes)**

<b>Dissertation générale</b> (sujet choisi au moment de l'épreuve)	<b>Nombre de candidats</b>	<b>Nombre candidats / total candidats</b>	<b>Moyenne</b>
Histoire européenne	45	<b>14,95 %</b>	<b>8.05</b>
Histoire de l'art européen	170	<b>56,48 %</b>	<b>9.80</b>
Histoire des institutions et de l'administration françaises	40	<b>13,29 %</b>	<b>8.40</b>
Archéologie préhistorique et historique européenne	34	<b>11,30 %</b>	<b>7.62</b>
Ethnologie	6	<b>1,99 %</b>	<b>4.67</b>
Sciences de la nature et de la matière	6	<b>1,99 %</b>	<b>5.42</b>

- **1<sup>ère</sup> épreuve écrite : épreuve de note établie à partir d'un dossier à caractère culturel (concours internes)**

**Nombre de candidats : 43**

**Moyenne : 10,18**

- **2<sup>ème</sup> épreuve écrite : épreuve scientifique de commentaire et d'analyse de plusieurs documents (concours externes et internes)**

<b>Options scientifiques</b> (Option choisie par les candidats au moment de l'inscription)	<b>Nombre de candidats</b>	<b>Nombre candidats / total candidat</b>	<b>Moyenne</b>
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Europe des périodes paléolithique et mésolithique	4	1.20 %	11.12
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de la France de la période néolithique et des âges des métaux	5	1.51 %	7.40
Archéologie historique de la France de l'époque gallo-romaine jusqu'à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle	10	3.01 %	10.10
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde gréco-romain jusqu'au Ve siècle après J.-C.	30	9.04 %	7.02
Histoire de l'art et des civilisations du Moyen Âge européen et de Byzance du V <sup>e</sup> siècle au XV <sup>e</sup> siècle	44	13.25 %	7.28
Histoire de l'art et des civilisations de l'Europe du XV <sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle	69	20.78 %	8.02
Histoire de l'art et des civilisations dans le monde occidental de la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle à nos jours	89	26.80 %	8.61
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Égypte antique	6	1.80 %	8.83
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du Proche-Orient antique	7	2.10 %	10.78
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations du monde islamique des origines à nos jours	3	0.90 %	5.67
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Inde et du monde indianisé des origines à nos jours	5	1.51 %	13.40
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, etc.) des origines à nos jours	5	1.51 %	9.40
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Afrique des origines à nos jours	<b>Aucun candidat</b>		
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations de l'Océanie des origines à nos jours	1		
Archéologie et histoire de l'art et des civilisations des Amériques amérindiennes des origines à nos jours	6	1.80 %	9.83
Ethnologie européenne	4	1.21 %	8.50
Histoire des techniques et patrimoine industriel	16	4.82 %	9.87
Patrimoine et sciences de la nature	4	1.20 %	11
Documents d'archives du Moyen Âge à nos jours (concours externes)	24	7.22 %	10.30
Histoire des institutions françaises (concours internes)	7	2.10 %	10.92

- **3<sup>ème</sup> épreuve écrite : épreuve de langue ancienne ou de langue vivante étrangère (concours externes et internes)**

<b>Langues</b> (langue choisie par les candidats au moment de l'inscription)	<b>Nombre de candidats</b>	<b>Nombre candidats / total candidats</b>	<b>Moyenne</b>
Allemand	36	10.85 %	9.12
Anglais	133	40.06 %	9.33
Arabe	2	0.60 %	2.50
Chinois	<b>Aucun candidat</b>		
Espagnol	68	20.48 %	11.33
Italien	50	15.06 %	10.31
Japonais	<b>Aucun candidat</b>		
Russe	2	0.60 %	16.50
Grec ancien	8	2.40 %	10.18
Hébreu ancien	<b>Aucun candidat</b>		
Latin	33	9.95 %	9.43

### **Seuils d'admissibilité**

Les seuils d'admissibilité retenus par le jury ont été de :

- 100 points pour les concours externes Etat / Ville de Paris et Collectivités territoriales.
- 82 points pour le concours interne Etat / Ville de Paris et 90 points pour le concours interne Collectivités territoriales.

Le nombre total de personnes autorisées à se présenter aux épreuves orales, à l'issue des épreuves écrites, s'est établi à : 51 externes + 17 internes = 68 candidats

## Epreuves Orales

### Concours externes

**Les moyennes non précisées correspondent à des situations individuelles**

**Epreuve de spécialité professionnelle** (les candidats inscrits dans 2 spécialités doivent présenter 2 épreuves orales de spécialité professionnelle)

Spécialité	Nombre de candidats	Moyenne
Archéologie	6	10,50
Archives	7	13
Monuments historiques et inventaire	11	12
Musées	39	12,63
Patrimoine scientifique, technique et naturel	1	

### **Epreuve d'entretien avec le jury**

Spécialité	Nombre de candidats	Moyenne
Archéologie	3	11,50
Archéologie - Musées	3	9.33
Archives	7	12,93
Monuments historiques et inventaire	1	
Monuments historiques et inventaire - Musées	10	11.80
Musées	26	12,98
Patrimoine scientifique, technique et naturel	1	

### **Epreuve de langue vivante étrangère**

Langues	Nombre de candidats	Moyenne
Anglais	32	13,54
Italien	10	12,80
Espagnol	5	12,90
Allemand	3	16,66
Russe	1	

### Concours internes

Les moyennes non précisées correspondent à des situations individuelles

Epreuve d'entretien avec le jury : Epreuve de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle

Spécialité	Nombre de candidats	Moyenne
Archéologie	1	
Musées - Archéologie	3	13,33
Archives	1	
Musées - Archives	1	
Musées - Monuments historiques et inventaire	2	12,50
Musées	8	13,28
Musées -Patrimoine scientifique, technique et naturel	1	

### Epreuve de langue vivante étrangère

Langues	Nombre de candidats	Moyenne
Anglais	9	12,17
Italien	2	4
Espagnol	3	11,50
Allemand	3	11,67

## Remerciements

La publication du présent rapport a été réalisée sous la direction de M. Charles Personnaz, directeur de l'Institut national du patrimoine, assisté de Mme Sophie SEYER, secrétaire générale, de M. Olivier Nicolaïdis, responsable du service des concours, et de Mme Sarah Géreau.

L'Institut national du patrimoine remercie l'ensemble des membres du jury pour leur collaboration, notamment Mme Mireille Jean, présidente du jury, et M. Richard Dagonne, vice-président du jury, ainsi que Mesdames et Messieurs les correcteurs/correctrices et examinateurs/examinatrices spécialisé(e)s et correcteurs/correctrices et examinateurs/examinatrices spécialisé(e)s de langues.